

AMÉRIQUES

APRÈS L'ASSASSINAT AU PARAGUAY DU GÉNÉRAL SOMOZA

Explosion de joie populaire au Nicaragua

L'assassinat, le mercredi 17 septembre à Asunción, capitale du Paraguay, du général Anastasio Somoza, ancien président du Nicaragua, a provoqué une explosion de joie populaire à Managua. Le Front sandiniste de libération nationale a exprimé officiellement sa « satisfaction » et décrété une journée de fête nationale.

Le général Somoza avait abandonné la présidence le 17 juillet 1976, après un mois d'émeutes et de batailles dans le pays. D'abord réfugié en Floride, puis au Guatemala, il s'était installé au Paraguay. La voiture de l'ex-dictateur, accompagné de gardes du corps, a été mitraillée à bout portant par un commando de six hommes.

Puis un tir de bazooka, tiré d'un immeuble voisin, a désarticulé le véhicule. La police paraguayenne recherche deux ressortissants argentins qui seraient membres de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple) et seraient impliqués dans l'attentat. A Washington, M. Ronald Reagan a vivement déploré la mort de Somoza.

Comme un chef de bande...

Il est mort comme un chef de bande, victime d'un régiment de comptes, criblé de balles au coin d'une rue. Cette violence est à la mesure de l'énorme haine suscitée par « Tachito » Somoza. Il a fini comme son père, Tacho Somoza, fondateur de la « dynastie » et patriarche du « clan », assassiné par un jeune poète qui s'appelait Roberto Lopez Perez. C'était au Nicaragua, à Leon, le 21 septembre 1956, au cours du bal annuel des syndicats de la province. Rigoberto fut abattu sur place par les policiers. Comme son père, comme son frère Luis, au pouvoir à Managua pendant sept ans, Anastasio Somoza Debayle, dit « Tachito », savait que sa vie était menacée à chaque instant. Bien avant l'insurrection sandiniste, il ne se déplaçait dans son pays qu'avec les plus extrêmes précautions, voiture blindée et hélicoptère. Dans les derniers mois, il ne quittait plus guère un bunker étroit et sinistre, sur la Loma, la colline qui domine le champ de ruines qu'est le centre de Managua depuis le terrible tremblement de terre de 1972. Ses derniers discours, devant des foules pourtant complaisantes et ramassées par les sbires du régime, il les avait prononcés à

l'abri d'une vitre à l'épreuve des balles. Chassé du pouvoir, renié par les Etats-Unis, son plus ferme soutien pendant son règne, exilé traînant ses valises de dollars, il avait finalement trouvé refuge chez le général Alfredo Stroessner, maître du Paraguay depuis plus d'un quart de siècle et doyen des dictateurs d'Amérique du Sud. Il avait acheté quelque 8 000 hectares de terres et s'était installé dans une villa des faubourgs d'Asunción, fortement protégée par ses « gorilles » personnels et les polices secrètes paraguayennes. Un refuge relatif. Tachito avait changé de bunker, s'inquiétant d'une éventuelle demande d'extradition, et faisant tout, du moins dans les premiers mois de son séjour à Asunción, pour ne pas indisposer le général Stroessner. Il semble que cette prudence verbale avait, ces dernières semaines, subi un certain nombre d'entorses et que les « écarts » habituels de Tachito, avec les femmes ou les simples convenances, n'étaient pas du goût de tous au Paraguay. Le général d'Etat d'origine avait déclenché une violente campagne contre lui, suscitée des interrogations dans les milieux diplomatiques d'Asunción sur la « faveur » dont pouvait encore bénéficier Tachito en haut lieu.

« Le traître Carter... »

C'est l'homme par excellence de non-vie, représentant d'un régime qui n'a rien, sans remords apparents, ni regrets, les quelques cinquante mille morts, la plupart civils innocents, mais par sa garde nationale pendant les derniers mois de l'offensive sandiniste en 1979. Il plaçait, affirmant recevoir chaque jour un abondant courrier et des demandes d'aide, dirigeant de loin mais efficacement les milliers d'anciens gardes nationaux somozistes réfugiés à Honduras et disposés à effectuer des coups de main meurtriers au Nicaragua. « Je suis plein de forces et me sens prêt au combat », avait-il déclaré la semaine dernière à Asunción. « Je crache », ajoutait-il, sur l'air du traître Carter. Cette oratoire a été mon pays aux « rangs ». Mais ? Il était le plus fidèle... » Faisait-il allusion à ses « amis » américains, fort nombreux au Congrès, au Pentagone, dans les services de renseignements et les milieux d'affaires, alors qu'il était en fuite de sa puissance ? Et qu'il n'avait pas, bien entendu, tous perdus. Imaginait-il qu'une éventuelle victoire de Ronald Reagan à l'élection présidentielle de novembre lui permettrait de repartir, une nouvelle fois, à l'assaut du pouvoir ? C'est sûr, il rêvait de rentrer. Il n'avait pas de mois assez durs pour l'Amérique, pour l'ancien président vénétré Carlos Andres Perez, qu'il estimait en partie responsable de sa chute. Il pensait, et disait, que l'aide pacifique sandiniste « avait eu tort d'imposer le socialisme si rapidement » et qu'une « révolte populaire était inévitable ». A un reporter de l'hebdomadaire ouest-allemand Quick qui lui demandait si dans son pays ne l'empêchaient pas de dormir, il avait répondu avec assurance : « Je ne me sens pas coupable... »

Contre toute évidence, Tachito ne s'avouait pas vaincu. A la tête d'une fortune colossale, évaluée à plus de 1 milliard de dollars, — il aurait pu se résigner. Mais la volonté de puissance était la plus forte des lui. Comment expliquer qu'il se soit si longtemps accroché à ce bunker dérisoire de Managua, écartant à travers les murs de briques la ruine des combats montant de la ville encerclée ? Ses « biens » étaient déjà à l'abri, dans des banques suisses et américaines et dans des sociétés à Wall Street. Il n'avait pas d'ennemi. Son intempérance de langage de ces dernières semaines lui a peut-être coûté une vie, à laquelle il se déclarait bien plus attaché depuis son accident cardiaque de juillet 1977. « J'ai vu la mort de très près, nous disait-il peu après. Maintenant, je me sens mieux. » Tenté de coug, petite moustache en son coin, il faisait en 1978 le visage de Tachito avait perdu la lourdeur néronienne des Somoza. L'inaction relative de sa vie de retrait militaire d'Asunción, les excès d'alcool, avaient de nouveau empiété ce visage sombre et cruel. Il était né le 5 décembre 1935 à Leon, citadelle du parti libéral. Son père, expert-comptable libéral de Philadelphie, « accusé » des officiers commandant les troupes d'occupation nord-américaines du Nicaragua, avait été exilé en exil par Washington en 1932. A la tête de la garde nationale créée par les Etats-Unis, dans un premier temps, puis à la présidence, Somoza père ne fut pas un ingrat. Il faisait en 1934, assassinant Sandino, héros de la lutte de guérilla contre les forces américaines. A la mort de Tacho, en 1956, son fils aîné, Luis, lui succéda. Anastasio Somoza, « Tachito », fils cadet, s'employa à transfor-

mer la garde nationale en un corps de préteurs à sa dévotion. En 1961, il offrit le Nicaragua aux Etats-Unis comme « base de départ » pour les mercenaires chargés de mettre à la raison le gouvernement cubain de Fidel Castro. Il prit la place de Luis lorsque celui-ci fut emporté par une crise cardiaque. Diplômé de West Point, Tachito entretenait d'excellentes relations avec des militaires américains de haut rang et se flattait de l'amitié personnelle de Nixon, de

« Je suis le plus riche... »

Pendant plus de quatre décennies de pouvoir presque absolu, le clan Somoza avait accumulé une fortune énorme et mis la main sur près de 50 % de toute l'économie du pays. « Même si j'étais pauvre, je serais encore l'homme le plus riche de ce pays », affirmait Tachito Somoza, en octobre 1973. C'était un an après le tremblement de terre qui fit dix mille morts et trois cent mille sans-abri. Tachito exploitait ce « coup du sort » pour faire d'une pierre deux coups : revenir directement au pouvoir (il avait quitté la présidence en mai 1972 et remis le pouvoir à une junte de trois membres, restant lui-même commandant en chef de la garde nationale et le véritable « homme fort ») ; accroître encore sa fortune personnelle (président du Comité national de reconstruction, Tachito s'occupait personnellement de la « répartition » des millions de dollars de l'aide internationale).

Les ennemis pour Tachito commencent après l'inauguration de son second mandat présidentiel, en décembre 1974. Le 27 décembre, un commando sandiniste fit un raid spectaculaire au domicile d'un ancien ministre qui donnait une réception en l'honneur de l'ambassadeur des Etats-Unis. Premier coup de gong d'une longue et sanglante épreuve de force entre Somoza, soutenu par sa garde prétorienne et les Etats-Unis, et un Front de libération dont la stratégie intelligente tendait à créer les conditions d'une insurrection populaire généralisée.

« Des erreurs », parmi d'autres, précipitèrent la chute d'un homme cynique, arrogant, sans scrupules, avide de richesses, mais qui ne manquait pas d'intelligence politique. En perdant

tout sens de la mesure, il déclencha l'hostilité d'une bourgeoisie nicaraguayenne qui découvrit que la « part » du gâteau qui lui était laissée était vraiment trop modeste. Le conflit aigu d'intérêt, à partir de 1974, entre le clan Somoza et la bourgeoisie modérée fit le jeu des sandinistes, qui préconisaient une « alliance de classes » pour renverser le dictateur.

Le coup d'accélérateur fut donné par l'assassinat, en janvier 1978, de Pedro Joaquín Chamorro, leader conservateur respecté (hostile par tradition au parti « libéral » de Somoza) et directeur du journal La Prensa. On a affirmé à Managua que ce crime avait été ordonné par Anastasio Somoza junior, alors âgé de vingt-six ans, diplomé, lui aussi des écoles de guerre américaines et chef des unités d'élite de la garde nationale, et non par Tachito lui-même. Quel qu'il en soit, ce meurtre a effectivement donné le signal de la lutte de tout un peuple, toutes classes confondues, contre le clan Somoza. Que Tachito ait pu encore tenir jusqu'en 1979, s'explique seulement par la brutalité de sa résistance.

« Justice est faite... », s'est exclamé, à Managua, Violeta de Chamorro, veuve de Pedro Joaquín, et membre du premier gouvernement sandiniste, en apprenant la mort à Asunción de l'homme qui avait voulu détruire sa famille. La fin de Tachito ressemble en effet à son destin : converti de sang, de crimes et de violence. Mais la « dynastie » n'est pas éteinte. Tachito junior, qui se résignait si mal en 1979 à ne pas effectuer son « tour de présidence », est encore là pour rêver à une revanche...

MARCEL NIEDERGANG.

Etats-Unis

Washington a signé avec Pékin quatre importants accords économiques et consulaires

De notre correspondant

Washington. — Pas à pas, les Etats-Unis et la Chine resserrent leurs relations, qui avaient été officiellement normalisées le 1^{er} janvier 1979. Une nouvelle étape de ce processus a été marquée le mercredi 17 septembre à Washington par la signature de plusieurs accords concernant les représentations consulaires, le commerce des produits textiles, les transports aériens et maritimes. Les Chinois étaient représentés par leur vice-premier ministre, M. Bo Yibo, venu dans la capitale américaine à la tête d'une délégation de vingt personnes. On estime, après ces nouvelles mesures, que les échanges entre les deux pays doubleront d'ici à 1985.

Pékin et Washington se sont mis d'accord sur quatre points :

1) Aux consulats chinois de Houston et San Francisco s'ajoutent ceux de Chicago, New-York et Honolulu, tandis que les Etats-Unis, déjà représentés à Canton et Shanghai, pourront ouvrir des bureaux dans trois autres villes, non encore sélectionnées ;

2) Pour la première fois depuis trente ans, une liaison aérienne directe sera établie entre les deux pays. Une seule compagnie aura le privilège du côté américain, mais un second parcours devrait être ouvert dans deux ans (le Monde du 10 septembre) ;

3) Les navires américains pourront entrer dans vingt ports de la République populaire et cinquante-cinq ports des Etats-Unis seront ouverts aux bâtiments chinois ;

4) Les importations, de plus en plus nombreuses, de textiles « Made in China » seront fixées d'un commun accord. L'un des deux, Washington avait unilatéralement imposé une limite à la demande des industriels locaux.

Les accords du 17 septembre ne sont pas spectaculaires, mais ils s'inscrivent dans une négociation plus vaste qui soulève des questions de fond. Pendant que M. Bo Yibo volait pour Washington, le sous-secrétaire à la défense américain, M. William Perry, concluait une importante visite en Chine axée sur les échanges de technologie. Echanges à sens unique, à vrai dire, car c'est surtout Pékin qui s'intéresse énormément aux produits américains. On vient d'apprendre que quatre cents licences d'exportation avaient été obtenues par des fabricants de matériels sophistiqués. Les Chinois complétaient notamment sur un gros ordinateur construit à Houston, sur des hélicoptères Boeing et des C-130 Lockheed. Il s'agit de « technologie stratégique » à usage civil, mais nul n'ignore que ces appareils peuvent être adaptés aux forces armées.

Il est toujours interdit aux constructeurs américains d'exporter en Chine des armes propre-

ment dites. Patients, les Chinois se contentent de ce qu'on leur donne, espérant que la dernière barrière finira par tomber. Ils n'ont à offrir dans ce domaine que des métaux rares destinés à fabriquer des avions, comme le titane ou le vanadium.

Le débat sur la vente d'armes à la Chine révèle toute la complexité des sentiments américains à l'égard de ce pays. Si beaucoup de congressistes de l'Union soviétique, mais aussi de nombreux sénateurs, nombre d'autres regardent en direction de l'Ouest, pensés que le Pacifique est l'avenir. Ceux-là sont fascinés par un marché d'un milliard de personnes. Ils voient en la Chine une nation qui se bricole avec l'Union soviétique, mais l'Union soviétique, découvre le pragmatisme et la consommation.

Développer les échanges avec un tel pays apparaît comme une nécessité. Certes, beaucoup de chemin a été parcouru depuis le voyage de M. Nixon à Pékin, en février 1972. Les Américains sont désormais la deuxième puissance commerciale des Chinois. Mais le montant des échanges reste sans commune mesure avec la production des uns et la population des autres. Les exportations des Etats-Unis (technologie, coton, mais) n'avaient atteint l'année dernière que 1,7 milliard de dollars, un chiffre d'affaires vingt et une fois moindre que celui réalisé avec le Canada. Quant aux ventes chinoises (textiles, pétrole et dérivés), elles totalisent la somme de 800 millions de dollars, quarante-trois fois inférieure aux importations japonaises.

Un facteur

de « paix et de stabilité »

Mais peut-on vendre des armes à la Chine, alors que M. Deng Xiaoping n'arrête pas de répéter que la troisième guerre mondiale est inévitable ? Les plus pessimistes soutiennent que l'Amérique se retrouvera un jour bombardée par des Phantom vendus par elle à Pékin. Ils soulignent que l'avenir politique de la Chine est bien incertain et se demandent si son nouveau pragmatisme ne l'entraînera pas par réalisme à cette fois, non plus par idéologie — à rejoindre, demain, l'Union soviétique. Sans aller si loin, d'autres craignent que les ventes d'armes à la Chine ne mettent l'R.S.S. dans tous ses états, entraînant de fil en aiguille, les Etats-Unis dans un conflit de grande envergure.

Les défenseurs de l'autre thèse font valoir, au contraire, que la vente d'armes à la Chine est le meilleur moyen de décourager une agression soviétique contre ce pays. Rien à craindre du côté de Pékin lui-même : avant longtemps, il n'aura guère les moyens d'attaquer qui que ce soit. On ne lui vendra, d'ailleurs, que des armes défensives. Et, de cette manière, on le « tiendra ».

M. Carter s'est bien gardé d'évoquer de telles questions dans son allocution du 17 septembre, à la Maison Blanche. Il a seulement rappelé que les bonnes relations avec la Chine étaient un facteur de « paix et de stabilité » dans le monde. En d'autres termes, la normalisation des rapports entre Pékin et Washington favorise la détente et ne saurait être utilisée comme une menace à l'égard de l'Union soviétique.

ROBERT SOLÉ.

M. BRZEZINSKI EST MIS SUR LA SELLETTE A PROPOS DE L'AFFAIRE BILLY CARTER

Washington (A.F.P., U.P.I.). — M. Zbigniew Brzezinski, conseiller de M. Carter pour les questions de sécurité nationale, est actuellement sur la sellette en raison de son rôle dans l'affaire Billy Carter. La commission du Sénat, chargée d'enquêter sur les liens du frère du président avec la Libye et sur les éventuels arrangements de l'administration à ce sujet, l'a interrogé mercredi 17 septembre. M. Brzezinski a confirmé qu'il avait été averti dès le 31 mars par la C.I.A. des efforts de M. Billy Carter pour devenir le représentant aux Etats-Unis des intérêts pétroliers libyens. La C.I.A. avait intercepté l'un des télégrammes envoyés en Libye par le frère du président. Le conseiller présidentiel a alors téléphoné à M. Billy Carter pour l'avertir que de telles activités pouvaient embarrasser le président. M. Brzezinski a estimé qu'il n'avait rien fait de d'extraordinaire, mais un des sénateurs républicains de la commission, M. Strom Thurmond (Caroline-du-Sud) l'a accusé de ne pas dire toute la vérité.

Maurice Genevoix

de l'Académie française

Trente mille jours

On ne pouvait espérer plus émouvante et fidèle autobiographie. Jérôme Garcin Les Nouvelles littéraires

Aux mêmes Editions : Un jour Lorelei La Motte rouge



Le Monde

publiera demain

- UN ARTICLE DE M. MENU (C.G.C.) : « Candido ou les avatars d'un plan »
- ENTRETIENS POLITIQUES : Avec M. Lionel Jospin (P.S.)
- IDÉES : Quel sens donner à l'existence ?
- ENQUÊTES : L'Irak des grandes ambitions ; Bilan et avenir des restaurants français
- DOSSIERS : Les juges européens et la souveraineté des Etats, par MM. Maurice Duverger, François Goguel, Philippe Boucher ; Le SICOB : Etat démocratique ou société programmée, par J.-P. Chevènement

AFRIQUE

LA LIQUIDATION DU CONTENTIEUX FRANCO-ALGÉRIEN

M. François-Poncet estime que sa visite à Alger « ouvre une phase nouvelle » dans les rapports bilatéraux

Le ministre français des affaires étrangères, M. Jean François-Poncet, devait regagner Paris, ce jeudi 18 septembre, dans la soirée, après avoir signé un paraphe une série de textes destinés à liquider le contentieux bilatéral. Hôte

de son collègue, M. Mohamed Seddik Benyahia, qui venait de présider à Vienne la réunion trimestrielle de l'OPEP, M. Jean François-Poncet a estimé que sa visite « ouvre une phase nouvelle » dans les rapports entre les deux pays

et marque la volonté des deux gouvernements d'élargir et de développer leur coopération. Le ministre devait s'entretenir également avec le premier ministre, M. Abdelghani, et le président Chadli Bendjedid.

Quinze mois de négociations ardues

De notre correspondant

Alger. — Rarement négociation bilatérale aura été aussi longue, aussi épuisante pour les participants, aussi secrète, jusqu'à la dernière minute. Ainsi est-il exceptionnel que la visite officielle d'un ministre des affaires étrangères soit annoncée vingt-quatre heures seulement avant son arrivée. Il est vrai que par deux fois les rendez-vous avaient dû être annulés en urgence, en juillet d'abord, août ensuite, et que ni Paris ni Alger ne voulaient prendre le risque d'un troisième report.

Quinze mois se sont écoulés depuis la précédente visite à Alger de M. François-Poncet les 23 et 24 juin 1979. Le chef de la diplomatie française était fixé pour l'objectif d'ouvrir un processus de « normalisation » des relations bilatérales gravement détériorées depuis 1976 en raison notamment du soutien apporté par Paris à Rabat et à Nouakchott dans le conflit du Sahara occidental. Il entendait « rétablir le dialogue » dans un climat de franchise permettant de restaurer la confiance et d'aborder tous les dossiers, si épineux fussent-ils. Nouveau ministre algérien des affaires étrangères, M. Benyahia était dans les mêmes dispositions d'esprit. Le contact personnel entre les deux ministres fut particulièrement bon. Ils décidèrent d'instaurer une « étroite coopération » en réactivant notamment des organismes en sommeil depuis plusieurs années, telles que les commissions mixtes sur la main-d'œuvre et sur la sécurité sociale d'une part, et sur la coopération économique d'autre part. La première, depuis 1973, année où le président Boumedienne avait décidé de suspendre le départ des travailleurs algériens vers la France, la seconde, depuis 1974, l'ont les problèmes pendents devant être examinés, la priorité devant être accordée aux questions humanitaires et particulièrement au délit de problèmes de la réinsertion en Algérie des ouvriers émigrés.

Six groupes de travail

Plusieurs mois s'écouleront sans qu'intervienne le moindre début de réalisation. En septembre, un voyage ambassadeur de France à Alger, tandis qu'un mois plus tard M. Mohamed Sahnoun remplaçait à Paris M. Badjoudj. Les deux hommes jouèrent un rôle majeur dans la négociation, multipliant les contacts et les explications, s'attachant à dissiper les ambiguïtés et les ambiguïtés sans cesse renouvelées. Du côté algérien, on semblait vouloir prendre son temps. Cependant, le 1^{er} novembre, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du déclenchement de la lutte de libération, le président Chadli Bendjedid déclarait au Monde : « L'Algérie croit à la coopération avec la France... Quelle que soit l'ampleur du dossier, les difficultés deviennent secondaires lorsqu'il existe une réelle volonté de les surmonter ». Le bureau politique du P.F.R. décidait, après avoir entendu un exposé de M. Benyahia, de relancer le dialogue algéro-français par l'ouverture d'un cycle de discussions et de consultations « ouvrant la voie aux premières réunions des experts à Alger et à Paris. Le 20 décembre, M. Lionel Stoleru, ministre du travail, annonçait que les ressortissants algériens en France dont les cartes de résidents viraient à expiration entre le 1^{er} janvier et le 30 septembre 1980 se verraient accordés automatiquement un renouvellement pour une période d'un an. En janvier 1980, la visite à Paris de M. Benyahia ouvrait une nouvelle phase de discussions : l'Algérie avait ratifié la convention consulaire entre les deux pays en attente depuis six ans, et six groupes de travail étaient chargés d'étudier les questions litigieuses : main-d'œuvre et émi-

gration, problèmes de personnes, sécurité sociale, questions financières et fiscales, biens et activités des Français en Algérie, transfert en Algérie des archives de la période coloniale. Ils devaient avoir fini pour le 30 juin, les deux ministres des affaires étrangères s'engageant à rendre les arbitrages nécessaires à l'achèvement des contentieux avant le 14 juillet. C'était faire preuve de beaucoup d'optimisme. Sur les problèmes humanitaires, les positions semblaient incommensurables : Paris entendait obtenir chaque année le départ de 35 000 travailleurs algériens, tandis qu'Alger refusait catégoriquement toute mesure coercitive. Paris finit par proposer l'instauration d'une période d'essai de deux, puis de trois ans, durant laquelle les départs se feraient sur la base du volontariat. L'accord parvint à être signé le 14 juillet, et en retirant d'une ultime réunion de négociation à Paris le 3 juillet, le secrétaire général du ministère algérien des affaires étrangères, M. Dembri, eut pour effet de susciter l'optimisme. La visite de M. François-Poncet fut annoncée pour le 12 juillet. Elle fut annulée à la dernière minute.

Les textes qui devaient être

signés ce jeudi à Alger concernaient l'émigration, la sécurité sociale et l'exécution des décisions de justice (1). Par ailleurs, les autorités algériennes se sont engagées à prendre des mesures pour permettre aux Français résidents en Algérie après l'indépendance de vendre librement leurs biens et de rapatrier en France leurs avoirs. Elles ont également accepté de façon provisoire ou définitive des situations humanitaires pénibles qui empêcheaient l'achèvement, dans les délais, des accords n'ont qu'une portée limitée et l'on est encore loin de cet accord global que M. Giscard d'Estaing avait appelé de ses vœux le 9 février 1978 au cours d'une intervention à la télévision française.

Il n'en reste pas moins qu'une étape, peut-être décisive, a été franchie sur le plan psychologique. Depuis quinze mois, diplomates et hauts fonctionnaires français et algériens ont appris à se connaître et à s'estimer. M. Benyahia et François-Poncet se sont piqués en jeu, faisant de la réussite de leur entreprise une affaire personnelle.

(1) Ce texte concerne principalement les enfants de couples mixtes, séparés ou divorcés.

Le conflit saharien

Hassan II se félicite des résultats de la réunion de Freetown

De notre correspondant

Rabat. — « Freetown II a été une grande victoire du Maroc par rapport à Freetown I », titrait en page une, mercredi 17 septembre, le journal pro-moroccain, le *Matin du Sahara* de l'analyse faite par le roi Hassan II de la réunion du comité des « Sages » sur le conflit du Sahara occidental (le *Matin* daté 14-15 septembre). Le souverain était, en effet, adressé la veille, dans son palais d'Ifrane, aux représentants des populations sahraouiennes de retour de Freetown, en présence des membres du Conseil national de sécurité.

Créé il y a deux ans après le raid du Front Polisario contre la ville de Tan-Tan, cet organe comprend des représentants de la majorité et de l'opposition. Le roi a exposé devant eux, comme il l'avait déjà fait lundi soir devant un assemblage d'officiers supérieurs, son point de vue sur les développements politiques et militaires du conflit.

« Nous pouvons affirmer qu'il y a des progrès grandement réalisés, puisque cette réunion de Freetown est une grande victoire par rapport à la précédente (le sommet de juillet). Grâce à Dieu, nos acquis politiques sont ainsi de plus en plus nombreux. Pour surprendre, quelle puisse partir, cette analyse est équilibrée, les arguments de nombreux commentateurs officiels ou officieux.

Il faut remarquer que la résolution de Freetown, qui recommande l'instauration d'un cessez-le-feu à partir de décembre 1980 et l'organisation d'un référendum n'aurait, dit-on, jamais dû quitter.

DANIEL JUNQUA.

(1) n'a pas mentionné le Front Polisario, ni l'admission éventuelle de la République sahraoui dans l'O.U.A. Certains vont même jusqu'à dire qu'il ne serait pas inconcevable que le Maroc accepte de négocier sur l'idée d'un référendum dans les territoires sahraouis « espagnols ». Après tout, si l'administration, et les troupes marocaines n'ont été invitées à se retirer du Sahara, comme ce fut le cas en décembre 1975 à Marrakech. Dans ces conditions, on révoquerait la thèse du Maroc selon laquelle les populations sahraouiennes ont déjà exprimé plusieurs fois leur volonté d'être marocaines.

ROLAND DELCOUR.

Maroc

PARIS ET RABAT SIGNENT DEUX ACCORDS DE COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ

(De notre correspondant.)

Rabat. — Un accord de coopération franco-marocain dans le domaine de la santé a été signé mercredi 17 septembre à Rabat par le secrétaire d'Etat français auprès du ministre de la santé, M. Jean Faure, et le docteur Rabah Bahiani, ministre marocain de la santé publique. L'accord prévoit huit projets sur l'organisation d'un service de secours d'urgence au Maroc, la création de deux écoles de médecine à Meknès et à Marrakech, et la formation de personnel d'assistance sociale.

La coopération s'étendra, en outre, de la formation post-universitaire à l'échange de documentation et au passage par les mainteneurs des équipements et des bâtiments, la radio-protection, la gestion, la documentation. Pour M. Faure, qui était arrivé samedi à Rabat, il s'agit de donner un « nouvel élan » à une coopération qui doit devenir permanente, de manière à permettre au Maroc de prendre finalemment son plein essor en matière de santé, grâce à la formation des jeunes.

Le mardi 19 septembre, un premier accord sur la sécurité sociale avait été signé par les deux ministres. Il prévoit l'augmentation des allocations familiales, la venue de nombreux familles des ouvriers marocains à l'œuvre en France, et l'octroi d'une somme plus importante pour assurer les frais de santé des familles des ouvriers marocains restés au pays. — R. D.

Zimbabwe

M. MUGABE A RÉVOQUÉ LE GÉNÉRAL WALLS

Le général Peter Walls, ancien commandant en chef des forces armées du Zimbabwe, a été officiellement révoqué de son poste le mercredi 17 septembre, à la demande de M. Robert Mugabe. Dans une déclaration au Parlement, le premier ministre a annoncé que le général avait été « délogé » et d'avoir « causé une infamie au pays, sa participation aux affaires politiques étant incompatible avec sa fonction ». Enfin, le gouvernement envisage de prendre d'autres mesures à l'encontre de l'officier.

L'ancien commandant en chef, qui était auparavant à la tête de l'armée rhodésienne de M. Ian Smith, se trouvait au centre d'une controverse depuis le 11 août dernier, date à laquelle, faisant que la victoire de M. Mugabe était le fruit de l'insurrection, il avait demandé à Mme Thatcher l'annulation des élections (le Monde du 12 août). Le message qui vient d'être pris contre lui ne peut être que formelle. Le général Peter Walls avait en effet démissionné de son poste le 17 juillet et devait prendre sa retraite à la fin de l'année à l'issue de cinq mois de congé.

FRANCIS CORNU.

PROCHE-ORIENT

Iran

Le procès Saadati pourrait prélude à l'interdiction des Moudjahidin Khalq

Le 26 avril 1979, un des dirigeants des Moudjahidin Khalq (musulmans progressistes), M. Reza Saadati, chargé des relations extérieures de cette organisation, était arrêté dans son bureau, à Téhéran, par les membres d'un « comité d'insécurité » installé par le régime des E.A.I. (E.A.I. = E.A.I. = E.A.I.). M. Saadati, qui s'appuyait à se rendre à l'ambassade de l'U.R.S.S. pour y rencontrer d'anciens journalistes soviétiques, fut immédiatement accusé d'espionnage au profit des pays de l'Est et inculpé à la prison d'Evin.

L'accusation d'espionnage a été réitérée avec véhémence par M. Saadati, qui a fait, en juin 1979, une grève de la faim de quarante-cinq jours pour exiger sa libération immédiate. Ses amis soutiennent qu'elle est fondée sur des « documents fabriqués de toutes pièces par des agents de la SAVAK ». Le comité, qui a été à l'origine de l'arrestation du dirigeant moudjahidin, a été depuis dissous « à cause de sa composition douteuse », mais les accusations d'espionnage ont été maintenues contre M. Saadati, dont le procès débute, le samedi 20 septembre, devant le tribunal révolutionnaire de Téhéran.

Dans une lettre adressée, le 13 septembre, au procureur général de la République, Mousavi Ardebili, M. Abdel Karim Lahidi relève une impressionnante série d'irrégularités dans l'instruction de cette affaire. L'avocat de M. Saadati indique qu'il a appris par la presse l'ouverture du procès, et rappelle que, malgré toutes les démarches qu'il a entreprises depuis près d'un an, il n'a pu, jusqu'à présent, avoir accès au dossier de son client ni prendre connaissance de l'acte d'accusation. De même, M. Lahidi, qui avait pu rencontrer l'accusé à deux reprises en 1979, n'a pas obtenu depuis l'autorisation de l'entretenir à nouveau avec lui. Il estime, en conséquence, qu'il se trouve dans l'impossibilité d'assumer la défense de son client, ce qui, relève-t-il, est contraire à la loi constitutionnelle récemment adoptée par la République islamique. Il demande donc l'ajournement du procès, afin de disposer du temps nécessaire pour étudier le dossier de l'accusation et préparer la défense de M. Saadati.

En fait, tout semble indiquer que le tribunal révolutionnaire

s'apprête à organiser contre M. Saadati un procès expéditif et sommaire qui aurait pour but non seulement de discréditer l'inculpé, présenté comme un vulgaire espion soviétique, mais surtout l'organisation des Moudjahidin Khalq, devenue le bras armé des religieux du Parti révolutionnaire islamique (P.R.I.). Organisation de guérillas sous le régime du chah, les Moudjahidin se sont transformés progressivement depuis la fondation de la République islamique en un parti politique de masse, qui s'est fixé pour objectif de défendre le « contenu révolutionnaire de l'islam » contre les « moutons réactionnaires » qui cherchent à sucer dans le pays un climat de type maoïste.

Les dirigeants du P.R.I. ont vite senti que ces musulmans de gauche constituaient pour eux un danger plus grave que celui présenté par les groupements marxistes se réclamant de l'athéisme. Tout a été mis en œuvre pour les briser. Les Moudjahidin ont été successivement accusés d'être des « agents des Américains » et des « marxistes déguisés en musulmans ». Leur chef, M. Massoud Rajavi, a été empêché de se présenter en janvier 1980 à l'élection présidentielle, et leurs candidats ont été, en mars dernier, pratiquement éliminés du Parlement par une consultation électorale entachée de nombreuses irrégularités, pressions, fraudes et violence.

Depuis juin, les militants moudjahidin ont l'objet d'attaques violentes de la part des « hébohlis », amateurs professionnels idéologues par le P.R.I. Mis en cause personnellement par l'imam Khomeini, les dirigeants moudjahidin ont interrompu le parcours de leur quotidien Al Mojahid, qui traitait à plus de trois cent mille exemplaires, et fermé leurs permanences et bureaux, sans cesse attaqués et pillés par leurs adversaires religieux.

La condamnation de M. Saadati, qui, estimant ses amis, se voit suivre d'une mise à mort rapide, constituerait le premier pas vers l'interdiction de l'organisation musulmane progressiste par le Mejlis, qui s'apprête, dans les prochaines semaines, à examiner le statut des diverses formations politiques d'opposition jusqu'à présent tolérées ou tolérées par les autorités.

JEAN GUYRAS.

L'Irak abroge l'accord de réconciliation conclu avec Téhéran en 1975

(Suite de la première page.)

Le chef de l'Etat irakien, M. Bani Sadr, avait déjà souligné, dans la matinée de mercredi, les menaces pesant sur le Khouzistan, en faisant état, dans une interview à l'A.P., de « préparatifs militaires irakiens pour lancer une vaste agression dirigée contre cette région ». Les revendications territoriales avancées par l'Irak, avait-il affirmé, ne sont qu'un prétexte. Pour le moment, nous faisons face à une guerre d'usure. Les opérations se limitent aux principes d'Irak et du Kermanshah. Mais il est fort possible que

cela débouche sur une guerre réelle. Le chef de l'Etat, qui rentrait d'une visite de trois jours au front, avait expliqué que, sur le terrain, les troupes irakiennes n'occupent pas le moment que « quelques positions de gardamans ». M. Bani Sadr a admis que l'Irak n'avait pas appliqué l'accord d'Alger prévoyant « la restitution à l'Irak de certains territoires administrés par l'Iran », mais avait rejeté la responsabilité de cette carence sur le régime du chah, ainsi que sur l'état de tension existant entre Bagdad et Téhéran depuis la création de la République islamique.

Israël

Le président de l'Organisation sioniste mondiale désavoue les propos de M. Primor contre M. Guy de Rothschild

De notre correspondant.

Jérusalem. — Le président de l'Agence juive et de l'Organisation sioniste mondiale, M. Arye Dulsin, a déclaré le 17 septembre dans une communication qu'il était « surpris et peiné » par les propos récemment tenus par son délégué en France, M. Abraham « Avi » Primor, qui, dans une interview publiée par le *Quotidien de Paris* mardi 16 septembre, avait lancé une vive attaque contre certains dirigeants de la communauté juive en France, notamment contre le baron Guy de Rothschild. M. Primor avait déclaré que ce dernier pourrait subir un sort comparable à celui de l'ancien chah d'Irak, qui, pour avoir exilé l'imam Khomeini, a finalement perdu le pouvoir (le Monde du 17 septembre). Il s'agissait d'une allusion au fait que la famille de Rothschild avait demandé en juin dernier le retour à Jérusalem de M. Primor, après les multiples remous causés par son action au sein de la communauté juive de France pour renforcer le soutien politique de celle-ci à la cause d'Israël.

Au début de ce mois, M. Primor, qui est diplomate de carrière, a été nommé directeur au ministère israélien des affaires étrangères. Mais, officiellement, à Jérusalem, on avait démenti que la fin précipitée de la mission confiée à M. Primor fût une conséquence des pressions exer-

cées par la famille de Rothschild et d'autres personnalités juives en France. M. Primor lui-même l'avait également nié. Cependant, aujourd'hui, on remarque dans les milieux proches de l'Agence juive et de l'Organisation sioniste mondiale que les récentes déclarations de ce dernier et la réaction embarrassée de M. Dulsin équivalent à un aveu et sont la confirmation de l'échec de l'expérience tentée pendant un an auprès de la communauté juive de France — c'était la première fois qu'un poste comme celui de M. Primor était créé dans la Diaspora par le mouvement sioniste.

Dans le communiqué qu'il a rendu public mercredi, M. Dulsin, qui fut directement à l'origine de l'envoi de M. Primor à Paris, corrige les déclarations de ce dernier en précisant la défense de la famille Rothschild : « Le dévouement et la loyauté de la famille Rothschild envers le peuple juif et Israël sont bien connus de tous. Le nom de cette famille est célèbre depuis le temps du baron Edmond de Rothschild, fondateur du Yichou (Foyer national juif en Palestine). Ce nom est assuré de conserver dans l'histoire de la création d'Israël une place d'honneur ».

PRÉ-MÉDECINE
PRÉ-PHARMACIE
année préparatoire, niveau moyen, pour aborder la première année avec les meilleures chances de réussite et en douceur
2 années de cours
CEPES 57, L. Ch.-Lafitte, 72 Neully, 722.94.94-745.09.19
enseignement supérieur privé

SCIENCES PO.
Préparations
Documentation sur demande
Octobre à Juin
• Plein Temps
• Partiel
IPEC Enseignement supérieur privé
45, bd Saint-Michel, Paris 6
Téléphone : 632.81.22/222.82.71/324.45.87

maritime
jusqu'au

20
tous les
les tapis d'orient
et les
tapis d'orient
5^e étar

ONCTION
CIRQUOI
VEUT-IL
DEBARRA

bsc
NE TOUCHEZ PAS

ASIE

Cambodge

LES NATIONS UNIES LANCENT UN PROGRAMME D'AIDE AUX REFUGIES QUI REGAGNENT LEUR PAYS

Les Nations unies ont officiellement confirmé le lancement, à la demande du Haut Commissariat pour les réfugiés (H.C.R.), d'un programme d'aide de quatre millions de dollars à quelque 310 000 Cambodgiens qui ont regagné leur pays depuis 1979 (le Monde du 2 septembre). Il a été précisé que ces estimations budgétaires seront révisées si le nombre des réfugiés regagnant le Cambodge augmente de façon significative.

Le bureau des Nations unies chargé de coordonner l'aide humanitaire au peuple cambodgien qui vient d'annoncer le lancement de ce programme, dans un communiqué diffusé à Bangkok, estime que « les réfugiés qui ont regagné le Cambodge ont besoin d'une assistance humanitaire spécifique ». Il souligne que cette aide est « également destinée à préparer l'accueil des Cambodgiens qui, dans l'avenir, pourrissent devoir rentrer volontairement dans leur pays ».

D'autre part, le Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) que préside M. Son Sann, ancien premier ministre du prince Sihanouk, proteste, dans un communiqué, contre les élections générales que le gouvernement pro-vietnamien de Phnom-Penh a l'intention d'organiser au début de 1989. Il invite les Cambodgiens à ne pas participer au vote et dénonce cette consultation qui aura lieu dans le pays « pendant que les autorités vietnamiennes y maintiennent leurs troupes d'occupation et un gouvernement imposé au peuple khmer par la force ».

(A.F.P.)

Corée du Sud

M. Muskie met en garde Séoul contre une exécution de M. Kim Dae-jung

La condamnation à mort, mercredi 17 septembre, de M. Kim Dae-jung, chef de l'opposition sud-coréenne, a provoqué de vives réactions dans le monde, en particulier aux Etats-Unis et au Japon. A Séoul, en revanche, où la loi martiale rend quasiment impossible toute manifestation d'opposition, le verdict n'a pas eu de répercussions, du moins en apparence.

Pourtant, malgré le climat de crainte qui règne dans le pays après les campagnes de « purification sociale et morale » lancées par le régime du général Chun, l'Eglise catholique, par la voix du cardinal Kim Su-hwan, s'est dite « choquée » par la sentence. Dans une brève interview à l'A.F.P., le cardinal a cependant ajouté qu'il serait difficile à l'Eglise en tant que telle de manifester ouvertement sa désapprobation. « Parce que nous avons peur », selon lui, une déclaration en faveur de M. Kim risquerait de faire « plus de mal que de bien » pour l'ensemble de la communauté catholique, qui compte environ 1,2 million de fidèles, soit près de 3 % de la population. En privé, cependant, des prêtres catholiques ne cachent pas leur hostilité au nouveau gouvernement et certains ont utilisé des termes très violents pour exprimer leurs regrets après la condamnation de M. Kim.

● AUX ETATS-UNIS, M. Muskie, secrétaire d'Etat, a personnellement mis en garde, mercredi, les autorités de Séoul contre l'exécution du chef de l'opposition. Dans un message destiné aux dirigeants sud-coréens, le secrétaire d'Etat souligne sa « vive émotion » devant « le verdict d'une extrême gravité » qui vient d'être prononcé. M. Muskie, qui a suivi l'évo-

lution du procès de M. Kim avec une inquiétude croissante, a déjà informé Séoul, à plusieurs reprises, que l'avenir des relations américano-sud-coréennes était directement lié au sort de M. Kim et de ses vingt-trois co-accusés. Un porte-parole du département d'Etat s'est toutefois refusé à indiquer quelle serait la réaction de Washington au cas où M. Kim Dae-jung serait exécuté. Il semble, en effet, que les responsables américains souhaitent ne pas envenimer la situation, afin d'inciter le nouveau président sud-coréen à faire usage de son droit de grâce. Le département d'Etat a catégoriquement écarté l'existence d'un quelconque « accord secret » aux termes duquel le président Chun se serait engagé à gracier M. Kim Dae-jung.

● A LONDRES, l'organisation Amnesty International s'est déclarée « consternée » par la condamnation à mort du chef de l'opposition sud-coréenne. Dans un communiqué publié mercredi, Amnesty affirme que M. Kim Dae-jung et ses vingt-trois accusés n'ont pas eu la possibilité de présenter véritablement leur défense.

● AU JAPON, des milliers de manifestants se sont rassemblés mercredi soir à Tokyo pour réclamer la libération de M. Kim. Le président du Conseil des syndicats a demandé au gouvernement japonais de suspendre toute aide à la Corée du Sud. Une pétition en faveur du dirigeant sud-coréen a recueilli, selon les organisateurs, plus d'un million de signatures. De nouvelles manifestations ont eu lieu jeudi et des arrestés de travail se sont produits dans plusieurs ports.

● EN FRANCE, la C.G.T. et la C.F.D.T. se sont élevées contre la condamnation de M. Kim. D'autres vives réactions ont été enregistrées surtout dans les organisations de gauche. M. Georges Marchais, dans une lettre adressée mercredi à M. Giscard d'Estaing, a demandé au président de la République d'intervenir « pour sauver la vie de M. Kim Dae-jung de la main de ses bourreaux ».

Mercredi, une délégation du P.C.F., conduite par M. Ballanger, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, s'est rendue à Matignon, puis au Quai d'Orsay pour demander aux autorités françaises d'intervenir auprès de Séoul en faveur d'un homme « condamné à mort parce qu'il a voulu établir la démocratie dans son pays ».

M. Eric Hirtzman, secrétaire général du parti socialiste-démocrate, a de son côté demandé à M. Giscard d'Estaing d'intervenir auprès de Séoul en faveur d'un homme « condamné à mort parce qu'il a voulu établir la démocratie dans son pays ».

Afghanistan

DEUX JOURNALISTES FRANÇAIS AURAIENT ÉTÉ ARRÊTÉS A KANDAHAR

L'ambassade de France à Kaboul a informé, mardi 16 septembre, par la mission indienne dans la capitale afghane, que deux journalistes français — dont un identifié ni le journal ne sont connus — auraient été arrêtés à Kandahar, dans le sud du pays, a-t-on indiqué mercredi au Quai d'Orsay. Cette arrestation, effectuée par les troupes soviéto-afghanes, a eu lieu le 11 septembre, et les diplomates indiens l'ont apprise par leur consulat à Kandahar. Les autorités afghanes ont, jusqu'à présent, gardé le silence sur cette affaire : l'ambassade de France à Kaboul a entrepris les démarches nécessaires pour obtenir le transfert de ces deux Français dans la capitale, si leur arrestation est confirmée.

D'autre part, selon le New York Times, l'U.R.S.S. aurait demandé la remise du soldat soviétique qui s'est réfugié, lundi, à l'ambassade des Etats-Unis à Kaboul (le Monde du 18 septembre). Ce déserteur, au dire du correspondant du Times de Londres à Kaboul, serait un chauffeur d'origine tadjike, âgé de vingt et un ans. Mercredi, le département d'Etat a protesté contre les limitations mises par les autorités afghanes à l'accès de l'ambassade américaine à Kaboul et contre les fouilles systématiques des véhicules de la charrette et des diplomates. — (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

Japon

● LE JAPON a signé, le mardi 16 septembre, deux accords avec le Programme alimentaire mondial O.N.U.-F.A.O. qui permettront d'acheter du riz et du blé pour les Cambodgiens et les réfugiés afghans. Le montant de cette aide sera de 24 millions de dollars.

Franck et Fils. Toute la mode en tricot.



Franck et Fils, 60, rue de Passy, Paris 16°. Parking avenue Paul Doumer, face au magasin, Métro Mairie.

VOUS VOULEZ INVESTIR EN AFRIQUE ?

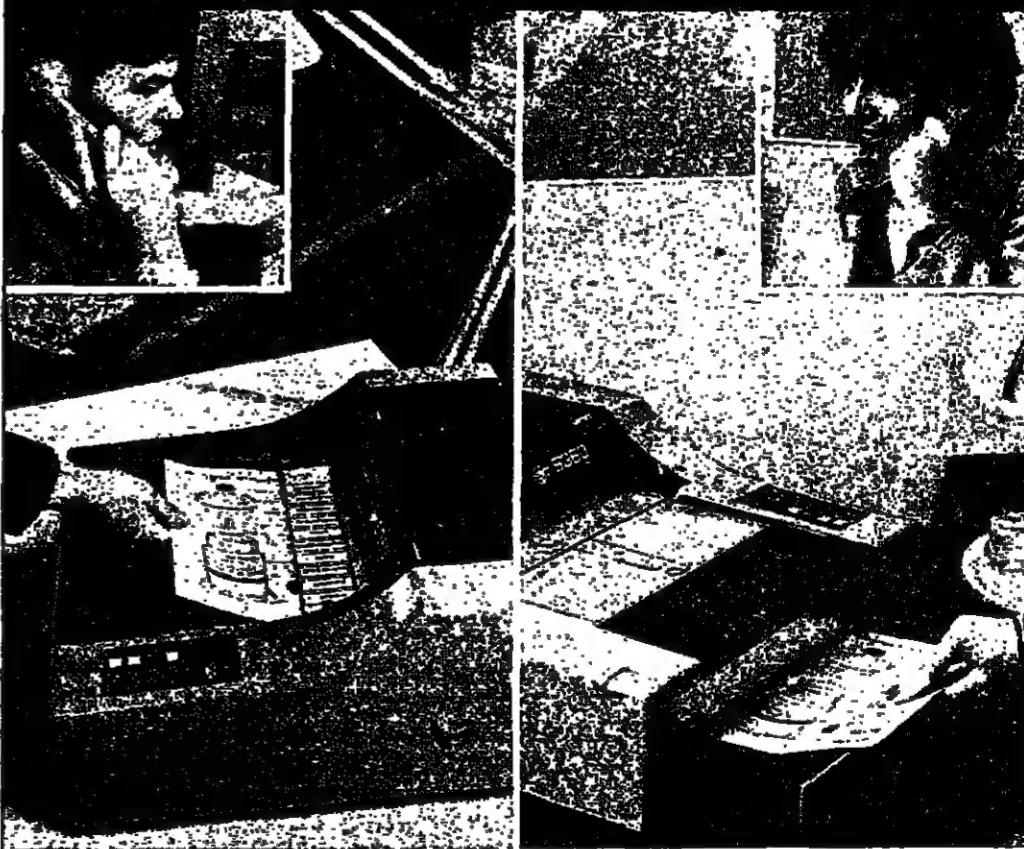
DANS LE CADRE DE LA N°FOIRE
INTERNATIONALE DE DAKAR

LE 4^e FORUM DES INVESTISSEURS

(1 au 5 Décembre 1988)
VOUS DONNE L'OCCASION DE RENCONTRER DES
PARTENAIRES DES 16 PAYS DE LA CEDEAO

NOTRE ADRESSE : FOIRE INTERNATIONALE DE DAKAR
SOFIDAK BP 3329 route de l'aéroport DAKAR-YOF
Tel : 23.10.11 Téléc : 430 SG FIDAK

Allo! ne quittez pas... votre document est au bout du fil.



Texte, dessin ou même photo, avec le télécopieur S 360, vous pouvez téléphoner n'importe quel document. Il suffit d'une simple ligne téléphonique : aucune installation spéciale.

En trois minutes et, quelle que soit la distance, vous envoyez ou recevez un document format 21 x 29,7 ou inférieur. Automatique à la réception, le télécopieur fonctionne seul même en l'absence de votre correspondant.

Avec le télécopieur S 360, il y a échange direct et maîtrise de documents, sans perte de temps. Normalisé CCITT, compatible avec tout télécopieur du groupe II, peu encombrant, très facile à exploiter, 4 touches et 4 voyants indiquent clairement les opérations à effectuer.

Pratique, rapide, efficace, le Téléfax S 360, la nouvelle façon de téléphoner très vite vos documents.

Télécommunications

ENTREPRISE GÉNÉRALE
DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

BON A DÉCOUPER :

Pour tout renseignement complémentaire, adressez-vous à votre Agence Commerciale des Télécommunications ou retournez ce coupon à : E.G.T. - 66, avenue du Maine - PARIS CEDEX 14 - Tél. : (1) 321.00.71.

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ N° _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
SOCIÉTÉ _____ TÉL. _____

Samaritaine Capucines

27, BOULEVARD DES CAPUCINES
75002 PARIS - TEL. : 251.57.25

Samaritaine de Luxe

jusqu'au 4 Octobre.

-20%

sur tous les meubles,
les tapis d'orient
et les
tapis d'orient anciens

5^{ème} étage

FONCTIONNAIRES: POURQUOI GISCARD VEUT-IL S'EN DEBARRASSER ?

Le plan de gouvernement pour « dégraisser » les effectifs des fonctionnaires. Service par service et chiffres à l'appui, quelles vont être les victimes du grand démantèlement de la Fonction Publique ?

LE NOUVEL
observateur
L'HISTOIRE BOUGE. LE NOUVEL OBSERVATEUR AUSSI!

SAMEDI

DIPLOMATIE

**Une attaque contre l'OTAN aurait
des conséquences incalculables pour l'agresseur**
estime l'Institut des études stratégiques de Londres

Tandis qu'à Bonn le chancelier Schmidt s'entretenait mercredi avec M. Warren Christopher, secrétaire d'Etat adjoint, du projet d'ouverture de négociations américano-soviétiques sur les armes nucléaires en Europe, aucune réaction directe n'a été enregistrée à Moscou après l'annonce faite, la veille, à Bruxelles que ces conversations pourraient s'ouvrir le 15 octobre (« le Monde » du 18 septembre).

A Moscou, nous signale notre correspondant, le ministère des affaires étrangères déclare qu'il n'a pas à prendre position sur un projet dont l'U.R.S.S. n'a pas été officiellement informée, et un responsable a précisé que la date du début des conversations pourrait être fixée la semaine prochaine, lors de la rencontre Muskrat-Gromyko de New-York. Toutefois, un commentateur de la télévision soviétique a accusé, mercredi, les Etats-Unis de ne manifester « aucune volonté de commencer immédiatement le dialogue » et de vouloir rien dire sur les « systèmes avancés » américains.

De notre correspondant

Londres. — Dans son étude annuelle « The military balance 1980-1981 », publiée ce jeudi 18 septembre à Londres, l'Institut international des études stratégiques (I.I.S.S.) estime que l'équilibre global des forces en Europe est toujours de nature à décourager une agression. Les défenses de l'OTAN sont d'une telle ampleur et de telle qualité que toute tentative de les briser entraînerait une attaque majeure dont les conséquences seraient incalculables pour l'agresseur, écrit-il.

L'étude constate que sur le plan de la qualité du matériel et de l'entraînement des effectifs, l'effort de l'OTAN est maintenant compensé par celui du pacte de Varsovie. Si les budgets militaires occidentaux n'augmentent pas et si, en revanche, le coût du maintien des effectifs continue de s'accroître, les forces de l'Est seront en mesure d'acheter davantage de nouvelles armes que l'OTAN, estime l'I.I.S.S.

A propos des forces nucléaires en Europe, l'Institut considère que le déploiement des missiles de croisière et des engins balistiques Pershing 2 n'empêchera pas l'équilibre et ne détériorera pour un certain nombre d'années au détriment de l'Ouest : « Les forces nucléaires de théâtre de l'OTAN sont actuellement inférieures en nombre et substantiellement plus vulnérables que les systèmes de même ordre des forces de l'Est », l'Institut doute aussi de la capacité des appareils de préférence de défense aérienne soviétique. Selon lui, le pacte de Varsovie a un avantage très sensible en ce qui concerne les têtes nucléaires disponibles pour les gros lanceurs portant à plus de 1 000 kilomètres. Mais cet avantage se réduit sensiblement si l'on tient compte de tous les systèmes portant entre 100 et 1 000 kilomètres et qui arrivent presque à l'équilibre si l'on ajoute à l'arsenal de l'OTAN les têtes nucléaires des sous-marins américains Poseidon, déjà comptés dans SALT II. Il faut noter, ajoute l'Institut, qu'une nouvelle génération d'engins soviétiques à court rayon d'action (SS-20, SS-22, SS-23) est prête d'entrer en service et que ces missiles seront presque aussi menaçants pour les installations nucléaires de l'OTAN en Europe occidentale que les engins à longue portée SS-20.

Dans le secteur classique l'I.I.S.S. note à regret que plusieurs pays, dont la Belgique et le Danemark, ne tiennent pas leur engagement d'augmenter de 3 % leur budget militaire. D'autre part, la modernisation des armements, prise en Allemagne fédérale, en Grande-Bretagne et dans d'autres pays de l'OTAN, est compensée par un effort identique des forces de tous les pays de l'alliance de Varsovie, à l'exception de la Roumanie.

Les demandes d'armes du tiers-monde

L'I.I.S.S. relève que la demande d'armements de la part du tiers-monde n'a pas diminué. Néanmoins certains pays ont diversifié leurs fournisseurs. Ainsi l'Irak, tout en continuant à acheter des armes à l'Union soviétique, a demandé à la France des hélicoptères, des avions et des missiles. En revanche, le Koweït a acheté des missiles à l'Union soviétique ; la Grande-Bretagne vend deux cents sous-marins dix-huit chars Shtr-1 à la Jordanie, tandis que l'Arabie Saoudite a signé des contrats avec la France pour des véhicules de combat et des systèmes de défense anti-aérienne.

Au sujet de l'Afghanistan, le rapport note que l'Union soviétique, tout en ayant démontré sa capacité de mobilisation et d'intervention rapides au-delà de ses frontières, a découvert qu'une partie de l'opinion internationale en Europe n'est pas bien adaptée aux opérations de guerre. Elle a dû procéder à une réorganisation et à un changement de ses équipements. L'accroissement sur les hélicoptères laisse prévoir un emploi encore plus grand de cette arme dans l'avenir.

De leur côté, les Etats-Unis ont accordé leur présence dans l'océan Indien et amélioré leurs capacités d'intervention rapide. Mais leur concept de « force à déploiement rapide » ne correspond pas à l'objectif de la réorganisation des forces stratégiques de réserve maintenues sur le territoire américain depuis des décennies. Selon l'I.I.S.S., il faut d'un temps pour acquérir une force aérienne de transport améliorée et pour installer de l'équipement lourd à bord de navires spécialisés dans les zones éloignées. — E.F.P.

A TRAVERS LE MONDE

Canada

● LE PRÉSIDENT CHAUNCEY fera une visite officielle de quatre jours au Canada à partir du 6 octobre. On avait indiqué récemment de source informée à Ottawa que la Roumanie était sur le point de passer commande d'un deuxième réacteur nucléaire canadien de type Candu. — (Reuters.)

Centrafrique

● M. DAVID DACKO, président de la République Centrafricaine, est attendu à Paris en visite privée, du 21 au 24 septembre.

Liban

● LES FORCES ISRAËLIENNES ont lancé mercredi 17 septembre un nouveau raid contre des bases palestiniennes au Sud-Liban pour prévenir d'éventuelles actions terroristes contre Israël. Selon les milieux palestiniens de Beyrouth, cette opération, dirigée contre les objectifs situés près du port de Tyr et de Rachidieh, avait été précédée dans la journée par un violent bombardement de l'artillerie israélienne et de celle des milices du commandant Haddad contre ces mêmes secteurs. — (Reuters, A.P.)

Libéria

● LE CAPITAINE JERRY GBAN, membre du Conseil populaire de rédemption, a été démis de ses fonctions, chassé de l'armée et condamné à un an et demi de prison pour avoir

frappé deux médecins à l'hôpital principal de Monrovia. —

San Salvador

● DEUX POLICIERS ont été tués, mercredi 17 septembre, lors des affrontements qui ont suivi l'occupation du siège de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) par un commando d'extrême gauche. Le commando de dix hommes qui, indique-t-on, appartient à la Coordination révolutionnaire des masses, retient cinq otages à l'intérieur du bâtiment. L'organisation du commando a apparemment pour but de faire pression sur la junte de gouvernement pour qu'elle libère les prisonniers politiques, alors que traverse d'entre eux ont entamé une grève de la faim pour obtenir leur remise en liberté et le respect des droits de l'homme dans le pays. — (A.F.P.)

Vietnam

● LE VIETNAM a remis à la Chine, le mercredi matin 17 septembre, dix-sept ressortissants chinois « arrêtés pour s'être infiltrés illégalement en territoire vietnamien », a annoncé l'agence vietnamienne d'information AVI. Selon celle-ci, les Chinois ont exprimé leur reconnaissance pour la politique de clémence et le traitement humanitaire dont ils ont bénéficié depuis leur arrestation. De son côté, la Chine avait indiqué que ses ressortissants étaient « d'innocents frontaliers et des pêcheurs victimes d'un naufrage en mer ». — (A.F.P.)

LA VISITE DE Mme THATCHER A PARIS ET A BORDEAUX

**L'amélioration du dialogue franco-britannique
rencontre encore beaucoup d'obstacles**

Mme Thatcher est attendue, jeudi soir 18 septembre, à Paris où se tiendra, vendredi à l'Élysée, le cinquième sommet annuel régulier franco-britannique. Le premier ministre britannique sera accompagné du chancelier de l'Échiquier (ministre des finances), Sir Geoffrey Howe ; des ministres de l'Industrie et du Commerce, Sir Keith Joseph et M. John Nott, et du ministre adjoint aux affaires étrangères, Sir Ian Gilmour, remplaçant le ministre lord Carrington, souffrant. Vendredi soir, Mme Thatcher assistera, à Bordeaux, auprès de M. Barre, au dîner d'ouverture d'un colloque organisé par le conseil franco-britannique.

A Paris, on estimait, avant l'ouverture du sommet, que les conversations seraient dominées par les grands problèmes politiques internationaux (au sujet desquels les vues des deux gouvernements sont d'ailleurs très proches). Cette opinion est sensiblement différente de celle de Mme Thatcher, qui voudrait surtout parler des problèmes communautaires, et notamment de la mise en œuvre (difficile) de l'accord des Neuf réduisant la contribution britannique au budget de la C.E.E. Cette affaire — indiquait-on à Paris — doit être traitée à neuf et non à deux. Sur ce point et sur l'ensemble des questions communautaires, M. Giscard d'Estaing a plus l'intention d'écouter Mme Thatcher que de lui répondre.

De notre correspondant

Londres. — Malgré la relative discrétion observée sur le sommet franco-britannique « de routine » à l'Élysée, les milieux officiels accordent beaucoup d'intérêt à la visite éclair de Mme Thatcher à Paris.

Certes le climat des relations franco-britanniques s'est réchauffé depuis les empoignades du printemps dernier. Il est cependant loin d'être chaleureux et la perspective d'une nouvelle controverse sur la mise en œuvre de l'accord du 30 mai concernant le mécanisme et les modalités de remboursement des contributions britanniques au budget communautaire ne peut que le rafraîchir. Encore une fois, le grand public, insuffisamment informé ou de manière tendancieuse, a conclu que, de nouveau, les Français méritent des bâtons dans les roues, multipliant les obstacles et s'opposent aux intérêts britanniques.

Asses curieusement, les diplomates professionnels du Foreign Office approuvent en connaissance de cause cette sorte de riposte française au chantage pratiqué avec succès par Mme Thatcher au printemps dernier. Le « dame de fer » avait alors menacé de ne pas approuver la hausse des prix agricoles si elle n'obtenait pas gain de cause sur le problème budgétaire. Il est de bonne guerre que les Français usent maintenant de pressions pour obtenir un accord des Britanniques sur une hausse des prix agricoles acceptable par le gouvernement français dans le contexte de la prochaine élection présidentielle.

Mme Thatcher tient à récupérer « son » argent à bref délai, en tout cas avant le début de la prochaine année fiscale, en mars 1981. Vis-à-vis de son opinion elle veut faire état d'un résultat tangible et de l'emploi judicieux qu'elle fera de ce remboursement pour réduire le déficit budgétaire et chasser les programmes visant à diminuer le chômage. Dans l'immédiat, elle ne considère pas que le problème du remboursement soit uniquement communautaire relative de Bruxelles, et non d'un sommet franco-britannique, au même titre que d'autres problèmes non encore résolus concernant les pêcheries.

le monton, les exportations néo-sélandaises et l'élargissement de la Communauté.

Le premier ministre estime qu'il s'agit d'un problème politique présumé. Châliant qu'il est même, par son nationalisme intransigent, à encourager les nationalistes, elle craint que la nouvelle controverse ne soit exploitée par les anti-européens pour la dissuader de lancer une campagne sur les avantages du marché commun. En fait, Mme Thatcher redoute qu'un monopole à leur profit, les fortes tendances autarciques du public, les travailleurs ne fassent de l'Europe un des thèmes majeurs de leur propagande électorale.

Dissiper les derniers nuages

D'autre part, les Britanniques se sentent trahis par la tendance des Français à parler de leurs relations « privilégiées » avec Bonn. Mme Thatcher elle-même a « tiqué » au cours de sa dernière interview à T.F.I. « Vous avez aussi de bonnes relations avec le chancelier Schmidt, n'est-ce pas ? Nous avons des réunions bilatérales par semaine avec Bonn ». Pour les Britanniques, le chancelier Schmidt est considéré comme le meilleur porte-parole de l'Europe, et son accord de l'unité de l'Europe est une garantie. Par contraste avec le président Giscard d'Estaing, dépeint un jour par le Times comme « un joueur de fiftis capable d'entraîner les Européens à leur perte, c'est-à-dire vers la neutralisation et la jacobinisation ».

Mme Thatcher voudrait d'ailleurs dissiper les derniers nuages et assurer l'entente avec le sur des bases plus solides. Sa présence à Bordeaux, vendredi soir, à l'ouverture du colloque organisé par le Conseil franco-britannique, n'est pas sans importance. Elle est l'occasion pour le président Giscard d'Estaing, officiellement pour des raisons de calendrier, d'entretenir les spéculations dans la presse, notamment en cette période électorale. En privé, les officiels se demandent si le président français ne veut pas, à l'égard de sa majorité, paraître donner aux relations avec Londres la même importance qu'aux relations avec Bonn.

A Londres, on constate avec satisfaction que les vues françaises et britanniques sont très proches sur les grands problèmes internationaux, notamment sur le Proche-Orient, l'Afrique, les relations Est-Ouest, les problèmes de la Méditerranée, que le président Giscard d'Estaing et le président Chirac ont d'accord sur la nécessité de coopérer étroitement avec les Etats-Unis, mais que les préoccupations de politique intérieure empêchent de la dire publiquement. On est également satisfait de la coopération industrielle et technologique, des échanges commerciaux, qui se développent bien, malgré quelques accrochages.

HENRI PIERRE.

M. FRANCIS DELOCHE DE NOYELLE EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU NÉPAL

Le Journal officiel de ce jeudi 18 septembre publie la nomination de M. Francis DeLoche de Noyelle comme ambassadeur à Katmandou (Népal) en remplacement de M. François de Testa.

Né en 1915, M. de Noyelle est entré aux affaires étrangères en 1943. Il occupa différents postes à l'administration centrale : secrétaire général, cabinet du ministre (M. Bidault, en 1948), directeur d'Asie-Orientale, services de presse, direction d'Amérique, direction d'Afrique-Levant, affaires économiques, courrier et affaires diplomatiques, direction du personnel (1970-1978), ainsi qu'à New-Delhi (1948-1950), Prague (1950), Rabat (1950-1958) et Ottawa (1958-1960).

EUROPE

Pologne

**Les représentants des nouveaux syndicats
ont constitué une commission de coordination
présidée par M. Lech Walesa**

Quelques cinq cents représentants des nouveaux syndicats indépendants polonais se sont réunis mercredi 17 septembre, à Gdansk, dans l'immeuble que leur ont donné les autorités à la suite des grèves. Ils ont constitué une commission de coordination intersyndicale qui est présidée par M. Lech Walesa. Un congrès sera convoqué à une date qui n'est pas encore fixée. Les délégués ont également décidé que tous les syndicats indépendants d'entreprises auraient le même statut. Ce statut, établi sur le modèle du statut du syndicat indépendant de Gdansk, doit être voté vendredi, après concertation et modification éventuelles.

Une autre réunion est prévue pour lundi. Ensuite, une délégation dans laquelle seront représentées toutes les entreprises ayant un syndicat indépendant se rendra à Varsovie pour faire enregistrer en bloc au tribunal les nouveaux syndicats.

Les discussions de mercredi ont porté sur la question de savoir s'il était opportun ou non de créer une centrale qui aurait pour but de coordonner les actions officielles. Cette solution, jugée dangereuse par certains délégués, n'a pas été retenue. L'action unitaire sera menée grâce à une commission de coordination qui, a dit M. Walesa, tiendra compte « des desiderata et particularités régionales ou professionnelles propres à chaque syndicat, dans le respect des aspirations de la base ». Toutefois, a-t-il ajouté, « nous avons créé tel quelque chose ressemblant à une autorité centrale, et maintenant nous constituons une force de puissance avec laquelle tout gouvernement aura à compter. Nul ne devrait chercher à causer des difficultés à notre organisation ».

Le dirigeant ouvrier de Gdansk s'est une fois encore félicité de l'attitude de l'Eglise catholique et du cardinal-primat, qui, a-t-il rappelé, a envoyé des experts pour nous aider à mettre au point les statuts.

Les délégués se plaignent de l'attitude des autorités

A l'issue de la rencontre, M. Lech Walesa, secrétaire général du syndicat de Gdansk, a lu une déclaration déplorant « les manœuvres entreprises par les autorités pour saper l'unité des syndicats indépendants ».

Des délégués se sont plaints notamment des tracasseries de bureaucrates communistes ou de responsables des syndicats officiels. Ainsi la semaine dernière, les ouvriers d'une usine de roulements à billes de la ville minière de Kielce ont défilé devant la menace que leur était faite de perdre certains avantages sociaux s'ils adhéraient au syndicat indépendant.

M. Badkowski a également condamné « les mass media qui déforment ou ne donnent aucune information. Cela sert mal la cause de la Pologne. Les syndicats, a-t-il ajouté, se sentent responsables du destin et du sort

commun de la Pologne. Ils veulent sortir le pays d'une situation économique et sociale difficile. Pour pouvoir réaliser ceci, il faut qu'ils puissent traverser normalement ». Il a demandé « le respect total et la réalisation des accords conclus ».

A la réunion, un seul délégué s'est félicité de la coopération des autorités. D'autres délégués, très applaudis, ont salué la coopération entre ouvriers et intellectuels.

A Varsovie, l'organe des syndicats officiels, « Głos Pracy », a publié mercredi un projet d'organisation des entreprises qui donnerait notamment aux travailleurs un droit de veto sur la plupart des décisions de la direction. Ce projet est une contribution à un vaste débat. L'article, a-t-on appris, avait été bloqué par la censure et n'a pu paraître qu'à la suite d'une intervention politique « à un haut niveau ». Les organes d'antagonisme, dans ce projet, seraient composés pour un tiers de représentants de la direction, pour un tiers de représentants du parti et pour un tiers de délégués syndicaux.

Enfin, la commission pour les réformes économiques, mise sur pied par le bureau politique du parti, a tenu sa première réunion mercredi à Varsovie, sous la présidence du premier ministre M. Piontowski. L'objectif de cette commission est de mettre en place, d'ici la fin de 1982, un système économique cohérent fondé sur l'autonomie des entreprises, la planification décentralisée et la planification centrale en ce qui concerne la stratégie. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

● Dix-sept associations polonaises des arts et des sciences ont décidé de créer un comité spécial chargé d'examiner les problèmes fondamentaux de la culture polonaise et de préparer un programme d'action qui doit former les revendications concernant la censure. — (A.F.P.)

Belgique

La crise ministérielle paraît imminente

De notre correspondant

Bruxelles. — Si le gouvernement survit à la prochaine lame de fond, les suivantes l'emporteront. La chute du cabinet Martens est annoncée depuis quatre mois. C'est maintenant, semble-t-il, la question de jours.

Le 18 septembre, M. André Coole, président du parti socialiste démissionnait le plan sidérurgique de M. Willy Claes, ministre des affaires économiques, socialiste aussi, mais flamand. Il proposait de faire éclater le groupe flamand Coole-Claes en plusieurs compagnies autonomes. Toute la gauche wallonne l'accuse de vouloir favoriser la sidérurgie maritime de Flandre.

M. André Coole, en compensation, exige que les énormes investissements prévus pour le port maritime (flamand) de Zeebrugge soient équilibrés par des dépenses publiques en Wallonie. Mais les caisses de l'Etat sont vides, et le déficit budgétaire de 1980 et 1981 est impossible à combler : près de 100 milliards de francs belges, soit 12 milliards de francs français.

Pour la première fois depuis la guerre, la politique étrangère est remise en cause. Les socialistes flamands exigent l'indépendance vis-à-vis de l'OTAN et de Washington, empêchant l'implantation de quarante-huit mil-

lions « de croisière » sur le territoire, et ont inspiré, dit-on, l'annulation de la participation belge aux manœuvres de Thrace, à la suite du coup d'Etat en Turquie. Ils réclament la réduction du budget de la défense, alors que, faute de carburant, avions et chars sont immobilisés. Enfin, ils demandent que Bruxelles prenne ses distances vis-à-vis du régime de Khémoune. Le 17 septembre, l'impossibilité de tout dialogue au sein de la coalition sur la politique étrangère a été constatée, et la discussion a été renvoyée au conseil de cabinet du 18 septembre.

Il y a un an et demi d'accord absolu sur les retraites dans les P.T.T. et dans le domaine de l'éducation nationale. M. Claes, ministre de l'Education, a réitéré la suppression de l'école libre catholique parce que l'Etat ne peut plus en supporter les frais.

M. Martens court d'une brèche à l'autre. Le président des socialistes flamands, M. Paul Vanden Boeynants, estime inusé de décaler une crise dans le contexte actuel, en ajoutant que bientôt « plus personne en Belgique n'acceptera de devenir premier ministre ».

PIERRE DE VOS.

NUMERO UN DU TAPIS D'ORIENT

Atighetchi

TAPIS D'ORIENT

Jusqu'à fin octobre, consent une remise de caisse de

20%

aux particuliers

Tapis anciens ou contemporains : persans, caucasiens, alghers, turcs, pakistanais, etc.

dans ses entropôts

4, RUE DE PENTHIÈVE - 8°
Métro : Mirocram
265.90.43 +

TOUT SUR LA POLOGNE
en français et en polonais
à la

LIBRAIRIE POLONAISE

123, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS
(fondée en 1889)
Tél. : 326-04-42

Turquie

A travers

PRIMI

EXPOSITION

FONCTION

POURQUOI

VEUT-IL

DEBAR

obsen

PROF. POLON

EUROPE

La Turquie dans l'attente des décisions de l'armée

L'attente des décisions des nouveaux dirigeants ne s'accompagne pas, en Turquie, d'une confiance absolue. L'opinion publique, nous indique notre correspondant à Ankara, espère que la réforme fiscale va enfin assurer une meilleure justice sociale. Elle espère aussi que les « séparatistes » et ceux qui, simplement, pensent « différemment » ne seront pas confondus. M. Metin Tokat, journaliste, ancien sénateur, bien introduit dans les milieux militaires, fait valoir dans

« Hurriyet » qu'il y aurait des inconvénients à former à la hâte un cabinet de « pseudo-célébrités » et d'inconnus expérimentés.

Le nombre des parlementaires encore en garde à vue n'est plus que de trente-neuf, dont vingt et un appartenant au parti républicain du peuple, cinq au Parti de la justice, huit au Parti du mouvement nationaliste, trois au Parti du salut national. On compte, en outre, un indépendant et un sénateur à vie, ancien

participant au coup d'Etat de 1980. Quatre-vingt-quatre syndicates ouvriers demeurent suspendus, dont vingt-huit sont affiliés à l'extrême droite. Mais la centrale Tur-Is (modérée) fonctionne normalement.

Les cinq membres du Conseil national de sécurité devaient prêter serment, ce 18 septembre, en fin d'après-midi. Les discussions, à Ankara, continuent à porter sur la composition du futur cabinet, dont la formation est donnée pour imminente.

A travers les « zones libérées » d'Ankara

De notre envoyé spécial

Ankara. — Un vieil homme vêtu de noir, muni d'un long pinceau, badigeonne la façade d'une pauvre maison dans un bidonville de la capitale : un jeune soldat en tenue dressé d'une mitraillette monte la garde à 100 mètres en contrebas sur le trottoir d'une artère populeuse : deux personnages familiers, ces derniers jours dans les quartiers périphériques d'Ankara.

La présence militaire toujours très lourde dans toute la capitale de la Turquie s'explique aisément après le coup d'Etat des forces armées le 12 septembre. Quant au vieil homme — un habitant du quartier populaire de Yoni Dogan, sis sur l'une des multiples collines peuplées qui composent le paysage urbain d'Ankara — il efface les slogans gauchistes qui harcelaient les murs de torchis de sa maison.

Dès avant l'intervention militaire, les autorités avaient recommandé aux propriétaires de faire disparaître des façades toutes traces de barbouillage groupusculaire. Cette prescription était généralement appliquée dans les zones résidentielles. Mais ce n'est qu'après le 12 septembre que — prudence ou bonne volonté des habitants — elle a commencé à l'être dans les « zones libérées » de la capitale.

Car, dans les quartiers ainsi dénommés, les autorités n'entraient pratiquement plus depuis des mois, fût-ce en cas de crime. Les slogans sur les murs étaient bien, dès lors, le cadet de leurs soucis.

Encore embryonnaire il y a un an et demi, le phénomène des « zones libérées » s'est propagé ces derniers mois à travers la Turquie comme s'y exacerbaient la violence. A la fois symptôme moteur et antidote d'une situation troublée, le mouvement n'a pas épargné Ankara.

En 1972, paisible bourgade anatolienne choisie par Ataturk comme capitale de la nouvelle République, par dédicace envers Istanbul-la-Grande, peuplée de deux cent cinquante mille habitants il y a trente ans, elle en

compte dix fois plus aujourd'hui — paysans venus de tout le centre et l'est du pays en quête d'une vie meilleure. Ankara n'est pas une « ville de fonctionnaires » comme on l'assure, mais le plus grand village de l'Anatolie — avec des deux millions et demi d'habitants ! Tout l'estète dans les quartiers populaires : les tenues des femmes — robes à fleurs sur les pantalons bouffants, fichus encadrant les visages cuivrés par le grand air ; les chants des coqs s'élevaient entre les maisons ; ces troupeaux de moutons que l'on conduit à l'abattoir au long des rues ; cette manière désordonnée des hommes de gagner le trottoir d'en face en traversant comme les poules devant les voitures ; ces charrettes tirées par des chevaux qui créent d'invraisemblables embouteillages.

Ces paysans déracinés se sont entassés dans les peckedons (1), quartiers de squatters nés de l'invasion programmée d'un terrain public ou du domaine d'un particulier. « S'ils se résignent généralement à leurs conditions de logement misérables, à leurs emplois précaires, nous expliquent un contraire, il n'en va pas de même de leurs enfants. » Scolarisés, mais sans grand espoir d'accéder eux-mêmes au mode de vie des citadins privilégiés dont ils ont le spectacle quotidien dans les quartiers centraux, culturellement et spirituellement coupés de leurs parents, les émigrés de la deuxième génération sont disponibles pour toutes les révoltes. Ils sont, particulièrement sensibles aux mises en accusation du capitalisme, tenu pour responsable de tous les maux, et, partant, perméables à toutes les idéologies qui tentent de systématiser en action : marxisme, nationalisme, fondamentalisme islamique.

Il y a deux ou trois ans encore, l'affrontement sanglant des groupuscules extrémistes était circonscrit aux limites des campus universitaires et des établissements secondaires. L'état de siège partiel décrété en décembre 1978

a-t-il, restaurant la surveillance des enceintes scolaires par les forces de l'ordre, conduit la violence à escalader ? Toujours est-il que les règlements de comptes entre factions rivales ont gagné la rue puis la ville entière.

Les flics dans l'université

Au-delà de chaque faculté s'est créée une véritable « zone d'influence politique » dont la couleur idéologique était identifiée à celle de l'établissement considéré : droite pour l'agriculture, gauche pour les sciences politiques, etc. Déjà « interdits » de la faculté, les sympathisants de l'idéologie minoritaire n'eurent plus droit de cité dans toute la zone d'influence de leurs adversaires. Plus de « fascistes » dans les rues « révolutionnaires », plus de « communistes » dans les secteurs « nationalistes » ! Concrètement, cela s'est traduit par l'interdiction de se réunir en groupe de plus de cinq personnes, ce qui permettait, au demeurant, de mitrailler une terrasse sans risque excessif de tuer des « innocents » — ou par leur division des hôtels d'étudiants situés dans le périmètre « libéré ». Peu à peu, on en est venu à percevoir un « impôt » sur les commerçants de la zone — les groupuscules de l'extrême droite le prélevaient parfois (reçu à l'appui !) au nom de l'extrême gauche pour dresser les victimes contre le « communisme ».

Une nouvelle étape a été franchie lorsque les groupes extrémistes ont entrepris de « libérer » des quartiers entiers. Il semble que ce mouvement a commencé lorsque des étudiants sont venus prêter main-forte dans certains bidonvilles à des squatters menacés d'expulsion par les propriétaires des terrains. Puis ils ont rendu des services à la population, suppléant ainsi aux carences flagrantes d'organismes municipaux débordés par l'ampleur des problèmes. De distribution de bombes de gaz en collecte des ordures ménagères, des groupes structurés ont fini par s'implanter dans la plupart des quartiers populaires.

Des affrontements violents ont parfois opposé des extrémistes de signe opposé. Hasakoy — immense faubourg sur la route de l'aéroport — fortifiée « nationaliste », entourée par des zones « révo-

lutionnaires » — a ainsi été l'enjeu d'une véritable bataille où ont péri de nombreux activistes. La lutte pour le contrôle du quartier plus central d'Incesu a également été sanglante. Dans quelques quartiers que compte Ankara, l'extrême gauche, en ses multiples avatars — Albanais, socialistes, marxistes-léninistes « non alignés » — avait fini par dominer plus de la moitié. L'extrême droite, pour sa part, s'est assurée une demi-douzaine de places fortes, dont Baboelievler où est installé le siège du parti du mouvement nationaliste du colonel Turkes. Les slogans sur les murs que la population s'empare aujourd'hui à effacer délimitaient sans ambiguïté les fiefs des uns et des autres.

Une ville morte

Dans les « zones libérées », les habitants jouissent, à condition d'accepter la situation, d'une protection contre les agressions extérieures. En revanche, nous expliquent ce réparateur de télévision que son métier amène à circuler, tout étranger était aussitôt arrêté et interrogé par des groupes d'adolescents cherchant à connaître l'objet de sa visite ainsi que sa pensée politique et son lieu de résidence — l'une et l'autre faisant souvent l'objet de rapprochements hâtifs et périlleux.

Entre les défenseurs des quartiers, c'était la guerre ! « Le Tezra », dit en souriant, aujourd'hui, cette habitante de Kocheven, dont les deux collines, Akipe et Urutep, étaient tenues l'une par la droite, l'autre par la gauche. « Tous les soirs, c'étaient des crépitements de mitraillettes et des explosions de bombes. » Lorsque, pour se rendre sur un lieu de travail, il fallait traverser un quartier « ennemi », on se rassemblait, on se défilait sous la protection de forces de l'ordre. Il y avait ainsi pour se rendre à l'école normale Ghazi-Erdim, deux colonies d'étudiants, une de droite, une de gauche, chacune encadrée par des policiers !

Ankara, naguère noctambule, où l'été, les familles descendaient volontiers dans les rues chercher le fraîcheur après les touffeurs du jour anatolien, était devenue une ville morte après 21 heures. Modeste exception : les quartiers résidentiels centraux liés par le boulevard Ataturk, où l'armée veillait devant les ministères, les ambassades, les grands hôtels. De la colline de Cankaya, à Uzun, s'étendait ainsi, selon le joliot d'un contraire, la « zone libérée de l'Etat ».

La situation d'Ankara se retrouvait peu ou prou dans les principales villes du pays — Istanbul, Izmir, Adana, — elle gagnait les provinces où certaines localités devenaient des forteresses de l'extrême gauche et d'autres de l'extrême droite. Cette progressive balkanisation politique du pays a évidemment fourni à l'armée turque plus qu'un prétexte pour s'avancer sur le devant de la scène nationale.

JEAN-PIERRE CLERC.

Tchécoslovaquie

LES FILS DE Mme OTTA BEDNAROVA, ancienne militante du Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS), ont lancé un appel en faveur de leur mère, détenue à la prison d'Opava, et qui se trouve dans un état de santé critique. « Elle a perdu un tiers de son poids. (...) Malgré les demandes faites aux responsables pour qu'on la traite comme une personne malade, on lui fait effectuer le travail normal de la prison », déclarent-ils notamment. Arrêtée en mai 1979 avec cinq autres membres du VONS, Mme Bednarova, cinquante-trois ans, journaliste, a été condamnée en octobre dernier à trois ans de prison.

(1) Littéralement « maisons de la nuit », car associées entre crépuscule et aube : selon une tradition de droit commun du bassin méditerranéen, on ne peut les abriter après le soleil levant. C'est ainsi que Rome s'est développée anarchiquement depuis 1945, ainsi que Naples.

Aux éditions François Maspero

Ce mois-ci

Varlam Chalamov

Kolyma

58 F

Récits de la vie des camps

« Connaissant le pire, on peut encore essayer de vivre ». Andreï Sinlavski

Maxime Rodinson

La fascination de l'Islam

20 F

Contre toutes les réductions et les falsifications

L'Alternative n° 6

15 F

Dossier : la répression psychiatrique à l'Est. Des articles de Pologne (KOR), URSS (le club Marie), Yougoslavie (M. Markovic), Roumanie (sur le culte de Ceausescu), Tchécoslovaquie (Listy), etc.

Parmi les livres récents

Nuto Revelli

Le monde des vaincus

50 F

« Une recherche historique n'est pas une enquête policière, mais une quête d'amitié... En cela, le livre de Revelli est remarquablement réussi ». L'Express

Maria Occhipinti

Une femme de Sicile

38 F

« A lire absolument ». Des femmes en mouvement

Frederick Douglass

Mémoires

d'un esclave américain

35 F

« Un classique de la littérature noire américaine... Un livre à lire et à méditer, aussi d'une brillante actualité ». Témoignage Chrétien

Aisha

Décharge publique

45 F

« Un très beau livre... livre d'espoir, livre de lutte. De l'Assistance publique d'hier à la DDASS d'aujourd'hui, seule l'appellation a changé, la barbarie meurtrissante reste la même ». Sans frontières

Fernando Claudin

Marx, Engels

et la révolution de 1948

95 F

« ... Notre heure arrive ». F. Engels, 27 février 1848

... et des livres toujours actuels

Z. Erard et G. M. Zieger

La Pologne

une société en dissidence

43 F

« Nous pensons à une organisation de la société et du pouvoir... Nous appelons cela l'autogestion démocratique. C'est en même temps un programme et une certaine vision sociale ». Jacek Kuron

Domitila

Si on me donne la parole...

25 F

La vie d'une femme de la mine bolivienne

« Cette voix est grave, profonde et sage ». Les Nouvelles Littéraires

Les prix indiqués sont seulement ceux pratiqués à notre librairie et à la librairie « La Découverte », 27 rue Saint-André-des-Arts - 75005 Paris (ouvert jusqu'à 22 h 30).

Recevez notre bulletin GRATUIT « Livres partisans » en retournant simplement ce bon

M _____
Adresse _____

François Maspero

1 place Paul Painlevé 75005 Paris

GROS ARRIVAGES DE PLANTES VERTES D'APPARTEMENT, TOUTES TAILLES JUSQU'A 3 MÈTRES.

Nombreuses variétés différentes.

PRIMFLEUR

EXPOSITION-VENTE SUR 1000 M²

choix considérable de plantes fleuries, et fleurs coupées.

80, av. de Villiers - 126, av. de Wagram, Paris 17^e
Tél. : 22713.06 - 62210.59 - 26712.67

Ouvert tous les jours de 7 h 30 à 20 h 30.

FONCTIONNAIRES: POURQUOI GISCARD VEUT-IL S'EN DEBARRASSER ?

Le plan de gouvernement pour « dégraisser » les effectifs des fonctionnaires. Service par service et chiffres à l'appui, quelles vont être les victimes du grand démantèlement de la Fonction Publique ?

LE NOUVEL observateur SAMEDI

L'HISTOIRE BOUGE. LE NOUVEL OBSERVATEUR AUSSI.

279000 F AU LIEU DE 396000 F VOTRE APPARTEMENT

ANTIBES

Pour tout savoir sur la nouvelle propriété, renvoyez ce bon à Pierre et Vacances - 54, av. Marceau - 75008 Paris - Tél. 720.70.87

Nom _____ Profession _____
Adresse _____
Tél. _____ Tél. bur. _____

LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

GERS : les socialistes et les autres

De notre correspondant

Angers. — Au lieu-dit « Giscard », M. Abel Sempé, sénateur sortant ex-P.S., qui siège au groupe sénatorial de la Gauche démocratique, siège avec malice, dans un de ses chais d'armagnac, à Aignan, une cuvée spéciale dite du « président ». Des huit candidats qui briguent les deux sièges du Gers, M. Sempé est le plus antisocialiste sinon le seul. Le plus sérieux aussi. Il cultive d'autant plus volontiers cette image maintenant que ses positions défient la gauche gersoise. Démembrement du parti socialiste il y a dix-huit mois, juste avant qu'il ne soit élu, adversaire de longue date de toute idée d'union avec les communistes, le conseiller général et maire d'Aignan fait campagne à la manière d'un sénateur sortant conscient d'avoir rendu beaucoup de services et d'avoir élargi sa renommée le corollaire des amis qu'il s'était constitués dans la Résistance. M. Sempé se moque bien du parti socialiste. Il se vante volontiers de n'avoir été fidèle qu'à lui-même et à ses propres convictions. « Ce qui se passe actuellement entre le P.S. et le P.C. montre que j'ai eu raison. Je suis resté authentiquement socialiste », dit-il.

Plus socialiste que les deux candidats de la fédération du parti ? M. Henri Tournan, second sénateur sortant, conseiller général de Lombez et maire de Montadet, et M. Aubert Garcia, conseiller général de Valence-sur-Baïse et maire de Castéra-Verdun, n'apprécient guère l'assurance de ce « candidat perturbateur ». En effet, en toute logique, la majorité des sept cent trente-trois électeurs gersois devrait, selon les thèses du P.S., envoyer au Sénat, comme par le passé, deux sénateurs socialistes.

Une campagne faite en commun

Pour montrer que cette logique doit être légitimement respectée, M.M. Tournan et Garcia font campagne en commun ; même voiture, même course éreintante, discours complémentaires sur l'élargissement du M.A.R. à la commune, la politique agricole

commune, le chômage. Les deux hommes se présentent d'abord comme des militants de base, des porte-paroles d'un parti qui doit démontrer sa cohésion et sa puissance. Cette tactique devrait porter auprès des nouveaux élus, qui ont acquis leur mandat municipal en 1977.

Reste que l'appel à la discipline — compromis par les positions de M. Sempé — et à la cohésion de l'équipe socialiste risque de n'être pas entendu. Une grande partie de l'électorat « silencieux » gersois souhaite un réajustement politique. Les socialistes détiennent en effet la majorité des deux sièges du département : sénateurs députés, conseillers généraux, présidents de commissions, la plupart des maires. « C'est abusif », estime l'un des deux candidats de la majorité, M. Marc Castex, déjà candidat malheureux en 1971, conseiller général et maire de Vic-Fezensac, sans appartenance politique, mais d'humeur centriste gauche. Dans sa scouache, le décompte systématique de toutes ses victoires, des courbes, des chiffres, expert en gestion des collectivités locales, orateur doué, ce vice-président de l'Association des maires jouit d'une réputation flatteuse. Lancé dans la bataille par les partis de la majorité, M. Castex préfère lutter en solitaire pour préserver des chances non négligeables. Aussi s'est-il dissocié de la seconde candidature majoritaire, celle de M. Max Buisson-Bellard, maire de Tournay. La présence d'un troisième candidat individuel, M. Guy Dugros, maire de Castillon-Massas, indépendant, ne devrait pas porter ombrage aux ambitions des uns et des autres.

Dans cette élection pour une fois ouverte, les communistes avec M. Joseph Lamache et Camille Laffitte, auront un rôle décisif entre les deux tours, même s'ils ne tiennent pas à monnayer leur potentiel de soixante voix. En deux heures de temps le dimanche 28 septembre, il faudra beaucoup de sang-froid aux responsables du P.S. et du P.C. pour ne pas compromettre l'élection au profit de la gauche dans le Gers.

PHILIPPE DUCOS.

CORSE : deux départements, deux sièges, deux scrutins

De notre correspondant

Ajaccio. — Pour la première fois dans l'histoire politique de la Corse, les sénateurs seront élus par deux collèges distincts. L'un en Corse-du-Sud (352 grands électeurs), l'autre en Haute-Corse (514), et ce en application de la loi de 1975 portant division de la Corse en deux départements. Le nombre de sénateurs, toutefois, demeure inchangé.

Des deux élus de 1971, seul M. François Giacobbi, M.R.G., président du conseil général de Haute-Corse, se présente dans ce département. M. Jean Filippi, M.R.G., ancien secrétaire d'Etat au budget, ne demande pas le renouvellement de son mandat. Dans chacun des deux départements, les formations de la majorité présentent un candidat unique. La gauche en a deux (M.R.G. et P.C.F.) en Haute-Corse, et trois (M.R.G., P.S., P.C.F.) en Corse-du-Sud. Il ne fait guère de doute, compte tenu de la répartition politique des deux collèges électoraux, que les deux sièges reviendront à M. Giacobbi dans le nord et à M. Charles Ornano, maire bonapartiste d'Ajaccio, majorité présidentielle, dans le sud. La seule inconnue est de savoir s'ils seront, l'un et l'autre, élus dès le premier tour.

En CORSE-DU-SUD : des deux départements, c'est celui dans lequel le ballottage est le plus improbable en raison du rapport des forces entre la majorité et l'opposition. Même si le choix du suppléant de M. Ornano, M. Jacques Pacini, maire de Zonza, ne semble pas faire l'unanimité chez les amis de M. Jean-Paul de Rocca-Serra, député R.P.R., maire de Porto-Vecchio, qui soutient le maire bonapartiste d'Ajaccio. Les adversaires de ce dernier présentent des candidatures de principe pour « compter leurs voix », qu'il s'agisse de M. Nicolaï Alfonsi, M.R.G., maire de Piana, ancien député, de M. Jean-Louis Lucchini, P.S., conseiller municipal d'Ortino, ou de M. Paul Bungenini, P.C.F.

En HAUTE-CORSE : conseiller général de Corte, suppléant de M. Pierre Pasquini, député et maire de l'île-Roussie, M. Jean Colonna, R.P.R., a publiquement invité ses amis à « mettre un terme à des attitudes suicidaires » en ne faisant plus la moindre concession à M. Giacobbi, ajoutant : « S'il doit être réélu, nous aimerions qu'il le soit avec les soutiens de la gauche ». Les amis de M. Giacobbi n'ont pas manqué d'interpréter cette déclaration comme une sorte d'aveu d'impuissance de la majorité. Si l'on y ajoute l'absence de candidat socialiste, « cela rend plausible l'élection au premier tour », assure-t-il. Il n'en est pas moins vrai que la marge sera étroite.

M. CRÉPEAU POURRAIT QUITTER L'HOPITAL RAPIDEMENT

M. Michel Crépeau, président du Mouvement des radicaux de gauche, et maire de La Rochelle, victime d'un accident de la circulation mercredi matin 17 septembre, à Paris (le Monde du 18 septembre), a bon espoir de quitter dans quatre à cinq jours l'hôpital Cochin, où il a été hospitalisé dans le service de traumatologie du professeur Maurer. Le député de Charente-Maritime, qui était arrivé, comme chaque semaine, mardi dans la soirée à Paris et devait repartir sa ville jeudi soir, a dû annuler tous ses rendez-vous prévus dans les cinq jours.

Le P.S. propose des accords aux formations de gauche pour le second tour

Dans un communiqué publié au terme des travaux du comité exécutif, réuni mercredi soir 17 septembre, le parti socialiste « fidèle à la politique de rassemblement des forces de gauche qui a toujours été la sienne », a décidé de demander à ses fédérations, « en fonction des résultats du premier tour des élections sénatoriales, de faire aux autres formations de gauche des propositions d'accord pour le second tour, afin que soient battus les candidats du pouvoir ».

Le P.S. estime que le scrutin du 28 septembre peut être une occasion

de donner de nouveaux points d'appui et, partant, plus de chances à l'action pour l'élargissement des libertés locales pour une véritable décentralisation. Il ajoute : « Les résultats obtenus par la gauche dans l'union lors des consultations locales de 1976, 1977 et 1978 permettaient d'espérer qu'un nombre appréciable de sièges peuvent être enlevés aux formations de droite ».

Le comité central du parti communiste, qui s'était réuni à la fin du mois, avait indiqué que, pour le second tour, il « proposera au P.S. dans les départements concernés, la présentation de listes communes ».

L'Union des conseillers généraux propose un statut de l'élu cantonal

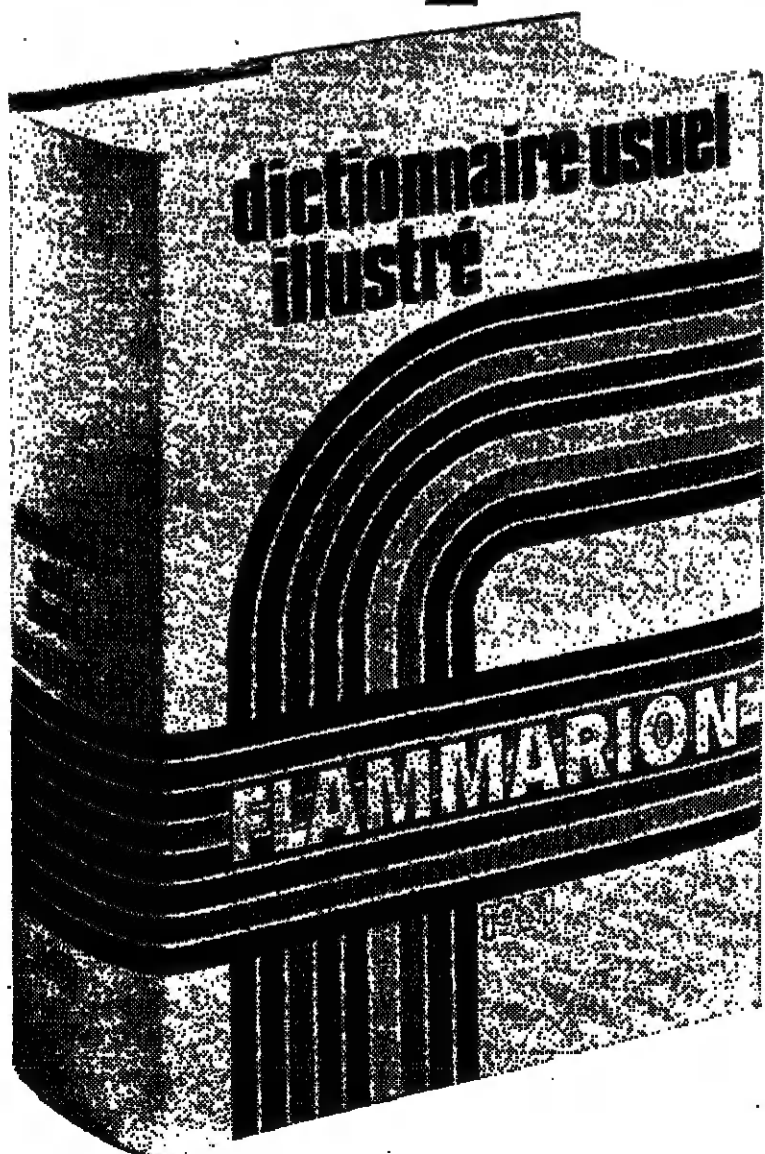
Créée en 1973 sous le nom d'Union nationale des conseillers généraux de France, l'U.C.G.F. (Union des conseillers généraux de France) tiendra, les 8 et 9 octobre, à Troyes (Aube), son premier congrès, au cours duquel devraient être approuvées des propositions concernant un statut de l'élu cantonal. Ces propositions, présentées par M. Georges Royer, vice-président du conseil général de l'Aube et secrétaire général de l'U.C.G.F., concernent notamment la « protection sociale » de l'élu qui devrait, estime-t-il, bénéficier, quand il est salarié, des mêmes avantages qu'un délégué syndical. Quant à la règle de la gratuité édictée il y a plus d'un siècle, elle ne semble pas intangible aux yeux de l'U.C.G.F. S'il convient d'indemniser les heures perdues dans la profession, les frais de secrétariat et de formation et les déplacements, il n'est pas question, explique M. Royer, de « payer » les élus, « c'est-à-dire de considérer la fonction électorale comme un métier », ni de « transformer les élus en crypto-fonctionnaires privés d'indépendance ».

Le congrès touche à la formation et à l'information. M. Alain Collety, conseiller général de la Marne et secrétaire général adjoint de l'U.C.G.F., qui interviendra sur ce thème à Troyes, constate que l'élu cantonal « se retrouve plongé dans un univers administratif dont il doit découvrir la complexité, la subtilité et les rouages ». « Son efficacité réelle », ajoute-t-il, « dépendra largement de la connaissance de ce milieu dont les règles du jeu sont diverses et multiples ».

Pour M. André Nicolas, conseiller général des Deux-Sèvres, président de l'U.C.G.F., il s'agit d'inclure le gouvernement et les partis politiques à prendre des mesures d'ordre législatif puisque, observe-t-il, « il y a convergence sur la nécessité » de redéfinir un statut codifié par la loi de 1871. M. Nicolas a indiqué que l'Union avait invité les leaders des quatre grandes parties politiques (P.C., P.S., U.D.F. et R.P.R.) à participer au congrès. Il a regretté que la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (qui rassemble les élus socialistes) ait demandé à ses membres de ne pas se rendre à Troyes.

L'autre volet des travaux du

Le Petit Flammarion est plus moderne.



Le Petit Flammarion présente le maximum d'informations et de notions en choisissant ce qui est essentiel à l'horizon du XXI^e siècle. On y trouve par exemple les définitions de termes modernes de mathématique ou de domaines relativement nouveaux ou jusqu'alors peu explorés par les dictionnaires encyclopédiques en un seul volume (écologie, ethnologie, éthologie, hindouisme, etc.).

Très précis et rigoureux, le Petit Flammarion indique, par exemple, les noms scientifiques de la plupart des animaux et végétaux cités.

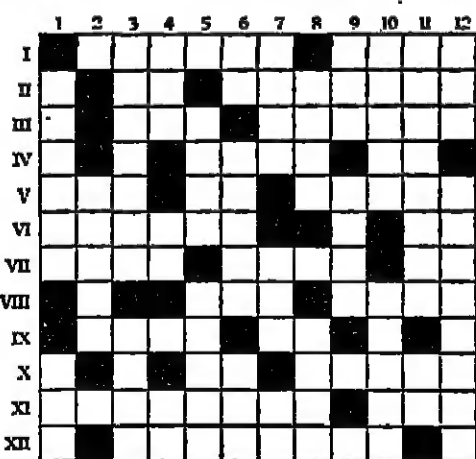
Le Petit Flammarion est enfin très pratique. Un seul classement alphabétique regroupe les noms propres et les noms communs. Avec ses 76 000 mots et ses nombreux tableaux synoptiques, le Petit Flammarion est une véritable encyclopédie d'usage quotidien.

Dictionnaire usuel illustré Flammarion
1944 pages 15,7 x 23 - 57 hors-texte en couleurs. Un atlas de 27 pages en couleurs.
Une coédition Quillet et Flammarion.

Si vous ne connaissez pas le sens de tous ces "mots à casser", cherchez-en la définition dans le Petit Flammarion ; certains, en effet, ne figurent pas dans les dictionnaires concurrents.

Règle du jeu : Ce jeu consiste, pour les chercheurs, à reconstituer en sa totalité cette grille de mots croisés. Le problème, exempt de définitions, peut malgré tout être aisément résolu, puisque tous les mots contenus dans la grille figurent dans une liste où ils sont classés par ordre alphabétique et par nombre de lettres.

| | |
|--------------------------|--------------------------|
| Mots de 3 lettres | Mots de 4 lettres |
| Alcithée | Eloa |
| Éleusine | Héla |
| Épictète | Taël |
| Épictète | Clet |
| Épictète | Énel |
| Épictète | Nuls |
| Épictète | Tapa |
| Mots de 7 lettres | Mots de 8 lettres |
| Lingala | Ypécite |
| Ypécite | CGS |
| Ypécite | Réa |
| Ypécite | Thé |
| Ypécite | Obi |
| Ypécite | Éac |
| Ypécite | Sat |
| Ypécite | Tif |
| Ypécite | Éac |
| Ypécite | Tas |
| Ypécite | Ym |
| Mots de 5 lettres | Mots de 2 lettres |
| Aneth | Reste |
| Reste | Stase |
| Batch | Rusai |
| Taléc | Lassa |
| Al | Il |
| Né | Pl |
| AP | Le |
| On | Ri |
| Ij | Mi |
| Fa | Su |



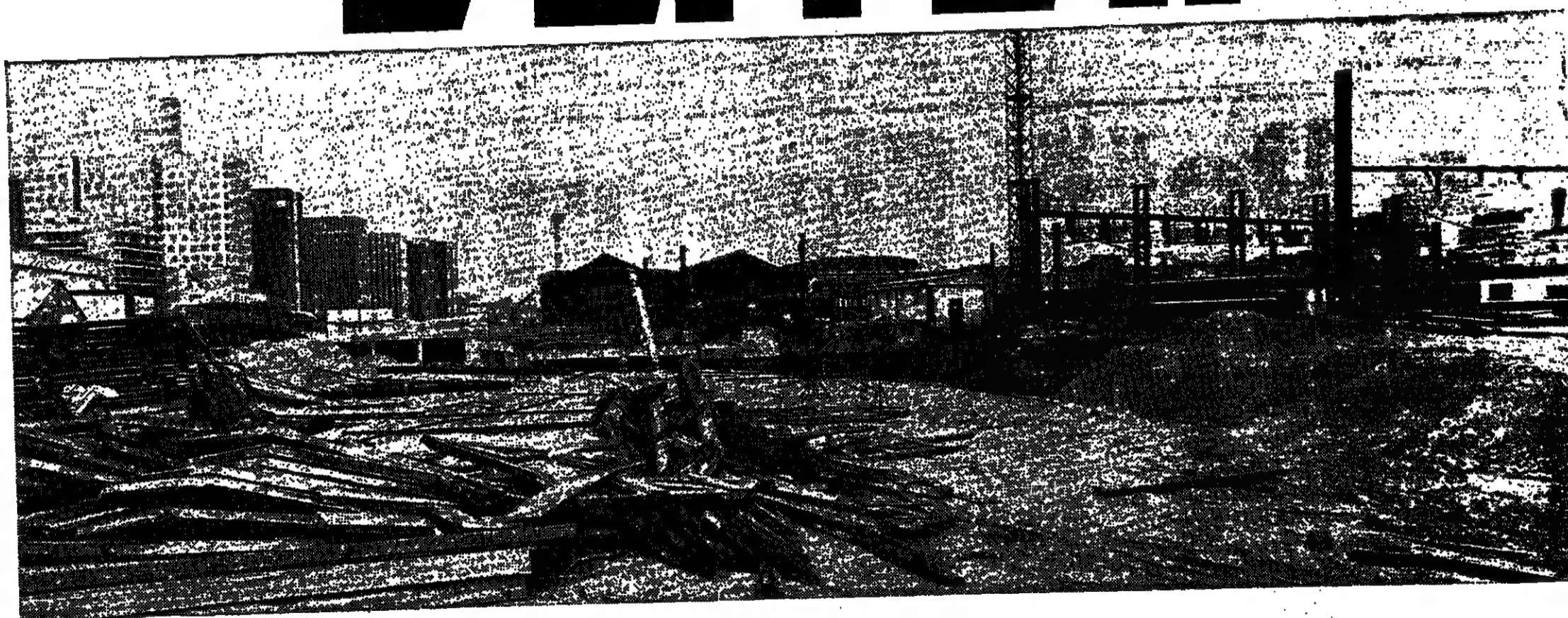
Solution donnée dans ce numéro.

GUY BROUTY

LES FAITS.



L'EFFET.



Les Philippins se mettent à construire des routes. Et c'est tout l'effort des travaux publics français à l'exportation qui se trouve remis en cause.
Pas d'interprétation là-dedans, mais des faits. Et leurs conséquences, concrètes, vérifiables. Sans devoir d'école sur les hypothèses ni dissertation sur les doctrines.
C'est ce qu'attendent aujourd'hui les vrais décisionnaires. C'est ce que leur apporte le Nouvel Economiste.

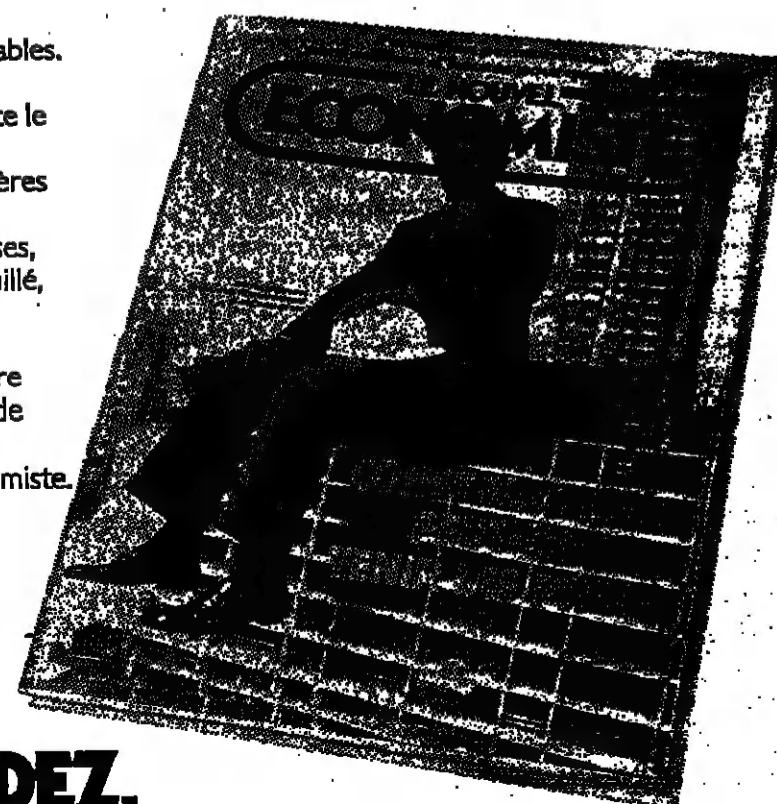
Chaque vendredi, le Nouvel Economiste informe, analyse et commente, sans œillères ni parti-pris. Et bien souvent avant tout le monde.

L'économie générale, l'emploi, l'importation, le commerce, la finance, les entreprises, les hommes, les syndicats, l'innovation, les techniques... Tout est abordé, tout est fouillé, tout est clairement exposé.

Le Nouvel Economiste ne propose pas une réflexion sur l'économie: le Nouvel Economiste donne à ceux qui décident les éléments qui leur permettront de prendre leur décision en connaissance de cause. Qu'il s'agisse de leur vie professionnelle ou de leurs affaires privées.

Savoir pour agir, et non pas savoir pour savoir. C'est la volonté du Nouvel Economiste. Et c'est celle des hommes qui le lisent.

**LE NOUVEL ECONOMISTE.
NOUS INFORMONS. VOUS DECIDEZ.**



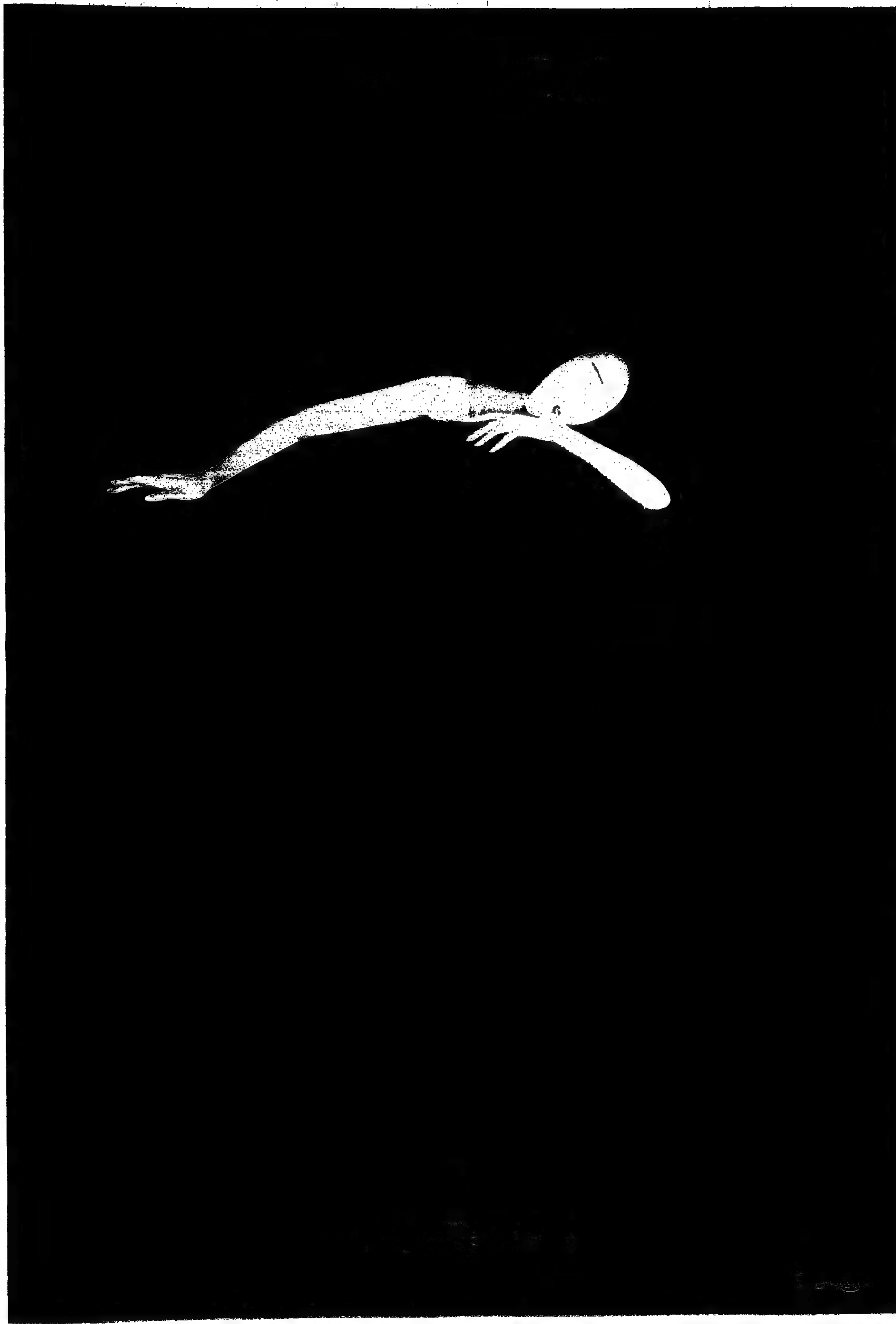
مكتبة من الأعمال

Le comm

Classement
Graphith

مركز الأحياء

inguine



ÊTE DE
LA ROSE
IMPLANTS 5 MONOCHROME



INTERMATIQUE

Deux grands de l'informatique
INTERTECHNIQUE et LOGABAX
se réunissent pour former
une puissante société européenne
INTERMATIQUE

- 13 500 systèmes installés.
- 725 millions de chiffre d'affaires consolidé.
(en 1979)
- 2 650 personnes.
- En France : 75 agences et
90 centres de maintenance.
- En Europe : 9 filiales.

INTERMATIQUE

DU MICRO-ORDINATEUR AU GRAND SYSTÈME.
DE L'ENTREPRISE INDIVIDUELLE A LA MULTINATIONALE.

كتاب من الأعمال



Le Monde DES LIVRES

Fin de siècle

■ L'outrance de Jean-Edern Hallier.

A U risque de passer pour béotisme auprès des beaux esprits, je ne crènerai pas au chef-d'œuvre devant le nouveau roman de Jean-Edern Hallier, que je trouve exécrable. Je ne m'extasierai pas devant la force de sa pensée, qui vibrait à tout vent. Je ne lui reconnaitrai même pas ce talent d'écrivain par lequel certains critiques, à demi-convaincus par l'outrance, le savent : ce serait, à mes yeux, confondre trop souvent la littérature avec le galimatias.

Certes, l'image, la métaphore, travaillent son expression, mais dans la pire incohérence et pour la recherche de l'effet maximum : satisfaire un besoin d'épate. A mes yeux, ce qui m'est servi là, c'est de l'outrance qui n'aboutit, à la force d'outrance, qu'à du rien du tout.

Le titre, *Fin de siècle*, désigne la fois l'époque — la nôtre — que décrit le roman et une certaine esthétique née dans les années 1980, quand s'apprenait à régner le symbolisme et à fleurir les mythologies. Le livre se donne ainsi d'emblée pour le baccarat d'un monde en décomposition et pour un manifeste littéraire rétro. Pour peindre la décadence, Jean-Edern Hallier recourt au pire style décadent. Quel fatras que ce roman où se mêlent des aventures à la Tintin, des légendes occultes, des paroles et des symboles bibliques, des scènes pornographiques, les pollutions nocturnes d'un adolescent, la dénonciation de l'idéologie des droits de l'homme, des images de Camille de Ravage par le faim, de la Thellandie corrompue, des « boîtes à musique » qu'araignent les pirates et que saute le navire-hôpital de l'Occident, l'île-de-... Enfin, l'amour à laquelle on ne croit goutte, tant l'histoire, mi-sacré, mi-sainte, mi-pythie, masque de chair — ainsi de sans pitié, elle est effilée de pertes biométriques où Jean-Edern Hallier

veut voir les menstruations de l'histoire. N'importe quoi ! La pire littérature allégorique, qui emprunte ses symboles au corps quand elle prétend décrire l'idéologie occulte, la religion de la culture.

Fin de siècle, que j'ai lu deux fois — c'est une fois de trop ! — m'a convaincu de son incohérence, de sa prétention prise pour l'ambition, de son enflure confondue avec le souffle. Ce mélange de décadence et d'enfance n'aboutit pas à l'autour, qui prétend l'histoire, mais à des variations sur le sperme, le pus, la merde, et des correspondances tissées entre la lèvre des mûres et la maladie des hommes, entre ce manoir breton où agonise un vieillard gâteux et ces terres asiatiques qui servent de décor aux ébats obscènes d'une goule, me semblant relever de tout autre chose que de la littérature : d'une volonté de choquer à n'importe quel prix, qui ne donne même pas ses lettres de noblesse à l'outrance.

La langue de Jean-Edern Hallier est roufante, mais elle n'est pas sûre. Elle véhicule de grands mots, comme « abîme », « néant », « éternité », « or du temps », mais le sens du mystère, que l'auteur prétend révéler, il le produit à coup d'adjectifs passe-partout : « indicible », « inconcevable », « inexplicable », « insaisissable », « insaisissable », « insaisissable ». Il qualifie d'« obscur » tout ce qui lui tombe sous la plume : des « exhortations », des « corridors », des « volées », des « malédiction », des « soupentes ».

Qu'on aie en tête devant une telle œuvre ainsi bâclée dans son expression, volontairement soignée, c'est une motif, c'est constance. Le véritable déclin de Jean-Edern Hallier, pas prévu, c'est celui-là.

JACQUELINE PIATIER.
★ VIN DE BIERCE, 1980, 128 pages, 12 F.

Peter Handke les mots et la mort

■ Deux romans sur la difficulté d'écrire en Allemagne.

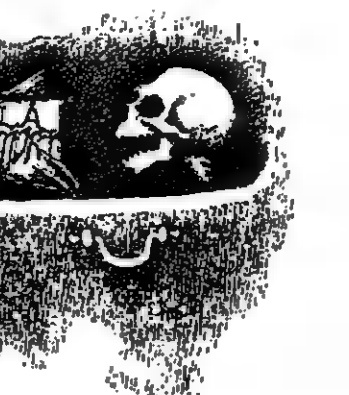
D E tous les écrivains de langue allemande aujourd'hui vivants, Peter Handke est, après Ernst Jünger, mais avant Heinrich Böll et avant Günter Grass, le plus abondamment traduit chez nous.

Sortis à huit ans d'intervalle, deux livres de Handke nouvellement traduits nous font découvrir l'étonnant parcours de cet écrivain parti d'une mise en question si radicale du langage que l'on a pu se demander si, n'ayant plus rien à dire, il ne finirait pas par se taire, pour aboutir aujourd'hui à une sorte de classicisme.

★ Dossin de Jérôme CLEVER.

ture choisie dans un but précis, à savoir, comme l'écrit dans la préface G.A. Goldschmidt, le traducteur habituel et éclairé de Handke, « montrer l'indétermination du langage à ce qu'il exprime, en l'occurrence la mort, devant laquelle la parole se recroqueville, se tait, s'arrête ».

S'agissant du script écrit par Peter Handke pour le film réalisé en 1974 par Wim Wenders, *La dernière image*, il faut, proprement parler, un texte destiné à la lecture. Mais la distinction est vaine lorsqu'on sait que l'écriture de Handke, pourtant descriptive, comme celle du nouveau roman français, ressemble en vérité à un scénario de cinéma. Une fois de plus, c'est la littérature, en l'occurrence la littérature des « romans d'initiation » germani-



★ Dossin de Jérôme CLEVER.

ques, le Wilhelm Meister de Goethe, qui emprunte le support de son récit à la mythologie, est toute différente de celle de Bienvenue au conseil d'administration. Il ne s'agit plus de dénoncer le caractère coercitif du langage, mais de modifier l'appréhension du réel chez le lecteur et d'amener celui-ci à découvrir l'autre réalité qui se cache derrière les apparences.

Muni en guise de bagage, des scènes de la vie d'un propre à rien d'Eichendorff et de l'éducation sentimentale de Flaubert, deux autres célèbres romans d'initiation, le héros de *Four mouvement* (il s'appelle Wilhelm Meister, comme chez Goethe, et voudrait devenir écrivain) quitte sa maison pour parcourir l'Allemagne, du nord au sud, en vue d'en « savoir plus sur lui-même ». En cours de route, d'autres personnages se joignent à lui. Un vieil homme, poursuivi par le remords d'avoir tué un juif sous le nazisme, accompagné d'une adolescente nommée Milgrom, toujours comme chez Goethe. Une actrice, un poète. Un industriel qui reçoit les voyageurs dans son château se suicide au petit matin, après avoir colporté une partie de la nuit sur les « âmes mortes de l'Allemagne » et sur la solitude, masquée, dans ce pays, « par tous ces visages parfaitement dépourvus d'âme qui erraient comme des fantômes de par les supermarchés, les aires de repos, les zones piétonnières ». Au hasard des rencontres qui jalonnent cette pérégrination à travers une Allemagne mécanisée, déshumanisée, bref si éloignée de celle de Goethe, la vision du monde du héros évolue. La nostalgie d'une autre manière de vivre se fait jour.

Confession de Peter Handke à propos de son livre, sur la difficulté d'écrire en Allemagne. *Four mouvement* est tout cela. A la fin de ce petit texte (108 pages) si dense, le héros se retrouve seul, sur la chaise enroulée de la Zugspitze, le point culminant de l'Allemagne. Un bruit de machine à écrire recouvre peu à peu le bruit de la tempête. Dans la version filmée, une dernière phrase du héros explique le titre énigmatique de l'œuvre : « *Four mouvement*, déclarait-il, que quelque chose m'avait échappé. Qu'à chaque nouveau mouvement, quelque chose s'échappait ».

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

★ BIENTEEN AU CONSEIL D'ADMINISTRATION, 1980, 128 pages, 12 F. FAUX MOUVEMENT, 1980, 128 pages, 12 F. Peter Handke. Traduits de l'allemand par G.A. Goldschmidt, Christian Bourgeois. Editions SF 37 et 43 F.

LA TONDUE, de Guy Croussy LA RAISON DES FOUS, de Guy Lagorce

RIGUEUR

IL Y A DES usages romanesques du passé. Ou la fiction littéraire à l'usage des événements, l'esprit d'un temps, le parfum d'une époque ; ou bien elle garde l'histoire que des écrivains riches, dans une prédilection pour les guerres, qui en sont riches. Parmi les nombreux romans de la fiction qui se situent pendant le dernier mondial, ceux de Guy Croussy et de Guy Lagorce sont nettement un second genre. Les règlements de comptes de la libération auxquels ils renvoient sont moins explicites qu'utilisés, à raison de leur exemplarité morale, ou de leur charge dramatique.

BIEN sûr, la *Tondue*, par son seul titre, évoque 1944. Le livre ne pouvait guère passer à un autre moment : par chance, il n'a pas trop d'exemples, dans l'histoire, de romans écrits par des voisins, dans un délai si peu, souvent pour de vagues ragois. Il a fallu une occupation étrangère, toujours présente dans les pires heures.

La mère de l'histoire à qui Guy Croussy prête sa plume est une partie des romans de femmes, des milliers peut-être, que les « romans » ont humiliés publiquement. En 1944, pour avoir, disait-on alors, « écrit pour les Allemands » — pire : « écrit pour les Allemands » — elle-même méprise. Vient d'un roman d'initiation, elle-même méprise. Vient d'un roman d'initiation, elle-même méprise. Vient d'un roman d'initiation, elle-même méprise.

Voilà pour les circonstances littéraires. Le titre du roman pourrait se dérouler à une autre époque. On n'est pas un héros : c'est ainsi. Le narrateur n'explique pas comment l'erreur a été commise, ni pourquoi elle l'a été. Et pour cause ! C'est un héros qui parle. Il a vu la scène en écho, qui on prétendait la présenter comme une leçon de morale, et on la bascule, bientôt persécuté à son tour.

DE la préfecture où les autorités l'ont emmené, l'employé, à l'instar de lui rendre justice dans un village, la mère arrive à son fils, il finira par le retrouver. Mais ses lettres et ses lettres ont quelque chose de naturel. L'auteur abandonne le personnage à T. « étrange héros » qui l'a perdu son jour de justice. Il lui préfère une galerie de silhouettes.

Au vrai, son propre ou moins le titre de la tondue et de la séparation que ne qui s'en ensuivait pour l'enfant : l'histoire publique et son climat pré-carcéral, la place d'un bourgeois stupides et des hommes de leurs affruteurs, l'importance grandissante du grand-père.

Tel est le sujet véritable de la *Tondue* : comment on peut cordonner remplace peu à peu, dans la suite du petit héros, les deux parents disparus. Comment il lui enseigne les beaux changements de la nature et les joies d'un métier de l'homme dans son maître. Comment, enfin, il lui fait un peu de justice et la morale d'un monde où la paix a laissé subsister violence et arbitraire.

JUSQU'ICI, Croussy paraissait plutôt curieux. Mais dans ce roman technocratique et des romans revanchards qui s'y attachent : dans le *Loup-cervier*, notamment, et le *Chasseur de titres*. La *Tondue* représente une autre, qu'on soupçonnait avec les *Silences*, pour le petit peuple du Nord, dont il est familier. Le soudi éthique de

Par Bertrand Poirot-Delpech

contribuer à mettre les liens des romans entre eux et avec la réalité l'emporte sur les coquetteries d'un s'accompagnant d'un style littéraire.

Il ne s'agit pas, pour l'écrivain, de l'oublier vaguement quelques interdits moraux et esthétiques pour l'écouter l'« aristocrate » visionnaire, mais d'épouser et de servir humblement la cause des humbles. En son temps de littérature aux provisions, comme on le dit des châteaux, et de l'histoire orchestrale, perilleuse rigueur devient mieux qu'héroïque : originale.

PAR-DELA le début de l'année 44, un roman d'artisan ennemi des impostures rapproche Lagorce de Croussy. A ceci près que Lagorce semble mettre un point d'honneur, plus encore que Croussy, à décrire le lecteur par des surprises continuelles.

Comme la *Tondue*, la *Raison des fous* a pour thème la libération, et pour thème la vengeance expéditive qu'y exercèrent certains résistants contre d'authentiques patriotes, coupables seulement d'humanité envers l'ennemi. Ici, c'est un jeune maquisard du Sud-Ouest qui a été abattu froidement par des soldats allemands pour avoir refusé la vie, comme la *Tondue*, à un Allemand blessé. De ces héros que le temps efface, mais toujours prêts à rebondir chaque fois que disparaissent les héros.

Justement, le père du maquisard exécuté vient à mourir. Après trente-huit ans, sans savoir, sans le retrouver à l'entretenu, ainsi que l'Allemand avait jadis sur le fil du défunt. Les langues se délient. La vérité est d'explosion. Sauter, mais pas ? Le fil narratif serpente et se dénoue autour d'un cordon de fil à feu.

La réputation de la *Raison des fous* est évidemment bien méritée, et les auteurs ont, en exploitant presque exclusivement ses méfaits, les romanciers qui ne l'ont pas vécus ne font que rappeler l'histoire un peu trop vite jusqu'à, qu'ils oublient l'actualité idéologique des Droits de l'homme, et une la nostalgie victorieuse de qu'elle s'est réveillée ces heures d'initiation.

Lagorce, quant à lui, ne voit pas la libération dans les règlements de comptes d'initiation de la libération que l'on résumait en *Lagorce*. Il semble ne compter que sur ce dernier, d'une façon générale, pour soutenir l'intérêt. C'est une page qui ne résume l'action, qui n'apporte une révélation.

On soud de tenir continuellement en haleine ne se fait pas une capitale défiance, ni une capitale négligence, du plaisir littéraire proprement dit. Rien n'est distingué de la fiction, mais la forme, des « scripts » d'un roman, les films. Lagorce se conduit plus en écrivain que le moindre temps mort qu'un romancier curieux des films, des ambiances et des thèmes spécifiques de l'écriture. La réflexion qui survient au dénouement de l'intrigue porte, sans être flagrante, sur les conséquences que peut avoir, dans les limites, l'extinction d'une vérité. Et les plaisirs de lecture sont d'impitoyable, non de délectation. Comme Croussy, Lagorce se garde de jouer le génie qui se bouscule la planète à la langue. Il fait son métier et distrait, d'intéresser.

Trop modestes, sans doute, les deux livres, jugés à l'aune de leurs ambitions, sont les pleines romans. Et une conscience courageuse ne les limite pas quant à l'avenir de la littérature plus que certains mégalomanes.

★ LA TONDUE, de Guy Croussy, Grasset, 250 pages, 30,00 F.
★ LA RAISON DES FOUS, de Guy Lagorce, Grasset, 250 pages, 30,00 F.

NOTRE « AVENIR INTELLECTUEL » ?

■ Une enquête de la revue le Débat.

LE futur, nous le savons, se plaie à démentir nos espérances autant que nos craintes. Il est donc présumé que de l'employer à le prédire. Le *Débat* s'est pourtant livré à cet exercice en demandant à des chercheurs, des philosophes, des historiens, des écrivains, des journalistes, comment ils envisageaient l'« avenir intellectuel », et en publiant leurs réponses.

Ayant ressenti la mort de Sartre comme la fin d'une époque, les animateurs de la revue ont pensé que le moment était venu de poser la question. S'ils ont choisi de s'adresser uniquement à des représentants de cette génération qui célèbre ses vingt ans de la manière la plus enthousiaste en mai 1968, c'est sans doute parce qu'elle eut une vision

trop séduisante de ses journées futures. Elle s'engouffrait alors dans l'avenir immédiat. Elle s'est contentée ensuite de se glisser, avec des gestes furtifs, dans un monde si peu conforme à ce qu'elle avait imaginé. Tandis qu'elle se retirait prise dans les complots de la barbarie, elle déshonorait l'ingratitude comme le visage couronné de l'histoire. Quelques-uns d'entre eux ont rêvé, d'autres se sont contentés de se ressourcer. Certains ont même écrit à l'histoire de leur déception qu'ils ont devenus les complots de l'ordre qu'ils avaient prétendu déshonorer. Ils poursuivent de nouvelles ambitions, mais elles sont plus petites que les premières. Leur désir caché, qu'ils ont trop souvent exprimé, c'est d'être à la mode, polémique la mode règne à Paris.

FRANÇOIS BOTTI.

ALAIN GERBER

On retrouve ici les principaux personnages du Faubourg des Coups-de-Triquet et la même ville. Bellfort. C'est à temps de la défaite, de l'occupation puis de la Résistance : mais plus que les événements, c'est qui compte, c'est l'écriture, la composition, la musique.

Alain Gerber est un écrivain. Un merveilleux conteur. Il raconte l'histoire de ceux qui meurent sans avoir dû un mot à vous, cuisine leurs idées, leurs langages et leurs explications avec la double d'un écrivain de l'histoire.

ROBERT LAFFONT

Plan

LA PENSÉE UNIVERSELLE

essais

Thierry FÉRAL
« LA CONSCIENCE PÉTRIFIÉE »
Origines et prolongements de la politique culturelle du Troisième Reich
350 pages, 64,20 F T.T.C.

Docteur Bernard DELEU
« L'HOMOPHILE EST INCOMPRIS ! »
Homophilie, mythe heureux !
256 pages, 36,40 F T.T.C.

MORNET
« RÉFORMES DE DEMAIN » (tome I)
Un haut fonctionnaire propose
224 pages, 22 F T.T.C.

André GIRAUD
« DIEU NE JOUE PAS AUX DES »
La recherche de nos racines
128 pages, 12 F T.T.C.

Martin RUFFEC
« L'HISTOIRE AUTRE »
Le choc brutal du passé
128 pages, 12 F T.T.C.

Thérèse-Anne SOLENCIER
« FORCES MYSTÉRIEUSES »
Un monde qui s'échappe
150 pages, 21,20 F T.T.C.

Maurice GAZDAR
« PARIS »
Vingt ans d'histoire et métamorphoses
48,15 F T.T.C.

DROUOT
« TOUTE UNE VIE »
Soixante-quinze ans dans la vie d'un homme
480 pages, 74,50 F T.T.C.

MONET-DEBERGUE
« LE DERNIER VIRAGE »
La victoire, la défaite, le répit
256 pages, 36,35 F T.T.C.

René RICATTE
« LA GRANDE DUNE D'HASSI-MIRIEM »
Un grand récit du désert
256 pages, 42,50 F T.T.C.

Philippe BOULAT
« LE JARDIN DE BRUMES »
Une réponse aux questions fondamentales
256 pages, 36,35 F T.T.C.

Germaine MONNIER-PELLETIER
« MAGDA LA MORPHINE »
Voyage dans l'enfer des drogues
128 pages, 16,75 F T.T.C.

R.-G. SADAUNE
« L'ENFRANCE DERRIÈRE LA PORTE »
Ce que la mémoire a gardé
224 pages, 36,35 F T.T.C.

Jacques THIÉBAUX
« LES MÉROUS DU DIABLE »
Un grand récit de plongée
180 pages, 29,75 F T.T.C.

Christiane SAINT-PIERRE
« DU SIROCCO AU BLIZZARD »
Un pied-noir se souvient
128 pages, 16,75 F T.T.C.

romans

Germaine BORCELLE
« VISAGES »
Une fresque des années 40
256 pages, 42,50 F T.T.C.

Jacques
« L'AVENTUREUX DESTIN DE GUIDO LE CALABRAIS »
L'histoire d'un homme
274,50 F T.T.C.

Alain FROMIOT
« EN VOITURE SIMONE »
Eros veille sur elle
124 pages, 34,50 F T.T.C.

DANILA
« LE REVENANT OU LA TRAGÉDIE ROUMAINE »
Un témoignage capital
254 pages, 45,50 F T.T.C.

Marie-Claire VINCENT
« LA FAMILLE BINOCULARD »
La trépidante vie d'une famille nombreuse
304 pages, 51,45 F T.T.C.

Régine WEBER
« ET POURQUOI PAS ? »
Huit années pour révéler et révéler d'aujourd'hui
94 pages, 25,00 F T.T.C.

Jean-Benoît GAILLET
« CINQ VOYOUS, UN COUTEAU, UNE MASCOTTE »
Récit sur la délinquance juvénile
224 pages, 31,45 F T.T.C.

Gisèle FENY
« UN MANUSCRIT COMME ÇA »
Une véritable chronique de geste
128 pages, 12 F T.T.C.

Paulette SAMUEL
« LA CHEVRE DE MOLLAROND »
Quand une fille se révolte
128 pages, 22,50 F T.T.C.

Catherine COURANTON
« L'ESCORCHÉE VIVE »
Histoire d'une solitude
94 pages, 23,50 F T.T.C.

Philippe-Alexandre CORTI
« GAMINS DE PARIS »
Un vrai baroque
158 pages, 27,50 F T.T.C.

Jean-Claude DOURIEZ
« LES LARMES DU MATIN OU LA VIE REFUSÉE »
Après était morte soulagée
180 pages, 32,10 F T.T.C.

Jean RÉMOND
« NAUFRAGES SUR L'ÎLE SANS NOM »
Dans les îles du Pacifique
224 pages, 34,50 F T.T.C.

C. MARTINET
« LE REG »
Une histoire d'amour-étranges
256 pages, 45,50 F T.T.C.

Monique VIDAL-LORIA
« LA TERRE VA MOURIR »
Toujours le triangle des Bermudes
336 pages, 55,50 F T.T.C.

Jean CARTIER
« LA PLAQUE DE VERGLAS »
Un drame en Russie
192 pages, 25 F T.T.C.

Dominique BARBARY
« LA CANCOÏNE »
La classe des petits
48 pages, 12,50 F T.T.C.

Ariette MAUGE
« BONHEURS SANS NOM »
Histoire de ma mère
180 pages, 29,50 F T.T.C.

Jacques BERTHIER
« SILENCE ! UN ANGE PASSE... »
Dix ans après 68...
256 pages, 42,50 F T.T.C.

Michel HELLENBRAND
« LA PEINE DE VIE »
Verdict en cour d'assises
180 pages, 27,50 F T.T.C.

Albion MARCHY
« LES FLEURS DU CARNAVAL »
Accepté de tout perdre
256 pages, 36,35 F T.T.C.

BOIREL
« LE CANADIEN PROVIDENTIEL »
Un roman pour distordre
256 pages, 42,50 F T.T.C.

Joyce AVILA
« JARDINS DIVERS »
Femmes sans aller
256 pages, 37,50 F T.T.C.

Claude MERY
« PATRIOTES OU PARIAS ? »
La traversée d'une longue nuit
302 pages, 55,50 F T.T.C.

Marcel LEQUESNE
« L'AIR DES FORÊTS »
Sédiments et humour noir
256 pages, 37,45 F T.T.C.

Paul SABIN
« VIT CHEZ LES NÈGRES »
L'Afrique profonde aujourd'hui
256 pages, 37,45 F T.T.C.

Guy LORIE
« L'ANNÉE DE DOMINIQUE OU L'ÉVEIL »
Une enfance de 14 ans qui aime
256 pages, 42,50 F T.T.C.

Françoise DELONGCHAMP
« IL OU LES LARMES DU CIEL »
L'édification de la première personne du singulier
224 pages, 42,50 F T.T.C.

poésie

Ernest BIZOURIN
« ÉCRIT SUR LE SABLE »
128 pages, 12 F T.T.C.

Marcel et Gergette VACHER
« IL FAUT AIMER »
128 pages, 12 F T.T.C.

Raymond BOUCAYS
« REFLETS ET VISAGES DU PAYS D'OC »
128 pages, 12 F T.T.C.

Pierre AUGER
« DE ÇA, DELA »
112 pages, 23,50 F T.T.C.

MUROLETTI
« HISTOIRES DE MONDES » (tome II)
80 pages, 22,50 F T.T.C.

Irène SHRAER
« RUMEURS »
94 pages, 21,40 F T.T.C.

Bertrand BANDOLIER
« LETTRE A TOI »
84 pages, 21,40 F T.T.C.

Pierre LANGLET
« L'ÉCHO DU CRI DU CŒUR »
112 pages, 25,75 F T.T.C.

Hélène WRONSKA
« CENDRILLON BLEUE »
208 pages, 32,10 F T.T.C.

Maryse Jean-Joseph BOUTRIN
« FRÉNÉSIE »
128 pages, 21,40 F T.T.C.

Corinne HERSENT
« PÉTALES D'UNE FLEUR FANÉE »
Et le vent s'est remis à souffler sur les couleurs d'été
48 pages, 21,40 F T.T.C.

Maurice DALLONGEVILLE
« FLAMINAIRES »
128 pages, 25,75 F T.T.C.

Frédéric DENTIN
« LITANIES POUR UNE CAMISOLE DE FORCE »
80 pages, 21 F T.T.C.

Philippe BRAILLARD
« M. II »
80 pages, 21,50 F T.T.C.

Elena ADDESA
« COPENHAGEN EXPRESS »
84 pages, 21,40 F T.T.C.

Jérôme OHOUO
« L'AUBE EMBUÉE »
144 pages, 25,75 F T.T.C.

Sylvain MAURC
« AU FIL DES JOURS »
208 pages, 21,10 F T.T.C.

Isabelle DE COL
« CRYPTOGRAPHIE »
84 pages, 21,40 F T.T.C.

Lyna MONNAH
« L'APPEL »
80 pages, 21 F T.T.C.

Serge COUDERC
« LE VERRE ANKYLOSE »
84 pages, 21,40 F T.T.C.

Marianne BOTTARI
« AU CHEVET DE MON AME »
suivi de « D'AMOUR ET D'ENCRE »
208 pages, 40,50 F T.T.C.

Joseph EMANUEL M.M.
« ALGO »
112 pages, 22,10 F T.T.C.

Alain CHATENET
« LA DENTELLE DES NUITS DE HUIT HEURES »
114 pages, 26,75 F T.T.C.

Lidy BERGANTINI
« LE CŒUR PREND LA PAROLE »
128 pages, 25,75 F T.T.C.

Marie ADORE
« L'ADOLESCENCE DE TEREBINTH »
144 pages, 27,50 F T.T.C.

théâtre

Joseph LEYDENBACH
« LE PROCUREUR »
128 pages, 12 F T.T.C.

Christian VAUBLANC
« LE ROYAUME IMAGINAIRE »
128 pages, 26,75 F T.T.C.

Simone-André THIBAUT
« LE MANS EST EN FOLIE »
Quand une ville se détache
240 pages, 42,50 F T.T.C.

NOUVELLE ADRESSE : 4. RUE CHARLEMAGNE ■ PARIS-4^e ■ TÉL. : 887-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre propre librairie
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne - PARIS (4^e) - Tél. : 887-08-21 ou aux 17 C.N.D.L. Hachette

مكتبة الفكر

MAX-POL FOUCHET

LES POETES DE LA REVUE FONTAINE
(384 pages, broché)

«Un ouvrage fondamental pour quiconque s'intéresse à la poésie».

Le Monde

«Trop rare pour ne pas le lire immédiatement».

Les Nouvelles Littéraires

DE LA POÉSIE COMME EXERCICE SPIRITUEL
(300 pages, broché) Réédition du n°19-20 de la Revue Fontaine

«Il y a des rééditions qui, au-delà du fait matériel, permettent de retrouver l'introuvable».

Le Figaro

«Un retour aux sources profondes».

Le Nouvel Observateur

EN VENTE PARTOUT

LE CHERCHE MIDI ÉDITEUR collection espaces DIFFUSION GARNIER

11, rue Boyer-Barret,
75014 Paris - Tél. 541-17-27



le 9^e VALERIAN

MÉTRO CHÂTELET
DIRECTION
CASSIOPEE

**Une surprenante fusion
entre la science-fiction,
le roman noir,
l'espionnage économique
et la critique sociale**



VENERABLE, la la « la » quidiennement. Par d'un handicap. Par l'ascendant de la « petite » valse, la l'ortopédie, qui du plus que la profonde et des et des C'est un peu que l'étude proposée par Pierre Thullier les députés français de 1871 à 1914 par le nourrir, en prime, le préleusement, les comparaisons avec aujourd'hui (1).

Il qu'elle fut la l'ation la plus dispersée : années parlementaires, pièces de journaux mes. Les prennent des praticiens charbonniers, c'est pour globalement un social original : à la spécifique et varié, parce que la l'ont le son sein, d'ailleurs par l'extérieur bien d'énarque et de probité de la

Certes qu'aurait été la question de la France des chroniques et de ses analyses ? Qui est censé être à cette époque, la sociologie ou le capitalisme parlementaire et gouvernementaux demeure encore un champ inconnu. Il est donc évident que se trouve le plus en plus

JEAN-NOËL JEANNENEY

(Il) Les éloges qu'appelle ou livre autorisant d'écrire plus courir un va-t-en-guerre celui qui l'éditeur n'est pas prévu un index des noms élites. Cette sociologie de la littérature est fréquente en France, assez inconcevable chez les Anglo-Saxons. Comment ne voit-on pas que pour une telle œuvre ne gère, ont les personnages journaliers, l'index, instrument de travail indispensable, tout le feu sacré ?

Le livre de Gagneux est possible et pique la curiosité en faisant sa lecture sans aucun préjugé. On redécouvre à l'évidence.

■ LA VIE ■ DE
DEPUTES EN FRANCE DE 1871
à 1914, de Pierre Guiral et Gu
Thullier, Hachette-Littérature
561 p., Environ 47 F.

BOURGISE de l'Europe pour les uns, grand serviteur de la France pour les autres, Delcassé a si bien retenu l'attention des historiens qu'il n'existait, à ce jour, aucune étude d'ensemble sur ce petit homme secret qui, au ministère des colonies (1894-1896), au Quai d'Orsay (1898-1905 et 1914-1915), à l'ambassade de Saint-Petersbourg, enfin, en 1912, orienta pourtant de manière décisive la politique extérieure de la III^e République. V. I. LÉVINE, le spécialiste français de l'époque, commente Jacques Raphaël-Leygues comme donc une lacune regrettable.

Vivante, ouvertement engagée, appuyée sur des documents inédits (entre autres les archives de la famille de Deicassé), cette biographie est, tout à la fois, le portrait d'un personnage mal connu et une réhabilitation.

Andersen, comme tous de l'anglophobie qui sévissait alors dans l'Éranger, cette polémique méritait-elle cependant tous les éloges que lui décerna son ouvrage ? Sans doute, pour la juger équitablement, faut-il la replacer dans le contexte historique du début du siècle, dominé par le nationalisme, et ne pas sous-estimer les dangers que représentait pour le petit État danois l'impérialisme de Grégoire II. Mais, en sens contraire, il paraît difficile de nier, comme Jacques Raphaël-Leygues, la remarquable profondeur de Delcassé. Conscience du caractère insatiable de l'antagonisme franco-allemand, il repoussa, en réalité, toutes les ouvertures proposées par le gouvernement impérial, et son hostilité à l'égard de l'Allemagne fut la plus sincère, la plus constante, la plus tenace.

anglaise sur le Maroc en 1904, se vantant partout d'avoir exclu les Allemands de la négociation, on sait que, à cette époque, il déclarait à qui voulait l'entendre — et en particulier à Caillaux — « On n'est pas content à Berlin ». Ce faisant, il attisait, sottement, la colère du Kaiser, qui éclata à Tanger le 31 mars 1905.

Comment, dans ces conditions, tenir grief à Rouvier d'avoir abandonné Delcassé, au moment de cette crise marocaine, sim-

lisation de sa diplomatie, qui fut guidée par deux idées-forces : bâtir un empire en Afrique du Nord — les colonies lointaines n'étant, aux yeux de ce cynique, que de simples « monnaies d'échange » — et, surtout, incliner la France dans un solide système d'alliances, susceptible de

Ce **refus** **de** **l'accepter**, pourrivi-
principalement pendant la
période 1898-1905, l'absence l'ap-
de certains **spécialistes**. A
signe par conséquent l'aspect
positif d'une œuvre diplomatique
qui inaugurée en 1898 lors d'un
repli tactique de l'achoc, dis-
cunt **but** essentiel de nous rap-
procher de la Grande-Bretagne,
de l'Italie **et** de l'Allemagne.
moyennant quelques concessions :
abandon aux Anglais de l'Égypte
contre le Maroc (second **et** 1898-
et 1904) ; cession de la Libye à l'Italie
d'une **part** d'influence en Tri-
politaine au Maroc (second
et 1902).

HAI par le monde civilisé, Guillaume II est encore fréquemment présenté comme l'unique responsable du premier conflit mondial. Face à cette vision communis, l'historien britannique Alistair Palmer ne chancelait naturellement pas à réhabiliter l'empereur aux motivations en croc, dont les crimes sont d'ailleurs bien mis en évidence par Marc Bloch dans son ouvrage fort documenté (1). Répondant tout part pris, il ne se contente pas de réhabiliter l'empereur, mais seulement de le présenter comme un homme d'exception, d'une intelligence exceptionnelle, d'un des principaux artisans de la victoire de 1914-1918.

D'instinct, ayant lui-même mis l'accent sur le caractère mégalomane du Chancelier, sur son manque d'humilité naturelle, sur son infirmité physique (un bras atrophié) ; toutes choses qui ont pu naturellement l'amener, par réaction, à s'affirmer puissamment et à prendre l'allure d'un matamore d'opérette. Mais la clé du personnage est-elle bien là, en définitive ? Sans méconnaître la part de vérité que contiennent ces divers mythes, M. de Palmer en propose une autre, non dépourvue de vraisemblance. A ses yeux, en effet, le comte de Saint-James n'est que l'organe d'un seul aspect de la civilisation anglaise : l'aspect le plus exagéré, le plus ambitieux, le plus complexe qu'elle ait jamais eu. C'est comme un gigantesque petit-fils de la reine Victoria, fasciné par la Grande-Bretagne, il aurait été attiré par l'accueil amer froid de la cour de Saint-James et blessé par les refus hautains opposés à ses offres de rapprochement. Son amour déçu s'étant métamorphosé en haine, il n'aurait eu d'autre but que de surpasser la puissance du Royaume-Uni. D'où sa véritable opinion de donner à la marine impériale les moyens de menacer la suprématie navale de

Horrible cette sédition et une note, postérieure à la guerre, dans laquelle le général dit avoir été arrêté par Bülow et rendu, contre son gré, à Tanger, en 1905, les événements inédits dans ce livre et les rapports franco-allemands ont un peu d'âge. Pour le grand public, en revanche, cette biographie alerte et solidement charpentée constitue une bonne introduction à la vie française d'un des derniers universalistes des temps modernes.

1 LE KAISER GUILLAUME II.
d'Alan Palmer. Traduit de l'anglais
par Claude Doyat. Tallandier, 426 p.
Bibliothèque de la Pléiade.

(1) Quand [redacted] il [redacted]
 nait de la Somme aux Vosges
 (Revard, 300 ans)

Nous avons entrepris de constituer la plus importante collection d'images érotiques de tous les temps et de tous les pays.

Un catalogue descriptif
(44 reproductions) et tous
renseignements pour adhérer
au CLUB DU LIVRE SECRET
sont envoyés contre toute
demande accompagnée de 10F.
pour frais.

**OBLIQUES - B.P. n° 1 - LES PILLES -
26110 NYONS - FRANCE.**

NOM :

ADRESSE :

(Suite de la page 17.)

Après avoir creu dans le futur,
ou, au moins de s'île, qu'éprouve
le monde, comment les choses se font.
Ou, du moins, comment les intel-
lectuels qui la représentent dans
cette enquête considèrent-ils les
lendemain douteux que la mo-
de nous promet ? Alexandre
Adler, un historien, ■■■■
■■■■, faillite ■■■■ présent ■
■■■ vivons, dit-il, ■■■■ moment
très bas de la conscience de ce
pays. « Comment le désapprou-
ver, quand on voit bien l'état
des esprits, que la France est cou-
vée dans un grand sommeil, et
qu'il reste seulement quelques
insomniagues ? Pourtant, Alexan-
dre Adler essaie de se montrer
optimiste, lorsqu'il parle sur
l'avenir de notre culture : « Le
temps est à l'expiration et au ré-
nècement, cela ne durera pas ;
mais il y aura encore un soleil des
vertus républicaines, qui font
partie du caractère français.

De son côté, Sandrine Harcourt-Kriegel, présidente de la Ligue française, se refuse à prévoir le futur, car elle « entre dans cette période de la vie où les pesanteurs et les inerties qu'on décline avec insouciance à vingt ans s'avèrent décidément lourdes ». Elle exprime uniquement des souhaits et des craintes. Parmi les souhaits : que les « devoirs intellectuels » soient à nouveau définis, car on oublie souvent qu'il faut, pour penser, de la rigueur et de l'irrespect. La commission appuyée avec laquelle on reproche la protection des droits d'individus qui ont le courage d'affronter le monde pour s'opposer à ceux qui distillent les idées reçues, me semble, dit-elle, un cruel symptôme de notre aveuglement. « Parmi les craintes : que la démocratie ne connaisse un déclin, qui conduirait à « l'ère des tyrannies », ou au « gouvernement des spectres ».

Gérard Druvy, journaliste à

Libération, suppose qu'on s'efforcera toujours d'unifier les connaissances, mais que « l'entreprise sera de plus en plus désespérée », et que l'échec de celle-ci affaiblira encore davantage le prestige des intellectuels, entraînant ainsi les progrès de la science. Jean-Pierre Dupuy, un chercheur scientifique, nourrit au contraire l'espérance qu'« une nouvelle philosophie de la nature » rapprochera les différents savoirs, en cessant de considérer comme un domaine « étranger » tout ce qui concerne le « moi », la société ou l'histoire. Cependant, il faut craindre un changement des mœurs par lequel une telle philosophie s'empêcherait de faire. Dupuy se dépitait sous des traits humoristiques des gens qui ne savent pas les façons de penser dans la France contemporaine. Elles sont dominées, dit-il, par l'envie, de sorte que les controverses prennent l'allure de querelles provinciales. On se donne les avantages de la critique, mais on limite ce qu'on prétend dénigrer. Lionel Lincoln et Patrick Zylberman ont collaboré à une série de Recherches pour ressortir les idées faibles, les pauvretés des idées exprimées par ces contemporains.

Les textes réunis dans ce numéro du *Débat* offrent souvent une image, involontaire ou méditée, de la misère intellectuelle qui sévit, et du désarroi qui l'accompagne. Presque tout le monde ici, regarde l'avenir avec des sentiments craintifs, mêlés au regret de ne plus croire dans les prophéties, qui le rendaient rassurant, sinon fascinant.

FRANÇOIS BOTT.

★ LE DEBAT. N° 4, septembre 1960, Gallimard, 192 pages. Environ 25 F.

TONY BURNAND
la chasse
connaissance et technique

YVES CADIOU - ALPHONSE RICHARD
**les armes
de chasse
et de sport**
albums totales

JEAN-CLAUDE ABADIE
les palombes
collection d'œuvres-mariage

BERTRAND DES CLERS
**chasse
et nature
en europe**
albums toisis

denoël

هكذا من الأصل

Les représentants des présidents d'université sont reçus par M. Raymond Barre

de liaison de défense de la recherche à l'université, soixante-quatorze universités de haute discipline enseignent à Paris ou en province, ont exigé, sans motif, un tel geste. « Halte au gâchis, halte au mépris ». Ils protestent ~~contre~~ le refus des habilitations en soutenant que « le ministre ~~est~~ tenu à donner un ~~exemple~~ spectaculaire ~~de~~ humiliant à cette destruction extrême de l'autonomie ~~des~~ universités ». Les signataires font valoir qu'une « nette ~~délimitation~~ ~~de~~ l'État marquée depuis dix ans pour rapprocher les ~~professeurs~~ de formation de demandes émanant soit des secteurs professionnels, soit des universités, n'est pas le signe de la suppression des formations qui s'étaient créées pour répondre à des ~~besoins~~ ~~de~~ la société, mais la suppression ». Ils déclarent que le Parlement ~~ouvre~~ un débat sur les mesures prises par le ministre des universités.

D'autre part, sur l'initiative du comité

L'ennemi public numéro 1 ?

la PRC, comme de l'humanisme français ». Mais, le mot, la mention d'une telle pensée qu'il convient, au lieu de plus, de demander à quelles fins la proposée aux universités s'est exposée au plus

En effet, un acharnement pré-
fait que, mis à part Paris-
Sorbonne à Nanterre, il n'y a
France un seul où
puisse préparer un diplôme
d'études approfondies (D.E.A.)
ou latin — qui, à l'évi-
dence, et même s'il leur en
la possibilité théorique, détourner
à préparer une thèse
de cycle ailleurs qu'à
Paris. Et vive la régionalisation,
madame !

« éloignée qu'elle est depuis longtemps de nos ambitions », le ministre a bien compris qu'il était impossible de confier un séminaire à des vacataires, des **auxiliaires** ou même des **maîtres-assistants**. Comme il connaît parfaitement la distinction entre les **études** pratiques, **« séminaires »** (forçément de recherche) et les **études** partielles, il faut bien admettre que le **cadre** gouvernemental a **abusé** le **cadre** **« séminaire »** — quitte à se **révéler** personnellement peu **habile** — les **spécialistes** universitaires qui, tout de même, doit, en elle, **exceller**. Elle a **pu** faire lire **spécifiquement** de l'aviation, **comment** expliquer **« l'absence »** de sacrifice **des** kamikaze **aux** par l'obligation, qu'ils a acceptés en **entrant** au **ministère**, **en** **raison** de leur **place** par **leurs** **prédécesseurs**, mais **on** **n'a** **rien** **dit** **par** les **spécialistes** et les **autres** tout-puissants ?

Certes, parmi les sept critères prétendument retenus par le ministre pour sa stupéfiante opération de sélection, figure la deuxième fois, à deux cycles, figure l'affirmation de « la nécessité de maintenir des spécialités comme la médecine ».

Aiors... revenons à point de départ. S'inscrivant dans une série... qui, depuis... années, visent à disqualifier l'université et à empêcher le fonctionnement... dernière... ministre n'en... une. Chargée d'exécuter les... que la loi... dépassant... le fait... est, en dépit... justesse de la plupart... analyses... Jacques Ellul, si malgré ma préférence pour des solutions autrement énergiques que quelques... de travail ponctuels, je ne crois pas... « le pic... » d'une grève... jusqu'au départ... Saunier-Séfé -... réplique... suffisante.

... à l'opinion que ces sup-
 pressions de diplômes sont imposées
 par le ministère national et l'auto-
 rité nécessaire. Il aura, bien
 entendu, ces nouvelles études parmi
 les étudiants qui sont échappé
 au cours du faux enseignement
 d'il y a quelques ans. Mais
 il n'y aura pratiquement aucune écono-
 mie résultant du travail ravageur
 des maîtres. Car ce n'est pas parce
 qu'on supprime le supprimer un
 enseignement qu'on supprime du même
 coup l'enseignement et l'enseignement
 chargé pour occuper celui-ci
 par la légion, il supprime donc au
 directeur d'U.E.R. à déduire les
études pour occuper un exemple
 tel spécialiste des sciences à l'éduca-
 tion, il supprime d'enseigner
 l'histoire de la psychologie... Mais,
 à chaque fois, d'économie, point.

■ Mais pourtant par la dénonciation d'une « anarcho-universitaire » d'un laxisme, voire d'une anarchie incroyable, que le ministre a pu justifier la façon dont il a fait pratiquement toute sa vie à la C.N.E.S.E.R., mais, au préalable, par ses propres expertises. ■ Trop de professeurs, trop de vacataires (voire de vacataires) ■

(1) Voir, *Le Monde* du 27 [redacted]
[redacted] Jacques Hlul intitulé :
« Une [redacted] politique ».

L'augmentation régulière du nombre d'étudiants étrangers en France ☐ stoppée ☐ comptera quelque 30 000 nouveaux inscrits cette année. Cette hausse, qui n'est pas sans précédent (30 188), Ce coup d'arrêt est le résultat ☐ la nouvelle procédure mise en place ☐ la commission nationale pour l'admission des étudiants étrangers. Cette commission a finalement accepté ☐ (sur un total ☐ 10 000 dossiers, ce qui représente ☐ 30 % des étudiants étrangers ☐ première année d'études ☐ l'on ajoute le nombre ☐ inscriptions dans les universités de technologie ☐ de ☐ est exactement le même ☐ celui de l'année dernière. Les 30 000 étudiants qui paraissent essentiellement le troisième cycle universitaire, où les étudiants étrangers ne sont pas soumis à la procédure d'inscription.

(Publinter)
**APPRENDRE L'AMÉRICAIN
A L'AMERICAN CENTER**
261, boulevard Raspail (14*)
Tél : 708.90.00

Cours de conversation dans la
journal à 18 h.
Lycées à partir de 15 ans
Inscriptions immédiates.
Début : 5 octobre.
Cours privés.
Préparation aux T.O.E.F.L.
Cours pour enfants.

MÉDECINE
CAPU Ens. sup. **Carroll Vaugierard et Assos**
 privé Tél. : 531-31-13
Fondatriceur : **général** **Séminaires** de **formation**

Le Centre de formation permanente de l'Université Nouvelle (PARIS-III) organise les stages suivants :

- **La communication et les relations interpersonnelles dans les groupes,** du 24 au 28 novembre 1980 (une semaine à temps complet) (inscriptions avant le 14 novembre).
- **Les réunions : conduite et participation,** du 20 au 22 octobre et du 27 au 29 octobre 1980 (deux fois trois jours) (inscriptions avant le 15 octobre).

RECRUTEMENT ET INSCRIPTIONS :
LE CENTRE DE FORMATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ III
15, rue de Sorbère - 75014 PARIS (tél. 01 42 21 21 29)
TEL. : 01 42 21 21 29 et 370-12-50, poste 424.

esd-quartier latin
325.44.40 un enseignement d'un style différent
pour la formation d'assistant(e) de direction
B.T.S.S. bilingue - trilingue

ead

329.97.60

- **École Française**
- **Qualité du Personnel**
- **Marketing**
- **International de Relations**
- **Publics**
- **Publicité** international

école des attachés de direction

**Enseignement supérieur
de gestion. Admission
ouverte en licence**
pour les candidats titulaires
d'une licence. Sur dossier.
B.T.S. - D.U.T.

15, rue Soufflot-75240 Paris-Cédex 05

enseignement privé

Nom

Adresse

désire recevoir la brochure **ESD** ☐ **EAD** ☐

Diplôme **Niveau**

ECOLE TECHNIQUE PRIVÉE IFOSUPD FORMATION SPÉCIALISÉE de PROTHESISTES-DENTAIRES

établissement mixte assurant une formation de haut niveau

- PRÉPARATION AUX DIPLOMES D'ÉTAT C.A.P. - I.P. - S.M.
- CYCLE COMPLÉMENTAIRE DE SPÉCIALISATION.
- ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL MODULE PAR SECTION.

Pour tous renseignements sur les conditions d'admission écrire ou tél.

IFOSUPD
3, rue A.-Lefèvre - 13100-Aix. T. (42) 27-85-21.



CHANTEMERLE

Ecole pour filles et garçons de 8 à 15 ans

pré-scolaire, primaire et

Programmes : lycées français
CB-1807 ELONAY (Nièvre), 50150
Tél. 1941/21 11 32

L'Étudiant

les lycéens

**LE MODE D'EMPLOI
DE VOTRE LYCÉE**

EN VENTE PARTOUT 15 F

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
**assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse**

Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 P.
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

DES RÉPONSES AUX QUESTIONS QUE VOUS VOUS POSEZ

Le Monde DE L'ÉDUCATION

DANS SON NUMÉRO DE SEPTEMBRE

- LA FRANCE SANS ENFANTS ?
- Tous les sujets du bac en français et en philo ;
- L'entrée en sixième ;
- Les enfants gauchers.

Le Monde DE L'ÉDUCATION

La publication de référence

**VOUS PROPOSE DE VOUS ABONNER
AVANT AUGMENTATION**

VOUS NE PAIEREZ QUE

70 F, 1 AN FRANCE — 94 F, 1 AN ÉTRANGER

(OFFRE VALABLE JUSQU'AU 31-10-1980)

Le Monde DE L'ÉDUCATION

BULLETIN D'ABONNEMENT

OUI, m'abonne au Monde de l'Éducation et je joins la somme de 70 F (étranger 94 F).

NOM

PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Envoyez votre règlement à : LE MONDE, Abonnements, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex.

Des chiffres et des adresses

Le nombre de classes de sixième chargées augmente

Un « effet pervers » du desserrement des effectifs

Une baisse des effectifs d'élèves par classe a été provoquée dans les sixièmes des collèges à l'occasion de l'application de la réforme en septembre 1977. Mais, depuis cette date, le nombre de divisions les plus chargées s'est remis à augmenter, celui de divisions moins lourdes à diminuer. C'est ce que révèle entre autres une lecture attentive de la version 1980 du « Rapport annuel sur l'application de la loi du 11 juillet 1975 relative à l'école », déposé récemment devant le Parlement.

heures par semaine pour une partie de certains cours (français, mathématiques, langues vivantes, biologie, éducation artistique) et l'effectif dépassait le seuil de vingt-quatre élèves. En 1976, M. Haby, ministre de l'Éducation, avait recommandé de ne pas dépasser la barre des 24 élèves « pour la mesure du possible » pour les sixièmes correspondant aux filières I (type lycée) et II (type collège), et vingt-quatre élèves pour les autres.

diminué, celui des classes chargées augmenté. On dirait que le temps va rattraper et grignoter insidieusement le gain acquis graduellement par voie de volonté et d'autorité. Les mêmes effets apparaissent quand la réforme atteint, en 1978, les classes de cinquième. Là aussi, on compte 12 450 classes de plus de 30 élèves, soit plus que 5 731 le lendemain, en 1978-1979. Et puis, à partir de là, le nombre de classes chargées augmente.

quelque peu, le taux de passage C.M.2 sixième augmente : il est de 97,94 % à la rentrée de 1978 contre 85,38 % l'année précédente. Un écart de 1,75 %, cela se traduit par quinze mille élèves en plus. Par ailleurs, le taux de redoublement en sixième, qui de 9,09 % avant la réforme était tombé à 7,87 % en 1978-1979, a remonté en 1979-1980 à 9,54 %, chargeant d'autant la population de cette classe.

Il faut enfin aller chercher une explication dans le comportement des établissements. L'arrêté du 14 mai 1977 cité plus haut indique que « en cas de dépassement de l'effectif de référence (vingt-quatre élèves), un contingent supplémentaire d'une heure par élève au-dessus de vingt-quatre sera mis à la disposition de l'établissement ». Il est plausible que les principaux de collège, après une année d'expérience, ont ajusté le mécanisme de répartition des élèves. Avec quatre-vingt-sept élèves, par exemple, ils pouvaient constituer quatre classes : une de vingt et un et trois de vingt-deux élèves. Résultat : quatre classes modérément chargées. Deuxième formule : trois classes de vingt-neuf élèves chacune. Elles sont toutes trois à effectif lourd. Mais le chef d'établissement obtient dans ce dernier cas, un crédit de trois fois cinq heures, soit quinze heures hebdomadaires dont il dispose pratiquement à sa guise. C'est-à-dire qu'il lui assure un peu de souplesse dans l'élaboration de l'emploi du temps des professeurs et l'utilisation des locaux.

La question devient à ce moment de savoir où est le bénéfice de la mesure d'abaissement des effectifs. N'aurait-elle servi qu'à fixer un nouveau barème attribué aux collèges leurs crédits en heures d'enseignement, qu'à déclencher un effet pervers qui serait le prix à payer pour accroître l'autonomie des chefs d'établissement ?

Charles VIAL



(Dessin de FLANDRIS)

gramme allégé a hérité depuis 1974 des anciennes classes de transition.

C'est-à-dire qu'il y a eu en place de la réforme à la rentrée de 1977, des types de classes étant confondus ?

En 1978-1979, sur 39 406 classes de sixième (normales ou à programme allégé) 18 343 accueillent moins de 25 élèves et 13 063 plus de 24 élèves, dont 7 172 de quart du total) plus de 30 élèves. Septembre 1977 : réforme Haby : le nombre de sixièmes à moins de 25 élèves monte à 26 382, tandis que celui des sixièmes à plus de 24 élèves descend à 5 800. La chute du nombre de classes à plus de 30 élèves est spectaculaire : les 1 978 ne sont plus que 102. Progrès indéniable, tempéré toutefois par la suppression des possibilités de redoublement.

C'est dans l'évolution des chiffres depuis 1976 que la version 1980 du rapport destiné au Parlement est éclairante. Au fil des années, le nombre des divisions moins chargées (moins de 25 élèves) descend doucement : de 25 383 en 1976-1977, il passe à 23 322, puis à 22 389. Pendant la même temps, celui des divisions plus lourdes (plus de 24 élèves) s'élève de 5 800 à 6 473, puis à 7 532.

Autrement dit, passé le choc de l'abaissement à 25 élèves de la « base de référence », les deux courbes inversent leur trajectoire et reprennent leur trajectoire symétrique et divergente : le nombre des classes chargées augmente.

Les classes à moindre effectif, quant à elles, de 15 463 avant la réforme, sont au nombre de 23 069 en 1978-1979, puis 22 133 en 1979-1980. Phénomène étrange, donc, à celui observé en sixième, le nombre de classes chargées sous le coup de la norme établie et, surtout, dévalorisée par la réforme.

Oh sont les causes d'une telle évolution ? Pendant la période observée, la démographie nationale varie peu, pas assez, en tout cas, pour être significative. Cette stabilité invalide l'hypothèse d'un reflux ou d'un afflux d'élèves entraînant à eux seuls d'indéniables coups d'accroissement. Il faut chercher ailleurs l'explication des variations.

Les enseignants qui président au passage des écoliers du C.M.2 (cours moyen deuxième année) à la sixième se conforment, en 1977, aux consignes syndicales d'application « rétrograde » de la réforme Haby. Ils mettent peu d'empressement à pousser les élèves âgés ou en difficulté vers la sixième. Ils en dirigent d'autres, directement vers une cinquième à programme allégé. Ce « détournement » d'élèves allège de quelques 20 000 individus l'effectif global des sixièmes cette année-là. Ajouté à l'injection de 1 000 enseignants qui reviennent de coopération en Afrique du Nord, il explique en partie le succès de la réforme.

C'est qu'un an après l'inauguration de la réforme, les consignes syndicales rétrogrades

UNE CARRIÈRE

avec ou sans bac (niveau terminale)

- PUBLICITÉ
- TOURISME (C.P.V. - A.Z.)
- RELATIONS PUBLIQUES
- DISTRIBUTION-GESTION-COMMERCE

2 ans - statut étudiant

Préparation aux
Brevets de
Techniciens
Supérieurs
(diplômes d'État) :

- R.T.S. Publicité
- R.T.S. Tourisme (1 option)
- R.T.S. Action commerciale marketing
- Relations publiques

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE SUPÉRIEUR

EPPEP
10, rue de la
Grange-Républicaine
75009 Paris
Tél. : 770.61.60
Métro : Richelieu-Drouot

Parlez donc JAPONAIS !

Cours de japonais - Après-midi et soir - Niveaux japonais A1/A2/B1/B2 - Fonction professionnelle continue - Diplôme de l'État - Dotation des cours - Inscription individuelle

COURS DE JAPONAIS DE TERNI

2, rue VICTOR-CONSILANT - PARIS 11
Tél. 533-11-45

Pigier
c'est aussi le bac

Pour réussir un Bac (G1, G2 ou G3), il faut s'y préparer avec soin. L'Ecole Pigier vous aide à réussir.

Inscrivez-vous !

Ecole Pigier Rive Droite
Institution d'enseignement privé
53 rue de Rivoli 75001 PARIS
233.44.88

**L'ÉCOLE DE
PSYCHO-GRAPHOLOGIE**

ORGANISME OFFICIEL D'ENSEIGNEMENT A RECONNAISSANCE EN 1933 1891 par la loi du 12-7-1977

Vous permettant de découvrir les secrets humains et la psychologie en de nos jours.

Prépare à la profession de graphologue inscrit au répertoire des métiers.

Conversion de formation permanente

Reconnaissance par l'État

L.-M. CHARELLEY
12, villa Saint-Pierre, B. 2, 94220 CHARENTON
Tél. : 375-75-01

Analyses et consultations par correspondance

Apprendre une langue, c'est d'abord la vivre.

DEUTSCH
Köln/Zürich

ENGLISH
London/Darmstadt/Brighton/Cambridge/Dublin/Edinburgh/Canterbury/Leds

ESPANOL
Madrid/Barcelona

FRANCAIS
Paris/Lausanne/Neuchâtel/Cap d'Antibes

ITALIANO
Firenze

Cours intensifs de 1 à 3 mois pendant toute l'année. Cours de civilisation et langues de spécialité.

Stages de perfectionnement pour l'enseignement des langues.

Programme culturel, visites, excursions, hébergement, famille.

EUROCENTRES
FONDATION SANS BUT LUCRATIF

Renseignements et inscriptions : Eurocentres de Paris, 13, G. Deshayes, Dardennes, 75006 Paris, tél. 332-81-40

مكتبة النور

— Université de Paris-III, mardi
7 octobre. À 14 heures, salle Gréard.

de messe

Communications diverses

— Université de Paris-III, mardi 7 octobre, à 14 heures, salle Gréard. M. Mahmoud T. : « Littérature arabe et picaresque ».

— **Théâtre** de Paris-III, jeudi 9 octobre, à 14 heures, salle Gréard. Mme A. Sadrin : « L'être ■ l'avoir ■ dans les romans de Charles Dickens ».

— Université Paris - III, mardi 14 octobre, à 14 heures, salle Gréard. M. Abdul Karim Thématisque structurelle, dans la poésie d'Assavabaz.

— Université de Paris-III, jeudi
30 octobre, à 14 heures, salle Bour-
jac, M. Tanaka : « Les
du français au Japon ».

— Université de Paris - III, lundi 27 octobre, à 14 heures, salle Gréard, M. Daniel Salem : « Une interprétation psychologique de l'œuvre d'Harold Pinter (1929-1979) ».

SCHWEPPESS :
un homme averti en veut deux,
« Indian Tonic »
et SCHWEPPESS Lemon.

Mariages

— Bernard Carbon et Benoît Cortet ont le plaisir de faire part du mariage de leur

Françoise CARBON
■ ■ leur frère
François CORTET.
Ils se sont unis ■ ■ la plus
stricte intimité le ■ ■ 13

— Le docteur et Mme Jean PISTRAPIANA, née Monique Mitaux d'Alnval, sont heureux d'annoncer le mariage de leur fille

Jacques-Pierre FOLJOT,
qui a été célébré dans l'intimité
familiale à Laval-Montréal (Qué-
bec), le 14 septembre 1980.
185, rue du Chevaleret, Paris (13e)

— M. Henri MANCARDI et Mme née Simone Danoyer, font part du mariage de leur petite-fille, Dominique,

avec
Christophe JOULLA,
fils de M. et Mme Jean Joulla,
qui sera célébré le samedi 20 sep-
tembre, à 11 h. 30, en l'église Saint-
François-Xavier, place Président-
Mithouard, à Paris (7^e).
2 bis, square du Croisic,
75015 Paris.
Grande-Eue,
37350 Le Grand-Pressigny,
88, rue Fondary, 75007 Paris.

— Robert Louis Hatt,
Jeannine Hatt,
Magnusson et
Karl-Erik et Anna Magnusson et
famille (Suède).

Et les familles Magnusson, Hatt et alliées en Suisse et en France, ont un profond chagrin de faire part du décès de

Greta HATT-MAGNUSSON,
leur très chère épouse, mère, sœur

et parente, qui s'est éteinte paisiblement, après une courte maladie, dans sa soixante-dix-neuvième année.
Bern, le 12 septembre 1980.
Eigerstrasse 78.
14.

— Le professeur Marcel Pourmail-
loux,
M. et Mme H. M. Benard, leurs
enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Pourmailoux,
leurs enfants et petits-enfants.

M. Jean-Pierre Gardinier, son
enfants et petite-enfants,
M. Philippe Fournailoux et son
enfants,
Mlle Nicole Fournailoux.

Mme Lucien Gougy,
M. Jean Dumensy et ses enfants,
M. et Mme A. Caccavelli et leurs
enfants,
Mme Jacques Pommalloux et
enfants,
Les familles Pommalloux,
Dumensy, Lister et Pouyet,
ont la douleur de faire part du
décès de
Mme Marcel POMMALLLOUX,
née Marie-Lucienne GOUY.

— Le bâtonnier de l'ordre des
avocats de Versailles.
Les membres du conseil de l'ordre.

ont le regret de faire part du décès
du bâtonnier
Adolphe-Marc TROUBLET,
membre du conseil de l'ordre,
survenu le 27 juin, à Nice.

On service religieux sera célébré en l'église Notre-Dame de Versailles le jeudi 18 septembre 1980.

M^{re} Troublé était une figure très connue du [] Versailles, auquel il appartenait [] puis plus de quarante ans. Petit-fils de l'ancien bâtonnier Petit, il jouissait de []-tims de ses confrères.

Remerciements

— Mme Jean-Baptiste Cyprien,
M. et Mme Joseph Boldrin,

M. Jean-Baptiste CYPRIEN,
ancien combattant 1914-1918,
croix de guerre,
médaill militaire.

STERN
• GRAVEYR •
Juni 1940

**Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité**

**Le prestige
d'une gravure traditionnelle**
Ateliers et Bureaux :
41, Passage des Fumoirs
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

Soutenances de thèses

Doctorat d'Etat
— de Paris-II, lundi
septembre, à 14 h. 30, salle
commissions, Mme Isabelle Freij, née
Dallot : « L'action personnelle dans
le traitement des détenus ».

credi 1^{er} octobre, à 14 h. 30, à Saint-Denis, salle 28. M. Michel Juffe : « Le sens de l'éducation : de l'être au non-être (chemins et obstacles de la formation) ».

— Université de Paris - III, jeudi 2 octobre, à 14 heures, salle Gréard. M. Fahad Al Harthi : « Les rapports entre la poésie arabe ■■■■ et ses débuts ».

SCHWEPPESS :
un homme averti en veut deux,
« Indian Tonic »
et SCHWEPPESS Lemon.

24 *Listas de*

Marriage
260.39.30—poste 233
**AUX TROIS
QUARTIERS**

Notre popularité grandit.

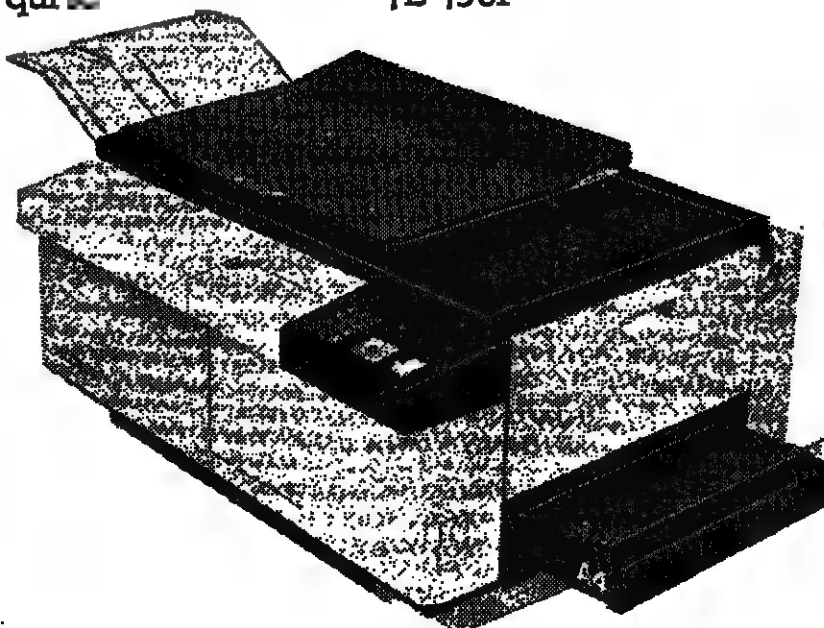
De plus en plus d'Européens découvrent les précieuses qualités de nos appareils photo, de nos montres de précision et de notre équipement de bureau à la pointe du progrès.

Nous disons "amis" au lieu d'acheteurs ou clients. Nous disons aussi: "Essayez nos produits en toute confiance même si notre place dans votre pays semble être encore modeste."

Parce que RICOH, le bon géant du Japon, a fait ses preuves dans le monde entier avec des centaines de millions d'utilisateurs: au Moyen Orient, dans les pays d'Afrique et sur les deux continents américains. Ils choisissent RICOH pour sa fiabilité et parce que RICOH est ce qui se fait de mieux au prix le plus raisonnable. C'est notre philosophie et en même temps ce que nous pouvons vous offrir.

Essayez nos produits, ils sont également faits pour l'Europe.

SICOB
17-26 Septembre
Stands
2E-2501
3C-3314
4E-4501



RICOH

LE BON GÉANT DU JAPON

Ricoh Nederland B.V., Alpen Rondweg 102, P.O. Box 114, 1180 AC Amstelveen, Holland. Ricoh Company Ltd., 15-5, 1-Chome, Minami-Aoyama, Minato-ku, Tokio 107, Japan.

كتاب من الأصول

LA FIN DE LA RÉUNION DE L'OPEP A VIENNE

L'Arabie Saoudite porte le prix de son pétrole de 28 à 30 dollars le baril

Les autres pays membres gèleront leurs tarifs jusqu'à la mi-décembre

De [nom] envoyé spécial

Réunis le 17 septembre, les ministres du pétrole de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP) ont finalement pris deux décisions. L'Arabie Saoudite relève le prix du pétrole de 28 à 30 dollars le baril. Les autres pays membres gèleront leurs tarifs jusqu'à la mi-décembre.

Pour la France, la hausse du prix du pétrole se traduira par une majoration de 10 %, soit 22 milliards de francs environ. Les ministres du pétrole de l'OPEP retrouveront leurs collègues des autres pays producteurs au mois d'octobre, à l'occasion d'une conférence ordinaire de l'OPEP, qui doit avoir lieu à Bali en décembre prochain.

Vienna. — Le 17 septembre, depuis la conférence d'Alger, les ministres du pétrole de l'OPEP ont décidé de relever le prix du brut de référence jusqu'à un plafond de 32 dollars. Une large majorité des pays membres ont voté en faveur de cette décision.

UNE PRÉCISION A PROPOS DU GAZ ALGÉRIEN

Vienna. — C'est pour compenser les faibles livraisons de gaz en hiver, que la Sonatrach a décidé de relever le prix du gaz algérien. Cette décision est prise en vertu d'un accord conclu entre la Sonatrach et les compagnies pétrolières européennes.

production nettement supérieure à ses besoins de financement, comme aux nécessités des pays consommateurs. L'excédent de l'offre sur la demande serait, selon les estimations des ministres des divers pays, de 1,5 à 2 millions de barils par jour (75 à 150 millions de tonnes par an) malgré une baisse moyenne de la production de l'OPEP de 7,5 % au premier semestre.

Cette augmentation de 2 dollars par baril, qui grossira les excédents financiers du royaume de près de 1 milliard de dollars d'ici la fin de 1980, va donc faire taire les critiques d'une partie croissante des princes et de la bourgeoisie saoudienne, qui jugent sévèrement le « cadavre » fait à l'Occident, et principalement à ses compagnies pétrolières.

La fin du second « choc » : encore cependant une nouvelle augmentation des prix du pétrole de 2 dollars par baril, une décision que l'Arabie Saoudite pourrait prendre, dès novembre, pour faciliter le développement du sous-marin de Bagdad. M. Nabil, le ministre algérien du pétrole, qui était à l'origine de la réunion consultative de mercredi soir, a transformé en conférence extraordinaire pour valider les décisions sur les prix — pouvait donc, à juste titre, estimer qu'un « large pas » avait été franchi à l'égard de la hausse du prix du pétrole.

Une réunification totale exigera. Une réunification totale exigera. Une réunification totale exigera. Une réunification totale exigera. Une réunification totale exigera.

Le ministre canadien de l'énergie dénonce la puissance des multinationales pétrolières américaines. Le ministre canadien de l'énergie dénonce la puissance des multinationales pétrolières américaines.

Le ministre canadien de l'énergie dénonce la puissance des multinationales pétrolières américaines. Le ministre canadien de l'énergie dénonce la puissance des multinationales pétrolières américaines.

Le ministre canadien de l'énergie dénonce la puissance des multinationales pétrolières américaines. Le ministre canadien de l'énergie dénonce la puissance des multinationales pétrolières américaines.

Le ministre canadien de l'énergie dénonce la puissance des multinationales pétrolières américaines. Le ministre canadien de l'énergie dénonce la puissance des multinationales pétrolières américaines.

La crise de la sidérurgie

(Suite de la première page.)

En France, on le sait, le plan de sauvetage de l'industrie 1979 a reporté sur le contribuable la plus grande partie de l'endettement des deux géants, Usinor et Sacilor, tandis qu'une convention sociale programmait sur deux ans le départ de près de vingt mille personnes, ce qui devait permettre à ces entreprises de retrouver la santé. Hélas, la nouvelle crise non seulement retarde cette amélioration, mais tend à accélérer les départs, et aura, peut-être pour conséquence, si elle se poursuit, d'accroître les suppressions d'emplois prévues par la convention sociale.

Un nouveau « plan acier » en préparation

Brochant sur le tout, les Etats-Unis, qui absorbent jusqu'à l'année dernière une part appréciable des exportations de l'Europe, ont entrepris de réduire ces importations à la suite des doléances de leurs producteurs. Un « plan acier » est en préparation aux Etats-Unis, mais encore la part de ces importations serait plafonnée à 13 % ou 15 % de la consommation américaine, sans compter une série de mesures, notamment fiscales, en faveur des entreprises.

Face à une telle dégradation, les autorités communautaires ont, dès la fin de juillet dernier, demandé une réduction volontaire de la production (11 %), portant non plus seulement sur certains produits (60 % du total), mais sur les livraisons d'acier brut, cela pour éviter un effon-

drement des prix et une cascade de faillites. Devant les réticences des Italiens, qui estiment que la période de référence choisie (deuxième semestre 1979) était mauvaise en raison d'une baisse de leur production due à des grèves, et des Allemands, dont l'un d'eux, Klockner, joue carrément les franc-tireurs, M. Davignon a insisté sur le fait que l'industrie de l'acier de l'Europe n'est pas en crise, mais qu'elle est en difficulté. Le même article précise que la proclamation de ce « état de crise » doit recevoir l'assentiment des cinq Etats, dont des représentants ont limité la production d'acier communautaire. Parmi les Etats favorables à cette proclamation, citons la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, le Luxembourg. Restent l'Italie, qui, aux dernières nouvelles, aurait refusé l'assentiment en ce qui concerne les réticences et l'Allemagne fédérale, où les grands producteurs ne seraient plus, comme auparavant, opposés à une réduction volontaire. D'ici le 7 octobre, il est probable qu'à Bruxelles on s'efforcera à la fois de réunir un consensus sur une réduction volontaire et de préparer les esprits à une proclamation de l'état de crise manifeste en cas d'échec.

FRANÇOIS RENARD.

La Bundesbank a abaissé d'un demi-point jeudi 18 septembre pour le porter à 9 % le taux de ses avances sur titres (dit « taux de Lombard »). Au cours de la réunion bi-mensuelle de son conseil central du 18 septembre, la Banque fédérale n'a pris aucune autre mesure. Elle a maintenant inchangé à 7,5 % le taux de l'escompte. La baisse du « Lombard » prend effet vendredi 19 septembre.

NOUVEAU

CTM
COMPUTER

S.B.S.

L'idée qui vous séduira

La combinaison du traitement de texte et de la gestion en P.M.E.

SICOB : niveau 1, zone D, stand 110
niveau 4, zone A, stand 1110

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

LA VILLE DE PARIS
vend LIEUX aux enchères publiques

3 appartements - 3 chambres
(2 appart. au 1er étage sur Champ de Courses dont 1 appart. de 128 m² avec Terrasse de 120 m² env.)
à PARIS, suite

le boulevard Suchet et le Champ de Courses d'Anteuil
le MAIRIE le 10 OCTOBRE 1980, à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de Paris
M. MAROT de la QUANTONNAY, BELLEFRETTE, LIEVRE, not. associé
14, rue des Pyramides, Paris 1^{er} - Tél. : 269.31.12

LA VILLE DE PARIS
vend LIEUX aux enchères publiques

3 appartements - 3 chambres
(2 appart. au 1er étage sur Champ de Courses dont 1 appart. de 128 m² avec Terrasse de 120 m² env.)
à PARIS, suite

le boulevard Suchet et le Champ de Courses d'Anteuil
le MAIRIE le 10 OCTOBRE 1980, à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de Paris
M. MAROT de la QUANTONNAY, BELLEFRETTE, LIEVRE, not. associé
14, rue des Pyramides, Paris 1^{er} - Tél. : 269.31.12

BOULOGNE - PARIS-10^e - 11, rue PIERRE-CHAUSSE
arrière-boutique avec sous-sol relié par un escalier intérieur
l'intérieur : cuisine, W.C., 110/150 des droits de la copropriété
au cas échéant la propriété du sol

M. à P. : 300.000 F - S'adresser M. JOHANET, avocat
S.C.P. J. DELAUNAY, E. DELAUNAY, E. HATTON, P. SUDARA,
F. DESSIN, 12, avenue de la République, Paris (9^e), tél. 788-55-40 ; à tous avocats près
les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Créteil et Nanterre

PROPRIÉTÉ - DINARD (Ille-et-Vilaine)
9, rue LEVASSEUR, connue sous le nom de
"PROSTELLERIE DE LA MARJOLAINE"
ensemble de bâtiments formés de la réunion de trois anciennes
villas avec restaurant et jardin

Conférence 1.027 m² section J pour une superficie de 1 m² 33 cm
1.027 m² de la section J pour une superficie de 1 m² 33 cm

M. à P. : 1.160.500 F. S'adresser M. R. J. NECTOUX,
avocat, Paris (17^e), 1, G. Berger
tél. 766-18-34 et 766-18-35 ; M. TOURAINE, avocat, Paris, 43, r. de Cléry ;
M. DUBÉ, avocat, Paris, 22, r. Cambon ; M. J.-Y. GUILLEMONAT, synd.
p. le Trib. de Commerce de Paris, 42, r. de Richelieu ; greffe des créances du
Trib. de Cr. Inst. où le cahier des charges est déposé ; sur lieux pour vis

LA VILLE DE PARIS
vend LIEUX aux enchères publiques

3 appartements - 3 chambres
(2 appart. au 1er étage sur Champ de Courses dont 1 appart. de 128 m² avec Terrasse de 120 m² env.)
à PARIS, suite

le boulevard Suchet et le Champ de Courses d'Anteuil
le MAIRIE le 10 OCTOBRE 1980, à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de Paris
M. MAROT de la QUANTONNAY, BELLEFRETTE, LIEVRE, not. associé
14, rue des Pyramides, Paris 1^{er} - Tél. : 269.31.12

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS
le MERCREDI 1^{er} OCTOBRE 1980, à 14 heures

UNE PROPRIÉTÉ A NEUILLY-SUR-SEINE (92)
14, rue Ancelle

MAISON D'HABITATION avec sous-sol, rue de Champsé,
deux étages ; 282 m² de terrain - Jardin - Commune de Neuilly-sur-Seine

MISE A PRIX : 1.300.000 FRANCS
S'adresser M. Jean-Serge LORACH, avocat Paris (8^e)
2, avenue de la République, Paris (9^e), tél. 788-55-40 ; à tous avocats près
les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil

PROPRIÉTÉ - DINARD (Ille-et-Vilaine)
9, rue LEVASSEUR, connue sous le nom de
"PROSTELLERIE DE LA MARJOLAINE"
ensemble de bâtiments formés de la réunion de trois anciennes
villas avec restaurant et jardin

Conférence 1.027 m² section J pour une superficie de 1 m² 33 cm
1.027 m² de la section J pour une superficie de 1 m² 33 cm

M. à P. : 1.160.500 F. S'adresser M. R. J. NECTOUX,
avocat, Paris (17^e), 1, G. Berger
tél. 766-18-34 et 766-18-35 ; M. TOURAINE, avocat, Paris, 43, r. de Cléry ;
M. DUBÉ, avocat, Paris, 22, r. Cambon ; M. J.-Y. GUILLEMONAT, synd.
p. le Trib. de Commerce de Paris, 42, r. de Richelieu ; greffe des créances du
Trib. de Cr. Inst. où le cahier des charges est déposé ; sur lieux pour vis

LA VILLE DE PARIS
vend LIEUX aux enchères publiques

3 appartements - 3 chambres
(2 appart. au 1er étage sur Champ de Courses dont 1 appart. de 128 m² avec Terrasse de 120 m² env.)
à PARIS, suite

le boulevard Suchet et le Champ de Courses d'Anteuil
le MAIRIE le 10 OCTOBRE 1980, à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de Paris
M. MAROT de la QUANTONNAY, BELLEFRETTE, LIEVRE, not. associé
14, rue des Pyramides, Paris 1^{er} - Tél. : 269.31.12

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS
le MERCREDI 1^{er} OCTOBRE 1980, à 14 heures

UNE PROPRIÉTÉ A NEUILLY-SUR-SEINE (92)
14, rue Ancelle

MAISON D'HABITATION avec sous-sol, rue de Champsé,
deux étages ; 282 m² de terrain - Jardin - Commune de Neuilly-sur-Seine

MISE A PRIX : 1.300.000 FRANCS
S'adresser M. Jean-Serge LORACH, avocat Paris (8^e)
2, avenue de la République, Paris (9^e), tél. 788-55-40 ; à tous avocats près
les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil

PROPRIÉTÉ - DINARD (Ille-et-Vilaine)
9, rue LEVASSEUR, connue sous le nom de
"PROSTELLERIE DE LA MARJOLAINE"
ensemble de bâtiments formés de la réunion de trois anciennes
villas avec restaurant et jardin

Conférence 1.027 m² section J pour une superficie de 1 m² 33 cm
1.027 m² de la section J pour une superficie de 1 m² 33 cm

M. à P. : 1.160.500 F. S'adresser M. R. J. NECTOUX,
avocat, Paris (17^e), 1, G. Berger
tél. 766-18-34 et 766-18-35 ; M. TOURAINE, avocat, Paris, 43, r. de Cléry ;
M. DUBÉ, avocat, Paris, 22, r. Cambon ; M. J.-Y. GUILLEMONAT, synd.
p. le Trib. de Commerce de Paris, 42, r. de Richelieu ; greffe des créances du
Trib. de Cr. Inst. où le cahier des charges est déposé ; sur lieux pour vis

LA VILLE DE PARIS
vend LIEUX aux enchères publiques

3 appartements - 3 chambres
(2 appart. au 1er étage sur Champ de Courses dont 1 appart. de 128 m² avec Terrasse de 120 m² env.)
à PARIS, suite

le boulevard Suchet et le Champ de Courses d'Anteuil
le MAIRIE le 10 OCTOBRE 1980, à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de Paris
M. MAROT de la QUANTONNAY, BELLEFRETTE, LIEVRE, not. associé
14, rue des Pyramides, Paris 1^{er} - Tél. : 269.31.12

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS
le MERCREDI 1^{er} OCTOBRE 1980, à 14 heures

UNE PROPRIÉTÉ A NEUILLY-SUR-SEINE (92)
14, rue Ancelle

MAISON D'HABITATION avec sous-sol, rue de Champsé,
deux étages ; 282 m² de terrain - Jardin - Commune de Neuilly-sur-Seine

MISE A PRIX : 1.300.000 FRANCS
S'adresser M. Jean-Serge LORACH, avocat Paris (8^e)
2, avenue de la République, Paris (9^e), tél. 788-55-40 ; à tous avocats près
les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil

مكتبة النجف

AGRICULTURE

L'affaire des viandes aux hormones

L'inculpation par le parquet de La Roche-sur-Yon (Vendée), le 11 septembre, d'un pharmacien vendéen, M. Jacques Jean, trent-neuf ans, pour « contournement aux dispositions réglementaires d'administration publique » concernant l'acquisition, la détention, l'offre, la

cession, le transport et l'emploi de substances vénéreuses réglementées par voie réglementaire - (« le Monde » 14-15 septembre), a suscité une vive émotion dans les milieux agricoles de toute la région Ouest, où l'élevage

des veaux selon la méthode dite « à batterie » est très répandue. On a en effet découvert au domicile de M. Jean, à Rocheservière (Vendée), 2 kilos d'œstrogènes, dont on estime que le pharmacien aurait pu tirer, après transformation du produit, des hormones - implants - accé-

lérer la croissance des animaux, un bénéfice d'environ 1 million de francs en trois ans. Car M. Jean, qui a été éleveur, était à la tête d'une exploitation d'élevage qui exploite un cheptel d'environ quatre mille veaux de boucherie placés « en pension » chez des fermiers de la région.

« Depuis quinze ans, aucun de mes veaux n'a été contrôlé »

De notre envoyé spécial

La Roche-sur-Yon. — « J'ai la justice pour moi », dit-il avec un air de défi. « Depuis quinze ans, aucun de mes veaux n'a été contrôlé », dit-il avec un air de défi. « J'ai la justice pour moi », dit-il avec un air de défi. « Depuis quinze ans, aucun de mes veaux n'a été contrôlé », dit-il avec un air de défi.

avec un fermier voisin, une ferme qui possède une exploitation agricole d'exploitation en plein air (G.A.E.C.), 30 hectares de terres et un atelier de deux cents dix veaux, ne fait pas mystère de sa complicité. L'an dernier, sa marge brute s'est élevée à 253 francs par tête de veau. Il faut donc à M. Jean, pour faire passer ses veaux à la batterie, des hormones.

au grand jour. « Mes sommes arrivées, bon gré mal gré, à un point tel que je n'ai pu résister », dit-il. « J'ai dû acheter des hormones, puis les transformer en implants, puis les injecter dans les veaux », dit-il.

« J'ai vu des hormones dans les journaux », dit-il. « J'ai vu des hormones dans les journaux », dit-il. « J'ai vu des hormones dans les journaux », dit-il. « J'ai vu des hormones dans les journaux », dit-il.

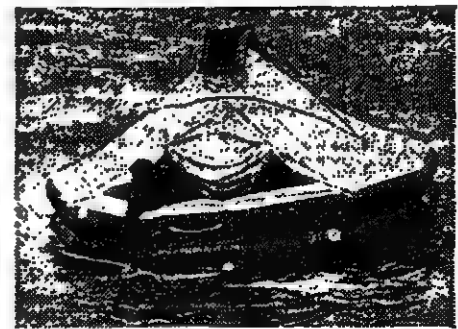
« J'ai vu des hormones dans les journaux », dit-il. « J'ai vu des hormones dans les journaux », dit-il. « J'ai vu des hormones dans les journaux », dit-il. « J'ai vu des hormones dans les journaux », dit-il.

Vivre et survivre: Notre engagement dans la recherche.



Repérage réussi - grâce au réflecteur en fibres optiques, le pilote de l'hélicoptère a détecté le radon de survie.

Signal universel de détresse en mer, S.O.S. signifie l'espoir d'être sauvé en cas de danger. Par tempêtes et par mauvaise visibilité, les équipes de secours ont souvent du mal à retrouver les survivants en gilet de sauvetage ou sur un radeau pneumatique. Malgré les systèmes radars actuels, l'insuffisance des ondes de réflexion rend le repérage technique difficile. Jusqu'à maintenant, c'était un problème.



Foré sur le lac de la survie, le réflecteur en fibres optiques se met en place automatiquement.

Le progrès, c'est aussi pour Bayer le maintien de la qualité de l'environnement. Bayer a investi 1 milliard de DM en investissements écologiques, 2,5 milliards de DM en frais d'exploitation au cours des 10 dernières années.

Bayer aujourd'hui - le savoir de demain.



Bayer en chiffres 1980
 ● La progression du chiffre d'affaires au cours des cinq premiers mois de 1980 a été de 12,6% pour Bayer AG et de 15,9% pour Bayer dans le monde.
 ● On a vu pour l'ensemble de l'année 1980 un accroissement de 8 à 10% du chiffre d'affaires. Le résultat est alors comparable à celui de 1979.
 ● Le chiffre d'affaires mondial du groupe Bayer: 26.002 millions de DM. Part de la production des filiales étrangères et des exportations: 70%.
 ● Chiffre d'affaires de Bayer AG: 11.415 millions de DM. Part des exportations: 61,6%.
 ● Investissements en R&D: 1.100 millions de DM.
 ● Résultat net: 2,24 milliards de DM (soit 513 millions de DM de plus par rapport à l'année précédente) dont 1.233 millions de DM en Allemagne.

Si vous souhaitez en savoir plus sur Bayer, veuillez vous adresser à Bayer AG, Département Relations Publiques, D-5090 Leverkusen, Allemagne Fédérale, ou à Bayer France S.A., Relations Publiques, 49-51, quai de Dion Bouillon, F-92208 Putteux Cedex.

Bayer Aktiengesellschaft
 Leverkusen



(Dessin de CHENIER.)

C'est pourtant simple
 « Mais le monde dit qu'il est simple, qu'il est simple, qu'il est simple... » dit-il. « Mais le monde dit qu'il est simple, qu'il est simple, qu'il est simple... » dit-il. « Mais le monde dit qu'il est simple, qu'il est simple, qu'il est simple... » dit-il.

ÉTRANGER

LE F.M.I. ACCORDE LE PRÊT DEMANDÉ PAR LA TANZANIE

Washington (A.F.P.). — Le Fonds monétaire international a annoncé, mercredi 17 septembre, l'ouverture de crédits de confirmation de 17,5 millions de D.T.S. en faveur de la Tanzanie et de 65 millions de D.T.S. en faveur du Liberia, et ce pour appuyer des programmes gouvernementaux d'ajustements économiques et financiers. (1 D.T.S. vaut approximativement 134 dollars).
 Le prêt en faveur de la Tanzanie représente 37% de son quota au Fonds. Celui en faveur du Liberia représente 17% de son quota.
 Avant l'octroi de ces prêts, le F.M.I. s'élevait à 72,1 millions de D.T.S. et celles du Liberia à 11,5 millions de D.T.S.

Le prêt à la Tanzanie est le résultat de longues négociations qui ont débuté en 1978. Le F.M.I. a critiqué la politique économique de la Tanzanie, et leur inscription dans les affaires intérieures du pays. En outre, le F.M.I. a exigé la mise en œuvre de réformes économiques. En annonçant l'octroi du prêt, le F.M.I. a déclaré que l'ouverture de l'assistance financière du F.M.I. de la Banque mondiale, qui a permis cette année la ministre des Finances tanzanienne, M. Amir Jamal, a permis de prouver son intention d'accroître son rôle dans le développement du pays en voie de développement.

C.G.T. et C.F.D.T. en désaccord jusqu'au bout

Huit semaines de conflit et de gâchis

Morgan Guaranty: votre banque internationale?



Membre FDIC

Les spécialistes internationaux de la banque se réunissent régulièrement. Ici à New York, de gauche à droite: Philippe Coppé, Bruxelles; Fabian von Hofe, responsable du Groupe Europe Continentale; Philippe Cathala, Paris; Hans Henz, Zurich; Paul Saurel, Madrid; Peter von Elten, Francfort.

Toute affaire pose des problèmes plus complexes quand elle est conduite à l'échelle internationale. Il faut alors une banque qui allie ressources puissantes et expérience approfondie; avec des circuits de communication courts et des équipes soudées, aux réactions rapides.

Si tels sont vos besoins, songez à Morgan Guaranty. Les bureaux de Morgan dans tous les centres financiers clés, aux Etats-Unis, en Europe, au Moyen-Orient, en Extrême-Orient et en Amérique du Sud, sont dirigés par des hommes dont le niveau de compétence en finance internationale est hors du commun.

Ces hommes sont en contact permanent avec notre réseau mondial. La plupart d'entre eux ont travaillé dans plusieurs établissements de la Banque Morgan et connaissent intimement l'économie, l'industrie et le marché financier de différents pays. Ils savent aussi où trouver dans la banque les compétences plus spécifiques que pourrait exiger votre problème.

Cela signifie que chaque responsable chez Morgan peut à tout instant mobiliser les talents et l'expérience nécessaires pour vous apporter les services financiers dont vous pouvez avoir besoin. Quels que soient le pays,

la devise ou l'objectif à atteindre.

Morgan Guaranty est une banque exceptionnelle, aux structures légères et souples. Elle sert déjà 96 des 100 plus importantes sociétés mondiales. Et un grand nombre de plus petites aussi.

Si vous avez besoin d'une banque hors du commun, téléphonez à celui de nos bureaux qui vous conviendra.

Morgan Guaranty Trust Company, of New York. En France : 14, place Vendôme, Paris, tél : 260.35.60. Succursales et filiales dans les principaux centres financiers.

Banque Morgan

SOCIAL

LA C.G.T. VA LANCER SEULE UNE QUINZAINE D'ACTIONS REVENDICATIVES

Le mécontentement populaire explique l'intensité de l'action syndicale actuelle, ont déclaré à la presse, le 17 septembre, les dirigeants de la C.G.T.

C'est sur l'initiative de leur seule centrale, disent-ils, que des actions sont engagées, en particulier quand il s'agit de lutter contre le chômage de la crise. « Les travailleurs ne peuvent que se coucher ou se battre », a dit M. Krasnicki. Serait-ce faire de la politique que de ne pas laisser faire le gouvernement et le patronat, qui eux, n'ont rien de plus à proposer ? C'est là un prétexte de plus pour empêcher les travailleurs de se défendre et un calcul politique méprisable. »

La C.G.T. annonce une série d'actions : le 10 octobre pour l'automobile, le 16 pour les cadres, le 24 pour la mine et les mineurs sur Paris.

Une quinzaine d'autres journées ou mouvements sont programmés d'ici à la fin octobre, dans des fédérations ou des départements, à la seule instigation de la C.G.T. Elle accepterait l'adhésion des autres syndicats, mais elle ne fait aucune offre d'action commune à la C.F.D.T. Elle ne répondra pas aux dernières propositions de M. Maire de reprendre l'accord de septembre 1979. « Il y a un côté irresponsable », déclare M. Séguin, dans une attitude qui consiste, un jour, à coloniser la C.G.T. comme on ne l'avait jamais vu de la part d'un dirigeant de la C.F.D.T. et le lendemain, dire qu'il faut faire quelque chose ensemble sur le plan confédéral. Si Edmond Maire voulait réellement faire revivre les initiatives communes, il aurait pris un certain nombre de dispositions. Il ne se serait pas lancé dans une telle attaque. Dans la C.F.D.T. elle-même, on a trouvé ces propos cossifs. »

Les négociations ajoutent que dans plusieurs départements (Loire, Loire-Atlantique, etc.), les contacts proposés par eux n'ont pas abouti. Ils seraient vain d'en rechercher pour l'action dans l'automobile, puisque « M. Chérèque (C.F.D.T.) a, depuis décembre dernier, accepté les cent mille licenciements annoncés, en se déclarant prêt à négocier une convention sociale comme dans la sidérurgie. Nous nous défendons l'emploi. »

M. CHÉREQUE (C.F.D.T.) : la C.G.T. et le P.C. conduisent le syndicalisme au suicide.

« Nous pensons que la C.G.T. et le P.C. conduisent le syndicalisme au suicide », déclare M. Jacques Chérèque, secrétaire adjoint de la C.F.D.T., dans une interview publiée par le Matin du 18 septembre.

« Par son maximalisme, le syndicalisme type C.G.T. fait que les revendications, parce qu'elles ne sont plus crédibles, ne mobilisent plus les travailleurs. Du même coup, le syndicalisme devient incapable d'apporter des réponses quotidiennes et, en même temps, de faire revivre nos adversaires. Ainsi, quand on considère la réduction de la durée du travail, que fait la C.G.T. ? De la surenchère (les trente-cinq heures tout de suite) ou de la démagogie (la cinquième semaine comme F.O.). Les réductions hebdomadaires, les inégalités (certains font soixante heures), la crise et ses aléas, tout cela n'est pas pris en compte. (...) »

« Les désaccords de fond qui éclatent au grand jour entre la C.F.D.T. et la C.G.T. sous les coups d'un comportement de surenchère impulsé par le P.C., au profit des intérêts particuliers, compromettent d'une façon probable durable les perspectives d'une unité plus profonde. »

PLACEMENT DIAMANT

PIERRE VIVANT

Information et vente aux particuliers de :

DIAMANTS

certifiés Du lundi au vendredi de 10 h à 19 h, samedi de 10 h à 17 h. 5, rue du Belvédère 75008 PARIS. Parking Opéra

247-13-41 +

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration s'est réuni le 18 septembre 1980 et a examiné les comptes de la société pour le premier semestre.

De façon résumée, ceux-ci se présentent ainsi, par comparaison avec ceux du premier semestre 1979 :

| | 1980 (1 ^{er} semestre) | 1979 (1 ^{er} semestre) |
|--|------------------------------------|------------------------------------|
| Recettes courantes consolidées | 89 25 | 80 83 |
| Produits financiers | 4 22 | 1 60 |
| Total des recettes | 93 47 | 82 43 |
| Dotations courantes aux amortissements et provisions | 14 93 | 14 30 |
| Autres charges d'exploitation | 37 04 | 29 54 |
| Total des charges | 51 97 | 43 73 |
| Résultat d'exploitation courante | 41 50 | 38 70 |
| Plus-values sur cession | 3 16 | 2 80 |
| Plus-values d'immobilisations | — | 21 30 |
| Bénéfice net | 44 66 | 62 80 |

Ces résultats semestriels ne doivent pas être extrapolés pour l'exercice entier : en effet, plusieurs procédures en cours ont fait connaître qu'elles exerceraient au quatrième trimestre les options d'achat prévues à leurs contrats. Dans cette hypothèse, les plus-values dégrèveront l'ensemble du résultat semestriel et les résultats de l'exercice. Sauf événements imprévisibles, celui-ci devra permettre une augmentation de la distribution.

L'activité de la société a été soutenue : trois contrats de crédit-bail ont été signés depuis le début de l'année pour 52 millions de francs. L'état actuel des négociations laisse prévoir que pour 1980, la production dépassera celle de l'an dernier (58 millions de francs).

LES FOURRURES MALAT

FOURREUR FABRICANT GARANTIE DE CONFIANCE

7, rue La Fayette, 75008 PARIS - Métro : LE PELETIER



Le conseil d'administration, dans sa séance du 18 septembre 1980, a pris connaissance des résultats provisoires du premier semestre de l'exercice.

Pour l'ensemble du C.I.C. y compris les succursales de Londres et de New-York, le résultat brut d'exploitation s'élevait à 638 millions de francs. Les frais généraux s'élevaient à 49 millions de francs, le résultat avant amortissements et provisions s'élevait à 147 millions de francs.

Après amortissements et provisions, mais avant impôt, le résultat semestriel net du C.I.C. s'élevait à 71 millions de francs, ce qui représente 14 millions de francs par action pour le premier semestre de 1980 (en données équivalentes).

Par ailleurs, le conseil, en vertu de l'autorisation qui lui a été conférée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 19 avril 1978, a décidé de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant nominal de 200 millions de francs, représenté par deux cent mille obligations de 1 000 F nominal convertibles en actions à raison de six actions pour une obligation, à partir du 1^{er} juillet 1981.

Par cette émission, pour laquelle ses actionnaires ont autorisé le C.I.C. à donner les moyens, au regard des autorités monétaires, d'acquiescer aux concours et de façon plus générale, de développer ses investissements tant pour répondre à l'expansion des banques de son groupe qu'à la sienne propre, notamment à l'étranger.



VENTES

Les ventes du groupe s'élevaient à 11 572 millions de couronnes suédoises (C.S.) pour le premier semestre 1980, contre 11 587 millions de C.S. lors de la même période en 1979. La comparaison de ces résultats montre un tassement des ventes de Volvo Car Corp. (voitures) (10 51) et une augmentation substantielle du chiffre d'affaires d'autres activités du groupe : + 14 % pour les poids lourds ; + 23 % pour les bus ; + 8 % pour Volvo BSA (matériel agricole) ; + 8 % pour Volvo Flygmotor (moteurs d'avions).

BÉNÉFICES

Les bénéfices du groupe s'élevaient à 60 millions de C.S. pour le 1^{er} semestre 1980, contre 64 millions de C.S. lors de la même période en 1979, qui était une année record de toute l'histoire du groupe. Une grave crise en Suède au printemps dernier et un tassement mondial du marché automobile se sont produits depuis.

VOLVO FRANCE S.A.

Les ventes consolidées de Volvo France S.A. s'élevaient à 640 millions de francs français pour le premier semestre 1980, soit une augmentation de 5,9 % par rapport à la même période en 1979.

Les bénéfices de Volvo France S.A. avant impôt s'élevaient à 14,3 millions de francs français pour le premier semestre 1980, soit une augmentation de + 135 % par rapport à la même période en 1979.

550 millions de francs français de commissions à la France vers l'étranger. Il exporte pour 500 millions de francs français en véhicules, moteurs et pièces. Ces échanges font apparaître un bénéfice de 50 millions de francs français pour la balance commerciale de la France.

CESSATION DE GARANTIE

Le Crédit lyonnais, agence AG 028 — 68, rue de Passy, 75016 Paris — informe le public que, en raison de la cessation d'activité de la personne garantie, la garantie qu'il avait accordée au Cabinet Bouquet, 15, rue de la Vierge, 75016 Paris, à compter du 1^{er} février 1980, cesse à l'expiration d'un délai de trois jours francs de la date de la présente publication (article 44 du décret 72-576 du 30 juillet 1979).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances ayant pour origine un versement ou une remise effectuée pendant la période de garantie pour les opérations visées par la loi 70-6 du 2 janvier 1979 qui restent couvertes par le Crédit lyonnais à condition d'être produites par le créancier dans les trois mois de la présente publication au siège du Crédit lyonnais. Il est précisé qu'il s'agit de créances émanant de la personne garantie, et de celle-ci, en aucun cas, en raison de la cessation de son activité, et de celle-ci, en aucun cas, en raison de la cessation de son activité, et de celle-ci, en aucun cas, en raison de la cessation de son activité.

Abaissier les coûts informatiques : un objectif HP qui est dès maintenant une réalité.

En 1974, Hewlett-Packard mettait sur le marché le premier ordinateur universel HP 3000. L'objectif premier était de sauvegarder l'investissement que représentait pour vous l'ordinateur et son logiciel. C'est pourquoi chacun des modèles de la gamme a été conçu pour être compatible avec son prédécesseur.

Aujourd'hui, les trois modèles de l'actuelle gamme HP 3000 peuvent utiliser des programmes sur les systèmes HP créés il y a cinq ans. Vous pourrez, de la même façon, utiliser les programmes d'aujourd'hui sur nos futurs modèles.

Un frein à l'inflation des coûts du logiciel.

Les prix du matériel ne cessent de diminuer. Par contre, les coûts du logiciel ne cessent d'augmenter et représenteront un pourcentage croissant de vos futurs budgets informatiques. Heureusement, nous pouvons vous aider à inverser cette tendance.

A l'intérieur de la gamme d'ordinateurs HP 3000, vous pouvez utiliser le même système d'exploitation, les cinq mêmes langages

et les mêmes liaisons, pour constituer des réseaux répartis. Vous pouvez donc développer un programme sur votre processeur central HP 3000 modèle III et le transmettre par ligne téléphonique à un ordinateur HP 3000 modèle 30 situé à l'autre bout du pays.

Un meilleur traitement des informations de gestion.

Un de nos tout premiers objectifs fut de créer un logiciel de gestion de base de données qui ne soit pas démodé par l'évolution de la gamme HP 3000.

Résultat : le système de gestion de données IMAGE/3000. Un système plusieurs fois primé, qui met à votre portée immédiate les informations qu'il vous faut. Outil de gestion pratiquement indispensable, IMAGE/3000 vous permet d'obtenir, par de simples interrogations, l'affichage d'informations

précises sur un terminal à écran ou l'impression d'un état de synthèse.

Communiquer :

Voici la clé du traitement réparti pour les années 80 : les informations gérées par vos ordinateurs (des petits ordinateurs spécialisés aux grands ordinateurs universels) doivent être d'un accès facile à tous les niveaux de l'entreprise. Et ce, sans programmation coûteuse.

C'est dans cette optique que nous avons conçu le logiciel de communication DS/3000, liaison simple entre vos ordinateurs vous permettant d'utiliser les données et les fonctions de systèmes éloignés, tout comme s'ils se trouvaient devant vous. A noter également que des liaisons avec les ordinateurs IBM sont prévues.

Si vous cherchez à abaisser vos coûts informatiques, tout en augmentant la productivité, penchez-vous sur la gamme d'ordinateurs de gestion qui, depuis 1974, réunit ces deux avantages. De plus, nous vous garantissons des délais de livraison rapides.



1978 : LE HP 3000 MODÈLE III.
Ce modèle haut de gamme est capable de gérer un grand nombre d'utilisateurs exécutant simultanément de nombreux travaux tels que : enregistrement de commandes, édition d'états ou payés. Il peut, en outre, dans le cadre d'un réseau de traitement réparti, être associé à d'autres modèles de la gamme HP 3000.
Prix de base : 623.104 F*

1979 : LE HP 3000 MODÈLE 30.
Lorsque vous devez concilier l'accès local aux données et l'économie, le nouveau série 30 vous apporte la solution. Il s'agit d'un ordinateur autonome, rapide, doté de toutes les fonctions essentielles, qui peut aussi servir de station active dans un réseau de systèmes répartis.
Prix de base : 337.851 F*



Informez-vous sur toutes les possibilités des différents modèles HP 3000 en écrivant à : HP France, BP 70, 91401 Orsay Cedex, tél. 9077825 - télex 907756-50 - Bruxelles, tél. (2) 660.50.60 - Genève Le Lignon, tél. (22) 96.03.22.

HEWLETT PACKARD au SICOB - Stand 2200 - Niveau 3 - Zone G

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. KIPPOUR : « Une arme secrète pour Israël », par Yehoshua Kash ; « L'antisémitisme est mort », par Luc Rosenzweig ; « Réminiscence des Promesses », par Rachama Ben Isaac.

ÉTRANGER

3. AMÉRIQUES — Après l'assassinat au Paraguay du général Somoza, explosion de joie populaire au Nicaragua.
— ETATS-UNIS : Washington a signé avec Pékin quatre importants accords économiques et culturels.
4. AFRIQUE — LA LIQUIDATION DU CONTINENT FRANCO-ALGERIEN : M. Jean François-Poncet estime que sa visite à Alger ouvre une phase nouvelle dans les rapports bilatéraux.
4. PROCHE-ORIENT — CORÉE DU SUD : M. Muskie met en garde Séoul contre une exécution de M. Kim Dae-jang.
6. DIPLOMATIE — La visite de Mme Thatcher à Paris et à Bordeaux.
7. EUROPE — TURQUIE : à travers les « zones libérées » d'Ankara.

POLITIQUE

8. Les déclarations de M. Debré à Colmar.
11. Le communiqué officiel du conseil des ministres.

SOCIÉTÉ

14. L'Europe s'organise contre les paradis de données informatiques.
14. JUSTICE : la condamnation par contumace de revivants de M. Ravelli-Boumont.
23. EDUCATION : Point de vue : « L'annuel public numéro 7 », par André Mandouze.
24. SUPPLÉMENT EDUCATION : des chiffres et des adresses pour la rentrée.

LE MONDE DES LIVRES

17. « Fin de siècle », l'entraine de Jean-Edouard Haillet.
— LE FEUILLETON DE BERTRAND POIRAT-DELEPCH : « la Tondue », de Guy Crouzet ; « la Raison des fous », de Guy Logez.
19. ROMANS : la mémoire de l'occupation.
21. LETTRES ÉTRANGÈRES : adieu à la Russie d'un « Franco-tirer ».
22. HISTOIRE : comment vivait les députés avant 1974.

INFORMATIONS « SERVICES »

26. VIVRE À PARIS : la stationnement payant ne serait plus restée. Faut-il le supprimer ?

CULTURE

29. MUSIQUE : le Philharmonique de New-York dirigé par Zubin Mehta.
— PATRIMOINE : un manuscrit de Vinci en vente chez Christie's.

ÉCONOMIE

34. La fin de la réunion de l'OEPE à Vienne.
35. AGRICULTURE : l'affaire des vaches aux hormones.
36. PÊCHE : la reprise du travail des marins salariés de Bretagne-sur-Mer.

RADIO-TELEVISION (31)
Annonces classées (32 à 34)
Carnet (27) : Journal officiel (28) : Programmes spectacles (30-31) : Loterie nationale, Loto (32) : Météorologie (33) : Mots croisés (35) : Bourses (36).

REVOLUTION POUR VOS CHEVEUX

Les sœurs Furterer — spécialistes réputées du cheveu — sont en train de bouleverser les anciennes conceptions du traitement capillaire. Leur nouvelle « Méthode CLAUDERER » révolutionne déjà le soin du cheveu et vient d'être adoptée aux U.S.A., à Los Angeles, par un groupe de médecins à la pointe du progrès. Ce traitement naturel — à la portée de tous — est particulièrement recommandé contre : pellicules, chutes, cheveux trop gras... Actuellement, à l'Institut Clauderer dirigé par Hélène et Claudine Furterer, EXAMEN ET CONSEILS GRATUITS (sans obligation d'achat de produits) sur simple rendez-vous téléphonique au : 261-28-01 (poste 26) CLAUDERER, 26, place Vendôme - Paris.

A B C D E F G

QUATRE ATTENTATS

Un sous-officier est tué à la Guadeloupe par l'explosion de la bombe qu'il s'appropriait à désamorcer

De notre correspondant

Fort-de-France. — Un sous-officier artificier, originaire de métropole, le sergent-chef Bruno Soisse, a été tué par l'explosion d'une bombe alors qu'il s'apprêtait à tenter de désamorcer celle-ci, mercredi matin 17 septembre, à 7 h. 30 (12 h. 30, heure de Paris), à l'aéroport du Ratzet, en Guadeloupe.

L'engin avait été découvert, dissimulé dans un paquet postal, sur l'île droite d'un Boeing-727 d'Air France. Une première bombe, placée sur l'aile gauche du même avion, avait explosé quelques instants auparavant, causant des dégâts au fuselage. Deux autres attentats à l'explosion, avaient été commis en Guadeloupe, quelques heures plus tôt, vers 4 heures. L'un contre un yacht appartenant à un homme d'affaires, M. Philippe Andebert, dans le port de plaisance de la Marina de Basse-Pointe ; l'autre contre une vedette de la gendarmerie. Ces deux autres explosions avaient provoqué des dégâts matériels, mais personne n'avait été blessé.

Bien que ces nouveaux attentats n'aient pas été revendiqués, chacun, ici, s'accorde à les attribuer au G.L.A. — Groupe de libération armée — qui avait revendiqué les quatre attentats commis en Guadeloupe depuis le mois de mars : le 6 mars à Pointe-à-Pitre, contre M. Raymond Viré, conseiller général (modéré majoritaire), qui avait été blessé par balles ; le 14 avril, contre le studio radio de la station R.F. 3, qui avait été ravagé par un incendie ; le 15 juillet, contre le directeur d'un grand magasin de la commune des Abymes, blessé par une balle alors qu'il dinait en famille ; enfin, dans la nuit du 5 au 6 août, contre la gendarmerie de la commune de Sainte-Anne, dont le local avait été endommagé.

Ces attentats avaient été également volés, le 17 août, dans la banlieue de Pointe-à-Pitre. Les nombreuses perquisitions ainsi que les barrages aux entrées multipliés au cours de ces dernières semaines par la police et la gendarmerie n'ont donné jusqu'à présent aucun résultat.

Ces attentats ont été dénoncés par l'Union pour la libération de la Guadeloupe (U.L.G.), la principale formation indépendantiste, semi-clandestine, créée en 1976, qui estime que le G.L.A. est une

provoquant politique : « Les colonialistes français utilisent le G.L.A. pour réaliser un complot contre les patriotes », affirme notamment l'U.P.L.G., le mois dernier.

L'organisation trotskiste Combat ouvrier s'est déclarée, pour sa part, « solidaire des militants du G.L.A. », mais a dénoncé, elle aussi, le recours au terrorisme, « qui ne prépare en rien l'émancipation des travailleurs ».

Le préfet du département, M. Guy Maillet, a déclaré mercredi soir 17 septembre : « Responsable de l'ordre public, je ne laisserai pas la Guadeloupe s'enfoncer dans un processus où un petit groupe d'irresponsables mène une idéologie incohérente, désamorcée par tous les partis politiques de quelque bord qu'ils soient, tentant de s'imposer par la force à l'opinion publique. Je suis donc décidé à mettre tout en œuvre pour que les responsables soient identifiés et arrêtés ».

À Paris, M. Paul Dijoud a exprimé la résolution du gouvernement de rechercher et de neutraliser avec le plus grand fermeté les coupables de ces attentats, dont la multiplication commence à inquiéter sérieusement la communauté d'origine métropolitaine. Le secrétaire d'État aux DOM-TOM doit se rendre en Guadeloupe le mercredi 24 septembre.

FIRMIN RENEVILLE.

LE SORT DE MANUFRAANCE

Plusieurs milliers de manifestants surtout cégétistes à Saint-Étienne

Plusieurs milliers de personnes (de 10 000 à 15 000 selon la C.G.T.) ont participé, jeudi matin 18 septembre, à la manifestation de soutien à Manufrance devant la préfecture de la Loire. Le cortège — essentiellement composé de militants cégétistes — s'est rendu cours Fauriel, devant le siège de Manufrance, avec à sa tête M. Sanguedolce, maire P.C.F. de Saint-Étienne, et M. Séguin, secrétaire fédéral de la C.G.T. Parmi un flot de banderoles cégétistes de toute la région, une seule banderole unitaire, celle de l'intersyndicale (C.G.T., U.G.I.C.T.-C.G.T., C.F.D.T., C.G.C.) de Manufrance. L'Union départementale C.F.D.T. ne s'est pas jointe au mot d'ordre de manifestation. En revanche, le P.C.F. et le P.S. avaient délégué leurs représentants.

Une polémique a opposé M. Paul Marchelli, secrétaire général adjoint de la C.G.C., qui avait manifesté son intention de prendre la parole, et l'Union départementale C.G.T. de la Loire qui entendait s'opposer à cette intervention à la suite d'une prise de position antérieure de l'union régionale des cadres demandant la démission de la municipalité d'union de la gauche. De son côté, l'évêque de la région avait publié, la veille, un appel au calme et à la conciliation.

De notre correspondant

Saint-Étienne. — Ce n'est pas d'une session extraordinaire du conseil général que peut sortir la solution de Manufrance, sinon il y a longtemps qu'elle aurait eu lieu », avait répliqué, le 12 septembre, M. Lucien Neuvirth, député R.P.R. de la Loire et président de l'assemblée départementale, à la demande formulée par deux adjoints au maire de Saint-Étienne et également conseillers généraux, MM. Paul Chomel (P.G.) et Bruno Vennin (P.S.). M. Neuvirth estimait, en revanche, que, en raison de ses liens avec Manufrance, il était tout à fait légitime que le conseil municipal de Saint-Étienne tienne une session extraordinaire.

Celle-ci a effectivement eu lieu le 17 septembre sans apporter d'éléments dignes d'être notés. En revanche, une voix s'est fait entendre, celle de Mgr Paul-Marie Roussel, évêque de Saint-Étienne, membre du Conseil permanent de l'épiscopat français qui, déjà, à plusieurs reprises et en particulier en 1979 a fait acte de médiation.

Dans une déclaration qu'il a rendu publique mercredi 17 septembre, Mgr Roussel a estimé devoir prendre position à nouveau « au risque d'être mal compris et même suspecté ». L'évêque de Saint-Étienne écrit notamment : « On le sait, la masse des salariés des entreprises n'est pas la seule à payer les conséquences de difficultés des entreprises économiques. Il n'est pas étonnant que ce soit la plus pauvre et la plus démunie. Je veux dire aussi que pas plus à Saint-Étienne qu'en Pologne les actes de violence ne peuvent constituer. De quelque côté qu'il vienne l'emploi de la violence ferait l'avenir. On a récemment sur les ondes rendu hommage à la « dignité exemplaire » des travailleurs de Manufrance dans leur lutte pour sortir d'une indécision désespérante. Les organisations ouvrières n'y sont pas pour rien. Nous devons croire que, jusqu'en bout, on refusera de passer à une violence irresponsable. Je veux dire enfin qu'un avenir est possible pour les travailleurs de Manufrance dans la mesure où se réalisent en vérité la conciliation indispensable ».

LA MODIFICATION DU QUOTIENT FAMILIAL À PARTIR DU TROISIÈME ENFANT

MM. Virien (R.P.R.), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, et Jean (U.D.F.), rapporteur général du budget, ont annoncé, mercredi 17 septembre, que, à l'issue des réunions de travail qui se sont tenues à l'Assemblée nationale et au ministère du budget, M. Maurice Papon, ministre du budget, avait répondu à la demande des membres R.P.R. et U.D.F. de la commission des finances en ce qui concerne l'octroi d'une demi-part supplémentaire à partir du troisième enfant dans le calcul de l'impôt sur le revenu (N.D.L.R. : le budget pour 1981 prévoit que cette mesure n'entrera en application qu'en 1982). MM. Virien et Jean ont déclaré que le ministre du budget, « sans être opposé à cette proposition, qui va dans le sens de la politique familiale soutenue par le gouvernement et sa majorité, demandait à examiner les conséquences financières de cette importante mesure et à étudier les recettes nouvelles présentées par les députés pour la financer ».

Le numéro du « Monde » daté 18 septembre 1980 a été tiré à 545 502 exemplaires.

38, RUE VANEAU (7^e)
En souscription - Prix ferme
DU ST. AU 4 P.
Sur place de 11 h. à 19 h.
550-21-26 - 743-96-96
NEVEU et Co

Le prochain budget de la DATAR permettra de continuer les opérations entreprises

1981 ne sera pas une année euphorique pour le budget de l'aménagement du territoire ni pour les crédits gérés par la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR). On se souvient de la progression spectaculaire de 1978 (+43 %) et de la consolidation de cette progression en 1980. Mais, l'an prochain, « dans un contexte de rigueur budgétaire », les crédits en autorisations de programme devront se limiter à 1,7 milliard au lieu de 1,4 milliard en 1979.

Les points forts de ce budget qui se maintient toutefois à un niveau relativement élevé sont les suivants : — Les crédits du Fonds inter-ministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR) pour lutter contre la dépopulation des zones fragiles, notamment en montagne, progresseront sensiblement passant de 307 à 321,7 millions de francs ; — Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres pourra continuer une politique très active d'acquisition de terrains en disposant de 96,5 millions contre 95,7 millions l'an passé et seulement 92,7 millions en 1978 ; — La politique de remise en état des régions minées dans le Nord-Pas-de-Calais et en Lorraine demeure prioritaire (soit 100 millions de francs en 1981, le même chiffre qu'en 1980) ; — Les crédits du Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire diminueront sensiblement (245 millions contre 272), de même que les enveloppes affectées aux missions d'aménagement touristique du Languedoc-Roussillon et d'Aquitaine, dont la tâche sera achevée dans quelques années.

On insiste à la DATAR sur la conciliation à établir sur l'effet multiplicateur auprès des collectivités locales des régions et même des entreprises privées des crédits budgétaires de l'aménagement du territoire à titre d'exemple, les 207 millions du FIDAR en 1980 auront engendré des investissements et des travaux pour un montant total de 1,75 milliard de francs.

LA SOCIÉTÉ LINVOSGES EST MISE EN RÉGLEMENT JUDICIAIRE

Nancy. — Le tribunal de commerce de Nancy a prononcé mardi 16 septembre la mise en règlement judiciaire de l'entreprise Linvosges, de Gérardmer, qui produisait et commercialisait du lin de maison et était placée, depuis le mois de février, sous le régime de la suspension provisoire des poursuites.

Linvosges est une holding qui comprend quatre sociétés et emploie 420 personnes, dont près de 200 représentants. Le réseau commercial de Linvosges, qui est très développé, s'étend, en effet, sur toute la France à travers, notamment, une dizaine de magasins de vente. Ce réseau constitue le meilleur secteur de l'entreprise, celui qui pourrait être repris rapidement. Plusieurs acquéreurs sont actuellement sur les rangs, parmi lesquels le groupe Muller et M. Bernard Tapie. En revanche, le secteur de production (170 salariés) semble beaucoup plus menacé.

Le passif de Linvosges s'élève à plus de 30 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 80 millions de francs. (Corresp.)

VENEZ LÉZARDER AU SOLIL DE STROPEZ



AU BYBLOS

PHONE (091) 770004 / TEL. 170135

du 12 au 30 septembre

"promotion" d'avant-saison

NICOLL

COSTUME 1190 F

Mesure industrielle avec gilet 1350 F

La tradition anglaise du vêtement à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

Tronçonneuses

ECHO

CS-280 E

petite en prix grande en qualité

PPK

45 Boulevard St-Denis
92400 COURBEVOIE
22 783-42-50
Demandez-nous l'Agent local

En Inde

DEUX VILLES SONT SUBMERGÉES PAR LES EAUX D'UN FLEUVE EN CRUE

New-Delhi (A.P.P., A.P.). — Deux villes de l'État d'Orissa, sur la rive Est du fleuve, ont été submergées, mercredi 17 septembre, par les eaux du fleuve Vamsadhara, dont la crue a détruit un barrage, 24 km après jandi à New-Delhi. Il s'agit des villes de Gunger (25 000 habitants) et de Gadar (2 000 habitants), dans le district de Koraput, à quelque 500 kilomètres au sud-est de Calcutta.

L'IRAK SIGNE AVEC THOMSON-C.S.F. TROIS CONTRATS D'UNE VALEUR TOTALE DE 750 MILLIONS DE F

L'Irak vient de signer avec Thomson-C.S.F. trois contrats d'une valeur globale de 750 millions de francs. Ces contrats concernent la fourniture d'une infrastructure de radiodiffusion, l'achat d'un matériel de groupe Thomson-C.S.F. ; réalisation d'un centre ondes courtes comportant seize émetteurs d'une puissance de 500 kilowatts chacun, et de trois centres ondes moyennes d'une puissance de 200 kilowatts chacun.

Thomson-C.S.F. rappelle le communiqué avait déjà conclu avec l'Irak d'importants contrats pour l'équipement d'infrastructures de télévision.

« LA FRANCE NE S'EST PAS SUBSTITUÉE AUX ÉTATS-UNIS POUR LA FOURNITURE D'UNE ACIÈRE À L'U.R.S.S. », indique le Quai d'Orsay.

La société française Cimetière ne s'est pas substituée à une société américaine pour la fourniture d'une aciérie à l'U.R.S.S., indique-t-on au Quai d'Orsay. A la suite des critiques formulées après la signature d'un contrat de 120 millions de francs entre Cimetière et l'Union soviétique, le ministre des Affaires étrangères a précisé, dans une note au point, que la France était en concurrence avec un groupe formé par la société américaine Amco (construisant la technologie, soit un quart du contrat), et la société japonaise Nippon Steel, fournissant l'équipement. Dans un premier temps, l'offre américaine-japonaise a été écartée. Mais, après l'intervention soviétique en Afghanistan et l'urgence américaine sur la technologie, les deux offres se sont retirées de l'offre. Les Soviétiques ont alors préféré l'offre française à l'offre japonaise. Le contrat français, souligne-t-on au Quai d'Orsay, ne représente que la moitié des trois quarts du contrat initial ; il n'a porté que sur l'équipement et non sur la technologie qu'auraient fournie les Américains.

Le détournement d'avion américain sur Cuba. — Le Boeing-727 de la compagnie américaine Delta Airlines détourné sur La Havane, est arrivé mercredi matin, 17 septembre, à Miami (Floride). Les deux pirates de l'air, des cubains qui s'étaient réfugiés au printemps au Mexique, ont été arrêtés et sont en route vers les États-Unis.

Les sept jeunes Italiens arrêtés à Paris les 7 et 8 juillet dernier et accusés par Rome d'appartenir au mouvement d'extrême gauche Prima Linea ont été libérés pour les trois premiers, mercredi 17 septembre, devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris (Le Monde des 18 juillet et 23 août). Six d'entre eux, M. Peter Freeman, Vito Bianco-Rosso, Graziano Rapetto, Stefano Micoletti, Pasquale Rotigliani et Mlle Rosalia Bosco, se sont vu signifier de nouvelles inculpations. Les débats sur le fond auront lieu le 8 octobre.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE

A partir de 998 F dans un choix de 3.000 draperies

Fabrication traditionnelle

ROBES et TAILLEURS SUR MESURE

Prêt-à-porter homme

Boutique femme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, Paris (9^e)
Tél. : 743-70-41
Du lundi au samedi de 10 h. à 18 h.

مكتبة الامم المتحدة